



17.071

Totalrevision des CO₂-Gesetzes nach 2020

Révision totale de la loi sur le CO₂ pour la période postérieure à 2020

Differenzen – Divergences

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.12.18 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.18 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 10.12.18 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.12.18 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 23.09.19 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 25.09.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 25.09.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 09.06.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 10.06.20 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 10.06.20 (FORTSETZUNG - SUITE)

Antrag der Mehrheit
Eintreten

Antrag der Minderheit
(Egger Mike, Imark, Knecht, Müri, Page, Röstli, Ruppen, Wobmann)
Nichteintreten

Antrag Imark
Rückweisung des Entwurfes an die Kommission
mit dem Auftrag, eine Lösung zu erarbeiten, welche mit geringstmöglichen staatlichen Eingriffen private Investitionen der Bevölkerung und der Wirtschaft in neue Technologien begünstigt und so die Pro-Kopf-Reduktionsziele der Schweiz effizienter erreicht. Mitzubeherrschenden ist gegebenenfalls auch die inzwischen nachweislich gescheiterte Energiestrategie 2050.

Schriftliche Begründung

Die kleine Wirkung von hoheitlichen Massnahmen hinsichtlich der CO₂-Politik des Bundes ist belegt. Leider ist in der öffentlichen Diskussion nie die Rede davon, wie viel CO₂ Schweizerinnen und Schweizer ohne Umverteilungs- und Verbots politik, sondern aufgrund neuer Entwicklungen und entsprechender privater Investitionen des Mittelstandes selbstständig und freiwillig einsparen. Der CO₂-Ausstoss wird auch nie im Kontext der Bevölkerungsentwicklung betrachtet, was zum Beispiel beim Stromverbrauch immer gemacht wird. Anstatt die positive und vorwärtsgerichtete Entwicklung mit gezielten und effizienten Massnahmen zu beschleunigen, besteht die Gefahr, mit diesem Gesetz immer mehr in einen rückwärtsgerichteten Sozialismus mit immer mehr Verboten und staatlicher Umverteilung zu verfallen; dies in einer Zeit, in welcher sich die Gesellschaft bereits im Krisenmodus befindet und mit massiven Unsicherheiten konfrontiert ist. Auch die Eidgenössische Finanzkontrolle ortete – entgegen der medial gelobten Umverteilungspolitik des Bundes im Energiebereich – in mehreren Berichten "Mitnahmeeffekte" und "überschätzte Energieeinsparungen", ausgelöst durch die Umverteilungs- und Verbots politik. Aus diesen Gründen soll das Geschäft an die Kommission zurückgewiesen werden, verbunden mit dem eingangs erwähnten Auftrag, eine liberale Lösung zu erarbeiten.

Proposition de la majorité
Entrer en matière



*Proposition de la minorité*

(Egger Mike, Imark, Knecht, Muri, Page, Rösti, Ruppen, Wobmann)

Ne pas entrer en matière

Proposition Imark

Renvoyer le projet à la commission

avec mandat d'élaborer une solution qui favorise, avec un minimum d'interventions étatiques, les investissements privés de la part de la population et de l'économie dans les nouvelles technologies et qui permette ainsi d'atteindre plus efficacement les objectifs de réduction par personne de la Suisse. Le cas échéant, il y aura lieu de tenir compte également de l'échec entre-temps avéré de la Stratégie énergétique 2050.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous allons traiter aujourd'hui et demain la loi sur le CO₂, pour un temps prévu supérieur à dix heures, puisqu'il y a 27 propositions individuelles et 55 propositions de minorités. Je vous rappelle que nous avons traité cette loi lors de la session d'hiver 2018 et que nous l'avons rejetée au vote sur l'ensemble. Nous en sommes donc au stade de l'élimination des divergences, même si nous allons refaire un débat complet, avec entrée en matière et discussion par article. La discussion par article a été divisée en quatre blocs. Vous avez reçu un document qui décrit le contenu de chacun des blocs.

Dans le débat d'entrée en matière nous traiterons également les deux postulats de la CEATE-N, 20.3000, "Stratégie d'avenir pour le couplage chaleur-force", et 20.3001, "Tenir compte des effets climatiques dans l'étude d'impact sur l'environnement".

Nordmann Roger (S, VD), pour la commission: Pour commencer, il convient de rappeler la nature de l'enjeu climatique. Il s'agit d'un des problèmes les plus graves auquel l'humanité est confrontée. Au plan écologique, c'est probablement même le plus grave, avec la chute de la biodiversité et la destruction des sols. Au demeurant, formuler ce constat ne signifie pas, aux yeux de la commission, qu'il faille négliger les autres problèmes environnementaux.

Si le réchauffement climatique se poursuit selon la tendance actuelle, les conséquences sur les écosystèmes, et par voie de conséquence sur les conditions d'existence des êtres humains, seront massives. A l'horizon 2100, c'est-à-dire environ l'espérance de vie d'un bébé né cette année en Suisse, la température moyenne à la surface du globe pourrait monter de 4 degrés, et le niveau de la mer de un mètre. Ces chiffres donnent un point de situation en 2100; le phénomène se poursuivrait après.

Pour mieux se représenter ce que ce changement signifie, la température moyenne de Kandersteg – actuellement de 6 degrés – pourrait quasiment augmenter d'ici 2100 au niveau de celle qui prévaut actuellement à Lugano – 11 degrés.

Ces estimations conservatrices sont celles figurant dans le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat de 2014, mais beaucoup d'indices montrent que la situation pourrait se dégrader plus vite. Dans des zones déjà très chaudes ou trop sèches, et dans les régions de deltas, cette évolution sera dramatique. Des centaines de millions de personnes ne pourront plus habiter là où elles vivent actuellement. Chez nous aussi, les transformations rapides du climat modifieront en profondeur le pays; on peut penser par exemple à l'agriculture, au tourisme alpin, à la forêt, à la canicule en ville, etc.

Au yeux de la majorité de la commission, il ne fait aucun doute qu'il faut agir. Une minorité refuse cependant d'entrer en matière sur le projet, estimant, suivant les points de vue,

AB 2020 N 780 / BO 2020 N 780

que le réchauffement n'existe pas, que les activités humaines n'en sont pas à l'origine, que l'on ne peut rien faire, qu'il faut simplement s'adapter ou que la Suisse est trop petite pour agir.

Aux yeux de la majorité, cependant, ces objections reflètent surtout les deux principales difficultés qu'il y a à prendre des décisions pour lutter contre le réchauffement climatique.

La première difficulté, c'est que le réchauffement climatique est déterminé par la totalité des émissions de gaz à effet de serre, indépendamment du lieu d'émission, car ces gaz se répartissent automatiquement de manière homogène autour du globe. L'effet de réchauffement est ainsi le fruit de l'addition d'émissions nationales, qui sont elles-mêmes l'agrégation d'émissions des différents secteurs, lesquelles sont en fin de compte composées des émissions d'entreprises et de personnes. Cela signifie que chacun a intérêt à ce que les autres fassent un effort, mais peut être tenté de s'en exempter lui-même. Cela vaut évidemment pour les pays, mais aussi pour les personnes, les entreprises et les secteurs, d'où le besoin d'engagements mutuels au plan international, selon l'Accord de Paris que vous avez ratifié, et d'une approche incluant tous les secteurs au sein de



chaque pays.

La deuxième difficulté, c'est le décalage de plusieurs décennies entre les émissions et la perception des effets. Pour lutter contre le réchauffement climatique, il faut anticiper et agir avant que le problème ne devienne insupportable. Cette difficulté est accrue par l'existence d'accélérateurs naturels: le réchauffement acquis au temps T1 a une influence sur le réchauffement mesuré au temps T2.

Voici deux exemples pour illustrer le problème: les surfaces de glace et de neige diminuent et sont remplacées par des surfaces de couleur sombre, ce qui augmente l'absorption du rayonnement solaire, et donc le réchauffement; la fonte du permafrost due au réchauffement libère du méthane, ce qui renforce le réchauffement.

Pour traiter un problème, il faut naturellement en connaître les principales causes.

Au niveau mondial, deux tiers des émissions de gaz à effet de serre sont dus à la combustion des énergies fossiles, en particulier pour le chauffage, l'industrie, la production d'électricité et les transports. Le reste des émissions s'expliquent notamment par la destruction des sols et des forêts, par les procédés agricoles, ainsi que par les émissions de CO₂ dites géogènes, lors de la fabrication du ciment.

Pour réduire ces émissions, il convient de moderniser en profondeur les technologies utilisées dans le système économique. La tâche est immense, mais les perspectives sont aussi très positives: nous disposons des techniques pour récolter en masse de l'électricité et de la chaleur renouvelable, avec d'importants gains d'efficacité dans l'utilisation.

Les projections du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat nous montrent qu'en étant très déterminé, il est probablement encore possible de limiter le réchauffement à 2 degrés par rapport à l'ère préindustrielle. Mais c'est maintenant le dernier moment pour agir.

Le problème étant posé, il apparaît que la Suisse doit assumer sa part de l'effort. C'est le sens de la loi dont nous discutons aujourd'hui, qui a pour but principal d'agir sur les émissions de gaz à effet de serre à partir du territoire suisse. Il s'agit de la mise en oeuvre de l'Accord de Paris.

En vertu du principe de territorialité, la loi se focalise sur les émissions en Suisse, et ne traite que marginalement la question des émissions déclenchées à l'étranger par notre style de vie et par les décisions de la place financière suisse. Rappelons cependant que les émissions imputables aux biens importés représentent environ 1,5 fois les émissions territoriales.

Heureusement, nous ne partons pas de zéro. La Suisse mène depuis 17 ans une politique climatique, et depuis plus longtemps encore, une politique énergétique, laquelle est largement en mains des cantons. L'introduction en 2008 de la taxe sur le CO₂ sur les combustibles et celle du programme Bâtiments en 2010 ont représenté des pas importants. Elles ont permis de réduire très substantiellement les émissions du secteur des combustibles fossiles, soit moins de 28 pour cent en comparaison avec 1990, principalement depuis 2008. On en tire une première leçon fondamentale: dans les secteurs où la Suisse a pris des mesures efficaces, elle a fait des progrès. Cela montre que les leviers existent.

L'inverse est aussi vrai: dans le domaine des carburants terrestres, où les mesures n'exerçaient qu'une pression très faible, la courbe des émissions est quasiment plate. Ce qui permet de tirer une seconde leçon du passé: là où l'on a procrastiné, on n'a pas fait de progrès. Cela montre que lorsqu'on n'utilise pas les leviers, rien ne se passe.

Après l'échec de cette loi lors de son premier passage devant notre conseil, en décembre 2018, notre commission a heureusement repris le travail à zéro, en suivant très largement le Conseil des Etats qui avait entre-temps amélioré le projet du Conseil fédéral.

Les mesures contenues dans le projet constituent un compromis constructif entre plusieurs vitesses de réduction. Par contre, ce qui n'est pas un compromis, mais au contraire une conviction partagée par la majorité de la commission, c'est qu'il faut prendre des mesures dans tous les secteurs.

Actuellement, les émissions territoriales de la Suisse se répartissent de la manière suivante: les carburants, exceptés ceux de l'aviation internationale, c'est-à-dire l'essence et le diesel, représentent 29 pour cent; l'énergie de chauffage pour l'habitat, l'artisanat et les services, 28 pour cent; l'aviation internationale, 10 pour cent; les combustibles de l'industrie, soit les processus et le chauffage, 9 pour cent; les autres émissions de l'industrie, par exemple les émissions géogènes des cimenteries, les solvants, etc., 8 pour cent; l'agriculture, hors énergie fossile, 12 pour cent – principalement le méthane émis par les bovidés et le dioxyde d'azote en lien avec les cultures; la part fossile des déchets, 6 pour cent; les décharges et divers, 1 pour cent.

En incluant ce que nous avons déjà décidé dans le cadre du projet 17.073, qui portait sur le couplage des systèmes d'échange de quotas d'émission et de sa mise en oeuvre, et avec la politique préexistante de tri et de limitation des déchets à incinérer, ce projet permettrait de toucher tous les secteurs sauf l'agriculture. Dans ce dernier domaine, fort complexe, les mesures sont renvoyées à la Politique agricole 2022 plus.

Selon la majorité de la commission, il conviendrait de descendre au moins à 70 pour cent des émissions de



1990 ou, si l'on veut, de diminuer les émissions de 30 pour cent par rapport à 1990. Formellement, la majorité de la commission propose de faire en Suisse au minimum les trois cinquièmes de l'engagement de réduction de 50 pour cent pris par la Suisse dans le cadre de l'Accord de Paris. Cela signifierait, selon la majorité de la commission, que les deux cinquièmes restants de l'effort pourraient être faits par l'achat de réductions des émissions à l'étranger. Les instruments prévus par la loi suffiraient amplement. Les mesures qui vous sont proposées dans ce projet à l'issue des travaux de commission permettraient en effet d'atteindre en 2030 en Suisse un niveau correspondant à 63 pour cent des émissions de 1990.

Dans les faits, les mesures proposées permettraient vraisemblablement d'atteindre ce que propose la minorité Vogler, à l'article 3, "Objectifs de réduction", à savoir de faire en Suisse les trois quarts de la réduction de 50 pour cent, ce qui signifierait descendre à 62,5 pour cent des émissions de 1990.

L'heure n'est plus à la tergiversation, mais à la prise de responsabilité. Cette loi ne réglerait certes pas tous les problèmes jusqu'à la fin des temps, mais elle constituerait indéniablement un pas dans la bonne direction. Vu l'importance de l'enjeu, les différentes forces politiques qui s'étaient affrontées en 2018 ont maintenant cherché à aller conjointement de l'avant. La commission vous recommande d'entrer en matière par 16 voix contre 8.

La commission recommande bien évidemment de rejeter la proposition Imark de renvoi du projet à la commission. La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie a déjà procédé à deux discussions par article complètes de cette loi. Un troisième examen complet relèverait de la procrastination dans un dossier urgent.

Sachez encore que la commission a consacré à ce projet quatre séances, entre novembre 2019 et février 2020. En gros, elle a traité le projet jusqu'à l'article 9 – y compris les

AB 2020 N 781 / BO 2020 N 781

objectifs de réduction –, plus l'article 27, dans son ancienne composition et le reste du projet dans sa nouvelle composition. Elle a pu avancer relativement rapidement dans la mesure où elle avait déjà étudié le projet en vue du premier débat dans notre conseil en 2018.

Müller-Altermatt Stefan (M-CEB, SO), für die Kommission: Wir steigen also, wie die Präsidentin es gesagt hat, zum zweiten Mal in die Debatte über das CO₂-Gesetz ein. Wir tun das in einer gegenüber dem ersten Mal in verschiedener Hinsicht völlig veränderten Welt.

Unser Rat hat in der Wintersession 2018 das Gesetz durchberaten und es, nachdem wir in der Detailberatung gegenüber dem bundesrätlichen Entwurf verschiedene Abschwächungen vorgenommen hatten, in der Gesamtabstimmung abgelehnt. Faktisch haben wir damit Nichteintreten beschlossen. Wir stehen aber selbstverständlich trotzdem in der ersten Runde der Differenzbereinigung.

Wenige Monate nach dem Absturz des CO₂-Gesetzes im Nationalrat nahm die Klimabewegung weltweit Fahrt auf, wortwörtlich angeheizt durch die von Kollege Nordmann vorhin erwähnten, sichtbar werdenden Veränderungen in der Atmosphäre.

Unter dem Eindruck der Klimaproteste hat der Ständerat bei seiner Beratung dann Nägel mit Köpfen gemacht. Er hat verschiedene Instrumente verschärft und neue eingeführt. So hat der Ständerat beispielsweise im Gebäudebereich verbindliche Ziele definiert, er hat die Klimaverträglichkeitsprüfung eingeführt und als markantestes Element die Flugticketabgabe eingeführt.

Wie ist die Vorlage, wie sie nun aus der UREK-N herausgekommen ist, einzuordnen? Ihre Kommission ist in weiten Teilen den Beschlüssen des Ständerates gefolgt. Sie hat aber die vom Ständerat neu eingefügten Instrumente und Bestimmungen nochmals hinterfragt. Sie hat sie hinterfragt bezüglich der Umsetzbarkeit, bezüglich der Auswirkungen auf Wirtschaft und Gesellschaft und somit auch bezüglich der Mehrheitsfähigkeit an der Urne. Ich möchte nicht verschweigen, dass wir im einen oder anderen Bereich bei diesem Hinterfragen schon an unsere Grenzen gestossen und zum Schluss gekommen sind, dass es wohl besser ist, keine Regelung über das Knie zu brechen.

Als Resultat präsentiert Ihnen Ihre Kommission eine Vorlage, welche – vielleicht entgegen den Erwartungen nach der sogenannten Klimawahl – die Vorlage des Ständerates leicht abschwächt, die unserer Meinung nach aber ausgewogen, umsetzbar und zielgerichtet ist. So wurde beispielsweise im Gebäudebereich eine Ausnahmebestimmung für die in diesem Bereich fortschrittlichen Kantone eingefügt. Die Klimaverträglichkeitsprüfung wurde wieder gestrichen. Ihre Kommission hat dafür das Postulat 20.3001, "Klimatische Auswirkungen bei der UVP berücksichtigen", eingereicht. Eine Rückerstattung der CO₂-Abgabe soll für alle Firmen nach Abschluss einer Verminderungsverpflichtung möglich sein. Die Privatflugabgabe wurde gezielt auf die Business- und Luxusfliegerei ausgerichtet usw. So haben wir dieses Gesetz durchleuchtet.



Ich behaupte, dass wir mit diesen Änderungen nun eine Vorlage präsentieren, die nicht ideologisch, sondern wirklich von sachlichen Überlegungen gesteuert ist. Es ist auch eine Vorlage, die wirklich reiflich durchberaten und hinterfragt wurde. Insofern bringt es auch nichts, jetzt noch einmal mit einem Rückweisungsantrag eine neuerliche Beratung in der Kommission zu verlangen. Die Beratungen in der Kommission fanden vor der Covid-Krise statt, das Geschäft war ja bereits für die dritte Woche der abgebrochenen Frühjahrssession traktandiert. Es tut deshalb schon not, die Beschlüsse der UREK-N auch in diesem Kontext einzuordnen; es gibt ja eben auch Einzelanträge, Rückweisungsanträge usw., die darauf referenzieren.

Am wichtigsten scheint mir festzuhalten, dass das Grundgerüst des CO₂-Gesetzes unverändert auf Lenkungsabgaben beruht, also nicht auf neuen Steuern oder Abgaben. Wir definieren im CO₂-Gesetz Ziele und die Instrumente, um diese Ziele zu erreichen; das wichtigste ist die CO₂-Abgabe. Wir definieren dafür einen Rahmen, innerhalb dessen die Instrumente anzuwenden sind, und die Anwendung liegt dann beim Bundesrat.

Das Ziel des Gesetzes, kompatibel mit dem ratifizierten Ziel des Pariser Abkommens, ist eine Reduktion der CO₂-Emissionen bis 2030 um 50 Prozent, verglichen mit 1990. Wenn wir nun wegen des Coronavirus in eine konjunkturelle Krise geraten, dann werden wir weniger CO₂ ausstossen, was wiederum bedeutet, dass der Bundesrat den Rahmen zur Erhöhung der CO₂-Abgabe nicht ausschöpfen muss – so, wie er ihn übrigens auch im aktuellen CO₂-Gesetz nicht ausgeschöpft hat. Sollte hingegen der Konjunkturmotor schnell wieder anspringen und mit ihm auch der CO₂-Ausstoss, dann wird der Bundesrat den Rahmen ausschöpfen können, und zwar in Abstimmung mit der Wirtschaft.

Schliesslich ist noch zu erwähnen, dass dieses Gesetz faktisch eine Laufzeit hat. Die Ziele sind per 2030 definiert. Wir oder unsere Nachfolgerinnen und Nachfolger werden also gegen Ende dieses Jahrzehnts wieder ein CO₂-Gesetz verabschieden müssen und können oder müssen dann die nötigen Korrekturen im Lichte der dannzumaligen Erkenntnisse vornehmen. So ist das Schweizer Klimagesetz konzipiert. Mit diesem Mechanismus legt Ihnen die Kommission ein aktuelles und ausgewogenes Gesetz vor.

Ich bitte Sie, auf dieses Gesetz einzutreten, die Rückweisung abzulehnen und in der Detailberatung bei den 55 Minderheitsanträgen und 27 Einzelanträgen Ihrer Kommissionsmehrheit zu folgen.

Egger Mike (V, SG): Die Schweiz, aber auch die ganze Welt wurde während der Covid-19-Krise auf den Kopf gestellt, und die Krise zeigt, wie schnell die globalisierte Weltwirtschaft aus den Fugen geraten kann. Wir haben im letzten Monat in diesen Hallen 57 Milliarden Franken gesprochen, um die Schweizer Wirtschaft zu entlasten und zu stabilisieren. Jetzt könnte die Widersprüchlichkeit dieses CO₂-Gesetzes nicht grösser sein. Wie gesagt, wir haben 57 Milliarden Franken gesprochen, um die Schweizer Wirtschaft zu entlasten, und jetzt kommen Sie mit einem neuen Gesetz, welches von der Schweizer Wirtschaft, aber auch von der Schweizer Gesellschaft neue Gebühren und Steuern in Milliardenhöhe einfordert. Dazu folgende Punkte, welche für mich in der aktuellen Situation ganz klar gegen dieses Gesetz sprechen:

1. Die CO₂-Abgabe auf fossilen Brennstoffen: Seit der Einführung 2008, als die Bandbreite null bis 120 Franken betrug, wurde dieser Betrag ständig erhöht und beträgt heute 96 Franken pro Tonne. Der Bundesrat schöpft nicht einmal die ganze Spannweite aus, und Sie wollen jetzt mit einem neuen Gesetz diese Spannweite neu auf 210 Franken erhöhen. Das ist ein präventives Gesetz, ein Gesetz auf Vorrat, was wir nicht unterstützen können. Betroffen sind alle Hausbesitzer, alle Mieter, die eine Öl- oder Gasheizung haben, und in der Schweiz sind das gemäss BFS sehr viele: 39,4 Prozent heizen mit Öl und 20,7 Prozent mit Gas. Laut BAFU betragen die Einnahmen heute schon rund 1,2 Milliarden Franken. Mit der erneuten Anpassung würden sie dann auf 1,5 Milliarden Franken pro Jahr hinaufgehen.

2. CO₂-Abgabe auf Benzin und Diesel: Der Staat nimmt pro Liter Benzin heute schon via Steuern 73 Rappen ein. Dazu kommt dann noch die Mehrwertsteuer auf den Endbetrag von 7,7 Prozent. Jetzt wollen Sie mit diesem neuen CO₂-Gesetz wieder eine Erhöhung von 5 bis 12 Rappen. Das verursacht für Leute, die arbeiten, die auf das Auto angewiesen sind, pro Jahr insgesamt Kosten von 260 bis 624 Millionen Franken.

3. Neue Flugticketabgabe: Hier wollen Sie eine Abgabe in der Spannweite von 30 bis 120 Franken festlegen. Das gefährdet nicht nur Arbeitsplätze, das gefährdet nicht nur die stark gebeutelte Flugbranche, nein, diese Steuer, diese neue Gebühr ist vor allem sozial unverträglich, weil Sie hier die falschen Leute abstrafen, nicht die Vielflieger, sondern die Familien, die "Büezer" in diesem Land, die sich einmal pro Jahr Ferien leisten möchten. Für diese Personen verteuern Sie die Langstreckenflüge. Für eine vierköpfige Familie sind es um 480 Franken. Geschätzte Einnahmen pro Jahr: zwischen 900 Millionen und 1,7 Milliarden Franken.

4. Strafen für Autoimporteure: Auch hier wollen Sie den Grenzwert weiter verschärfen. Dieser wurde 2020 neu auf



95 Gramm pro Kilometer festgelegt. Die Europäische Union möchte dann nochmals eine Verschärfung auf 57,4 Gramm pro Kilometer. Hier sei einfach gesagt: Das ist technisch nicht ohne. Ein VW Golf mit Ein-Liter-Benzinmotor und 95 PS stösst heute rund 109 Gramm aus. Auto Schweiz rechnet mit Mehrkosten von 500 Millionen Franken pro Jahr. Diese Kosten werden wiederum vollumfänglich auf den Konsumenten überwältzt.

Die Gesamtkosten des CO₂-Gesetzes werden für die Schweizer Wirtschaft, aber auch für die Schweizer Bevölkerung bis 2030 kumuliert rund 30 bis 40 Milliarden Franken betragen. Mit dieser Vorlage schaffen Sie in der Schweiz eine Zweiklassengesellschaft und vertiefen den Graben zwischen der Stadt- und der Landbevölkerung weiter. Dadurch gefährden Sie den Wohlstand – den Wohlstand, der es uns überhaupt ermöglicht, über die Klimapolitik zu debattieren. Sie sehen das in ärmeren Ländern, da hat nicht die Klimapolitik Priorität, sondern ganz anderes.

Aus all diesen Gründen bitte ich Sie im Namen meiner Fraktion, nicht auf dieses giftgrüne Planwirtschaftsgesetz einzutreten und unserem Minderheitsantrag zu folgen. Falls Sie sich nicht dazu überwinden können, bitte ich Sie inständig, den Einzelantrag I mark zu unterstützen, der eine Rückweisung fordert, damit man das Gesetz wenigstens an die Lage der Nation anpassen kann.

Page Pierre-André (V, FR): Autant vous le dire tout de suite, et même si le jeu de mot est facile: il y a de l'eau dans le gaz. Nous n'allons pas entrer en matière sur cette loi les yeux fermés, naïvement. Au contraire, le groupe UDC n'approuvera pas l'entrée en matière.

Au niveau de notre planète, le climat change. Et les émissions de gaz à effet de serre engendrées par des activités humaines participent au réchauffement terrestre que nous vivons. Ces émissions sont de l'ordre de quelque 36 milliards de tonnes de CO₂. Quant aux émissions suisses, elles se situent entre 40 et 50 millions de tonnes, soit un petit 0,1 pour cent des émissions totales.

L'Accord de Paris sur le climat d'octobre 2017, que notre pays a ratifié, ne prévoit aucune sanction pour les pays qui ne respectent pas leurs engagements. Or une politique climatique digne de ce nom ne peut porter ses fruits que si tous les pays, notamment les plus gros pollueurs, participent à la lutte. Les Etats-Unis et leurs 5 milliards de tonnes de CO₂ ont annoncé leur retrait de cet accord. Notre pays, la Suisse, ne peut, à lui seul, influencer le climat mondial. Nous pouvons contribuer à son amélioration, et nous le faisons déjà à notre niveau.

D'ailleurs, à propos de la politique climatique, force est de constater que le texte qui nous est soumis met davantage l'accent sur un renchérissement de la consommation d'énergie, que sur l'efficacité de la politique de lutte pour le climat.

Alors parlons de ces différentes et multiples taxes dont le Conseil fédéral entend frapper le citoyen – au nom de la protection du climat! Un supplément sur les carburants de 10 centimes par litre jusqu'en 2024 puis de 12 centimes dès 2025. Or chaque automobiliste le sait, les émissions moyennes de CO₂ des voitures de tourisme neuves ont déjà baissé de plus d'un tiers durant les vingt-cinq dernières années. Cette taxe supplémentaire ne sert à rien, sinon à augmenter les frais de celles et ceux qui utilisent leur voiture pour leur travail, encore davantage depuis la pandémie du Covid-19, par crainte de rapprochements dangereux dans les transports publics.

Cette taxe supplémentaire va accroître les inégalités entre gens des villes et gens des campagnes, les seconds ne bénéficiant pas partout d'un réseau de transports publics performants et se trouvant dans l'obligation d'utiliser leur voiture.

Ensuite, une taxe sur les combustibles fossiles qui devrait passer de 120 francs à 210 francs et qui aurait pour conséquence qu'aujourd'hui environ 70 pour cent des immeubles seraient frappés par cette hausse du prix de l'huile de chauffage.

Ensuite, une taxe sur les billets d'avion entre 30 et 120 francs par billet! Cette taxe nationale, cette taxe suisse, est-elle harmonisée avec d'autres pays? Elle risque de faire perdre à notre pays des liaisons aériennes directes avec de grands centres économiques, et risque aussi de défavoriser nos aéroports et donc de menacer des emplois.

Enfin, d'importantes mesures de contrainte dans le domaine immobilier. Le secteur immobilier a déjà beaucoup entrepris; il a même dépassé les objectifs intermédiaires fixés dans la loi en vigueur. Ces mesures de contrainte obligeraient à des assainissements complets de maisons familiales, à des remplacements coûteux de systèmes de chauffage. Des frais qui, en fin de compte, impacteraient le budget des propriétaires et des locataires!

Toutes ces taxes représentent une charge supplémentaire pour les ménages suisses: environ 1500 francs par année par ménage, alors que le Conseil fédéral évoquait volontiers, il y a quelques années, un modeste coût supplémentaire d'une quarantaine de francs, comme l'annonçait Mme Leuthard, alors conseillère fédérale.



Le groupe UDC refuse d'entrer en matière.

Aujourd'hui, alors que la tragique pandémie de coronavirus n'est pas encore derrière nous, population et entreprises sont face à de très sérieuses difficultés financières. Est-ce vraiment le moment d'ajouter des taxes? Après le Covid-19, serait-ce le règne du "Pochvid-19"? Non!

Un dernier point. Si, contrairement à la position de notre groupe, le Parlement devait voter cette loi – avec son cortège de taxes douloureuses –, alors nous lancerons le référendum, afin que nos concitoyens puissent dire s'ils acceptent de pareilles taxes; nos concitoyens qui, déjà maintenant, au sein des familles, dans les petites et moyennes entreprises, s'engagent pour la lutte contre le réchauffement climatique au moyen de 1001 petits mais efficaces moyens.

Je vous invite dès lors à ne pas entrer en matière.

Imark Christian (V, SO): "Den Sozialismus in seinem Lauf hält weder Ochs noch Esel auf." Ich sage Ihnen später, wer dieses Zitat geprägt hat, aber es beschreibt treffend die aktuelle Lage in der Umweltpolitik, die wir bei den Beratungen des CO₂-Gesetzes haben. Attribute wie Wirkung und Effizienz werden in Schach gehalten von der Ideologie. Leute mit liberalem Anstrich prägen diesen Sozialismus mit. Das CO₂-Gesetz ist voll von Umverteilung und Verboten, fernab von liberalen Rezepten, die unser Land stark gemacht haben. Wir haben hier Sozialismus in Reinkultur, der unter der gewaltigen CO₂-Medienpeitsche des Wahljahrs 2019 zustande gekommen ist.

Heute erleben wir alle, wie sich die Zeiten geändert haben, wie sich die zuvor oft missbrauchten Worte "Krise" und "Notstand" eigentlich anfühlen. Das vorliegende Gesetz beinhaltet eine Verbots- und Umverteilungskultur. Wir etablieren diese mitten in einer schweren Wirtschaftskrise; Herr Egger hat Ihnen die eindrücklichen Zahlen genannt. Wir sprechen von Kosten für die Allgemeinheit von 30 bis 40 Milliarden Schweizerfranken in den nächsten Jahren. Wir sprechen von einer Verdoppelung der Heizölsteuer, was für eine Familie pro Jahr 800 Franken ausmachen kann. Wir sprechen von einer Verteuerung der Benzinpreise, die für eine Familie 300 Franken pro Jahr ausmachen kann. Wir sprechen von einer Flugticketabgabe, die für eine Familie 500 Franken pro Jahr ausmachen kann. Wir sprechen vom Verbot von Öl- und Gasheizungen. Wir sprechen von zahlreichen weiteren Regulierungen und Verboten, Kosten und Auflagen für die Wirtschaft.

Es gab einige Protagonisten bei der Beratung dieses Gesetzes, die wie immer versucht haben, sich ein Stück dieses gewaltigen Kuchens abzuschneiden, der hier verteilt wird. Ja, es war die Allianz von Sozialisten und Lobbyisten – man könnte auch sagen: Lobbysozialisten –, die diesen gefährlichen Cocktail zusammengemischt haben, frei von Effizienz, ohne jedes Kostenbewusstsein und auch ohne Wirkung im Ziel. Die Lobbysozialisten wollen partout nicht wahrhaben, dass der CO₂-Ausstoss der Schweiz unter der heutigen Gesetzgebung seit vielen Jahren stark rückläufig ist, und das trotz massiver Bevölkerungszunahme.

Wie konnten wir das erreichen? Es hängt mit den technischen Entwicklungen der Schweiz zusammen; die Schweizer Wirtschaft ist hier in vielerlei Hinsicht Vorreiter. Es hängt aber auch damit zusammen, dass wir einen soliden Mittelstand

AB 2020 N 783 / BO 2020 N 783

haben, der Investitionen in solche neuen Techniken tätigen kann.

Dagegen ist belegt, dass hoheitliche Massnahmen, wie sie hier in Hülle und Fülle beantragt sind, eine sehr kleine Wirkung haben. In der öffentlichen Diskussion ist auch nie die Rede davon, wie viel CO₂ Schweizerinnen und Schweizer ohne Umverteilungs- und Verbotspolitik selbstständig und freiwillig einsparen. Der CO₂-Ausstoss stand in der Beratung nie im Kontext der Bevölkerungsentwicklung, was zum Beispiel beim Stromverbrauch bei der Energiestrategie 2050 immer gemacht wurde. Ein sinkender Pro-Kopf-Verbrauch hat etwas mit Effizienz zu tun. Sie können feststellen, dass die Schweiz Jahr für Jahr effizienter wird, indem Sie den Pro-Kopf-Verbrauch als Massstab nehmen und die massive Zuwanderung in unser Land damit ausblenden.

Ja, anstatt diese positive und vorwärtsgerichtete Entwicklung mit gezielten und effizienten Massnahmen zu beschleunigen, besteht die Gefahr, dass wir mit diesem Gesetz immer mehr in einen rückwärtsgerichteten Sozialismus mit immer mehr Verboten und staatlicher Umverteilung verfallen. "Den Sozialismus in seinem Lauf hält weder Ochs noch Esel auf." Das ist ein Zitat von Erich Honecker.

Wir beantragen Ihnen die Rückweisung dieses Gesetzes an die Kommission, damit diese eine liberale Vorlage ausarbeiten kann.

Jans Beat (S, BS): Seit der Nationalrat vor eineinhalb Jahren schon einmal debattierte, hat sich die Situation weiter verschlechtert. Die Wissenschaft warnt noch eindringlicher. Das Verbrennen von Erdöl und Gas hebt die Erdtemperatur aus den Fugen. Dies verschlechtert die Lebensbedingungen auf diesem Planeten massiv. Hunderte Millionen Menschen werden in die Flucht getrieben, wenn es nicht gelingt, dass alle Länder bis 2050



klimaneutral sind.

Für die Sozialdemokratische Partei ist klar: Es gibt kein Wenn und Aber. Die drohende unkontrollierbare Erhitzung unserer Erde muss gestoppt werden. Die SP wird dafür kämpfen, dass die Schweiz lange vor 2050 aus dem Erdöl aussteigt.

Nein, liebe SVP, das ist nicht eine leidige, teure Pflicht. Es geht um einen riesigen Gewinn für unser Land, um einen Gewinn an Freiheit, um ein Vermächtnis an künftige Generationen, von dem diese noch lange profitieren werden. Dieses CO₂-Gesetz ist ein wichtiger Schritt auf dem Weg dorthin.

Der Ausstieg aus dem Erdöl macht die Versorgung der Schweiz klimafreundlicher, krisenresistenter und unabhängiger. Er löst uns aus den Klauen erdölexportierender Staaten, die zur Sicherung ihrer fossilen Reserven menschenverachtende Kriege führen sowie Rohstoffpreise und Verfügbarkeit beliebig manipulieren. Deshalb, Herr Röstli, müssen Sie sich entscheiden: Vertreten Sie hier als Präsident von Swissoil die Interessen der Öllobby, oder stehen Sie für eine unabhängige Schweiz? Beides zusammen geht nicht.

Der Ausstieg aus dem Erdöl ist eine Chance. Fernwärmenetze, Wärmepumpen, Solarpaneele, öffentlicher Verkehr oder Elektrofahrzeuge sind inzwischen konkurrenzfähig gegenüber ihren fossilen Konkurrenten. Sie sind beim Kauf oder Bau vielleicht noch teurer, im Betrieb aber deutlich günstiger als die fossilen Systeme. Wer in einem gut gedämmten Haus wohnt, hat tiefere Nebenkosten; wer elektrisch fährt, spart beim Tanken und beim Unterhalt.

Die SP fordert deshalb auch aus wirtschaftlichen Gründen eine Investitionsoffensive – ganz einfach, weil es sich lohnt, wenn die Menschen in diesem Land unter Ausnutzung der erneuerbaren Energien tanken, produzieren und wohnen. Die 5 bis 13 Milliarden Franken, die wir jedes Jahr für den Ölkauf ins Ausland verschieben, könnten wir bestens selber hier in der Schweiz gebrauchen. Die SP fordert ein entschlossenes Vorgehen, so, wie es der Bund im letzten Jahrhundert zeigte, als er zusammen mit den Kantonen die SBB, die Abwasserreinigung und die Stromversorgung aufbaute und einen Pioniergeist zeigte, den wir von der SP seit Langem vermissen in unserem Land – jetzt herrscht Kleinkrämergeist vor, wie wir es vorhin vonseiten der SVP gehört haben. Der Pioniergeist von damals hat unser Land weitergebracht. Wir haben das Geld, die Technologie, das Know-how, um die Schweiz klimaneutral zu machen. Packen wir den Klimaschutz doch endlich entschlossen an!

Zum vorliegenden CO₂-Gesetz: Es schafft wichtige Grundlagen genau dazu. Mit den Gebäudevorschriften, der Flugticketabgabe und dem Klimafonds werden neue Instrumente geschaffen, die es erlauben, die Energiewende sozial verträglich in Angriff zu nehmen.

Liebe SVP, das fossile Zeitalter geht zu Ende. Je schneller die Schweiz den Umstieg auf die erneuerbare Welt schafft, desto besser wird sie in Zukunft dastehen. Sie werden trotzdem das Referendum ergreifen. Das ist Ihr gutes Recht, jemand muss ja die Interessen der Öllobby vertreten. Aber hören Sie doch endlich damit auf, die Leute mit völlig falschen Kostenprognosen einzuschüchtern. Sie unterschlagen die ganze Zeit, dass das meiste Geld, das hier eingezogen wird, wieder an die Bevölkerung zurückverteilt wird.

Das Gesetz und diese Beratung bieten alle Möglichkeiten, um die Energiewende sozial verträglich umzusetzen. Die Erhöhung der CO₂-Abgabe zum Beispiel wird vollständig an die Bevölkerung und an die Wirtschaft zurückverteilt. Die Flugticketabgabe können alle Haushalte vermeiden, wenn sie – wie unser geschätzter Bundesrat von der SVP, notabene, dies vorschlägt – in der Schweiz Ferien machen. Trotz dem Benzinpreisaufschlag von maximal 12 Rappen bleibt der Benzinpreis an den Zapfsäulen bis auf Weiteres 30 Rappen unter dem Betrag, den das Benzin noch vor ungefähr zwei Jahren kostete. Wer das Auto wirklich und viel braucht, steigt sowieso besser auf Elektromobilität um, denn diese ist für Vielfahrer schon heute billiger; zudem wird sie dank diesem Gesetz noch billiger werden.

Wir alle wollen, dass die Leute in den Berg- und Randregionen bezahlbar unterwegs sein können und dass die Mieterinnen und Mieter erschwinglich heizen können. Die Lösung dafür heisst aber nicht Nein zu diesem Gesetz. Die Lösung heisst Ausbau von Stromladestationen und öffentlichem Verkehr. Die Lösung heisst, dass wir dafür sorgen müssen, dass die 800 000 Ölheizungen der Schweiz rasch durch Wärmepumpen und Fernwärme ersetzt werden. Genau dafür schafft dieses Gesetz die Voraussetzungen. Das ist dann wirklich erschwingliche Energieversorgung.

Für die SP ist Klimagerechtigkeit ein zentrales Anliegen. Die SP-Fraktion wird auf dieses Gesetz eintreten, weil es den richtigen Weg aufzeigt. Für die SP-Fraktion ist aber auch klar, dass dieses Gesetz nicht reicht. Es braucht noch grosse weitere Schritte, beispielsweise über Investitionen der öffentlichen Hand in Infrastrukturen der erneuerbaren Energien.

Wir ziehen den Hut vor dem Ständerat, wir ziehen den Hut vor der Kommission. Es wehte dort ein Wind von Respekt und ernsthaftem Willen, Probleme zu sehen und sie anzugehen.



Rösti Albert (V, BE): Danke, Herr Kollege Jans, nett, dass Sie mich am Morgen schon ansprechen. Können Sie bitte bestätigen, dass Ihre Aussage, wonach all diese Beiträge zurückerstattet werden, ein Versehen oder falsch war? Denn 50 Prozent der Einzahlungen gehen ins Gebäudeprogramm bzw. bei der Flugticketabgabe in den Klimafonds und werden nicht zurückerstattet.

Jans Beat (S, BS): Wenn Sie zugehört hätten, Herr Rösti, hätten Sie gehört, was ich gesagt habe: Der Grossteil wird zurückerstattet, und die Erhöhung der CO₂-Abgabe wird vollständig zurückerstattet. Von der Flugticketabgabe werden 50 Prozent zurückerstattet, d. h., Herr Rösti, das sei hier nochmals gesagt, dass 70 Prozent von der Bevölkerung, nämlich jene, die nicht so viel fliegen, mehr Geld zurückbekommen, als sie für die Flugticketabgabe zusätzlich bezahlen. Diese Flugticketabgabe bestraft die Vielflieger. Sie ist für die normale Bevölkerung – im Gegensatz zu dem, was Herr Egger und Herr Imark behauptet haben – sogar ein Gewinn.

Page Pierre-André (V, FR): Monsieur Jans, vous avez dit que rien n'allait changer, que les taxes allaient être prélevées puis redistribuées. Mais finalement, on va les prélever auprès des automobilistes, donc auprès des personnes qui habitent à la campagne, à la montagne et dans les régions périphériques. Avec votre système, on va donc créer une société à

AB 2020 N 784 / BO 2020 N 784

deux vitesses: les citoyens qui ont tout, et les pauvres de la campagne qui devront tout payer.

Jans Beat (S, BS): Ich erkläre Ihnen das nochmals: Für Vielfahrende, für Menschen, die wirklich auf das Fahrzeug angewiesen sind, ist Elektromobilität heute günstiger als Benzinmobilität. Das heisst, wenn wir diesen Leuten einen Gefallen tun wollen, wenn wir wollen, dass die Rand- und Bergregionen auch in Zukunft mobil sein können, und zwar günstig, dann müssen wir schauen, dass in der Schweiz Ladeinfrastruktur geschaffen wird, damit diese Leute mit dem Elektrofahrzeug unterwegs sein können. Die Technologie ist bereit, und die günstige Mobilität liegt dort und nicht im Aufhalten der Zukunft.

Imark Christian (V, SO): Herr Jans, dieser Gewinn, den Sie hier der Bevölkerung aus der Flugticketabgabe verkaufen wollen: Welchen Effekt hat die Einführung einer nationalen Flugticketsteuer auf den globalen CO₂-Ausstoss des Luftverkehrs, welchen Effekt?

Jans Beat (S, BS): Die Flugticketabgabe generiert nach den Schätzungen, die in der Kommission gemacht wurden, etwa eine halbe Milliarde Franken im Jahr. Darin liegt ein grosser Mehrwert, weil dieses Geld eben in die erneuerbare Energie investiert werden kann. Dieses Geld kann zum Beispiel auch helfen – wir haben einen entsprechenden Antrag dazu eingereicht –, dass man den Leuten die Möglichkeit bietet, günstig zu Wärmepumpen zu kommen, anstatt in Zukunft weiterhin mit Öl heizen zu müssen. Das ist ein grosses Risiko, weil wir nie wissen, wie teuer das Öl in Zukunft sein wird.

Reynard Mathias (S, VS): Nous voici donc enfin devant cette révision de la loi sur le CO₂, que nous avons démarrée à la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie durant la précédente législature et qui suscite légitimement beaucoup d'attentes dans la population et répond à l'urgence climatique face à laquelle nous sommes.

Le dérèglement climatique est sans aucun doute l'un des problèmes les plus graves auxquels l'humanité est aujourd'hui confrontée. Si le réchauffement se poursuit selon la tendance actuelle, les conséquences seront irréversibles tant pour les écosystèmes que pour l'humanité. Cette réalité est encore amplifiée dans les Alpes. Lorsque le climat se réchauffe de 2 degrés sur la planète, la température augmente de 4 degrés dans notre région. J'invite donc les climatoseptiques présents dans cette salle à venir faire un tour chez moi, en Valais, ou dans n'importe quel canton alpin.

Pour observer tout d'abord la fonte des glaciers. Le plus grand des Alpes, celui d'Aletsch, se retire de presque 40 mètres chaque année depuis dix ans. Le glacier de ma commune, celui de Tsanfleuron, n'en a pas pour plus de vingt ans selon les spécialistes. Mais également pour observer les phénomènes liés au recul des glaciers et au réchauffement climatique. L'augmentation de la fréquence et de l'importance des éboulements et des laves torrentielles, les dangers pour la faune et la flore, les problèmes que cela pose pour l'agriculture de montagne, pour le tourisme alpin ou encore pour le secteur de l'hydroélectricité.

La crise du coronavirus a mis au second plan cette réalité, mais l'urgence climatique n'a pas changé. Sans acte fort, nous allons droit dans le mur et les impacts seront irréversibles. Seule une réponse politique globale et collective peut encore éviter le pire. C'est justement ce que vise l'Accord de Paris, établi lors de la Conférence internationale sur le climat de 2015 et qui concerne la période postérieure à 2020. Pour la première fois, tous



les Etats se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. La Suisse a ratifié l'accord en 2017 et c'est le dernier moment pour agir.

Nous participons ainsi à l'effort mondial, et notre pays a un devoir d'exemplarité. La Suisse doit apporter sa contribution à la protection du climat. Nous avons la technologie, nous avons les moyens, nous avons les compétences pour amener la Suisse vers la neutralité climatique. Il ne s'agit pas simplement de respecter un accord pour tenir un engagement pris au niveau international, mais il s'agit d'être à la hauteur de la situation pour répondre à l'urgence climatique par des mesures fortes pour notre avenir en commun, pour les générations futures. La responsabilité est extrêmement forte.

La révision totale de la loi sur le CO₂ nous permet de nous affranchir de notre dépendance aux énergies fossiles. Nous affranchir de cette dépendance, c'est assurer notre indépendance énergétique, notre liberté; c'est investir massivement dans les énergies renouvelables, notamment l'énergie hydraulique et solaire qui, combinées, représentent l'avenir. Le potentiel est énorme dans de nombreuses régions de Suisse. Reprenons un peu l'esprit de pionnier qu'avaient celles et ceux qui, avant nous, ont osé se lancer dans la construction de nos barrages.

Le groupe socialiste soutiendra donc, évidemment, l'entrée en matière et défendra de nombreuses minorités et d'autres propositions d'amendement du projet pour que les secteurs responsables des émissions de gaz à effet de serre assument leurs responsabilités, pour des solutions en faveur des régions de montagne et périphériques et pour une juste répartition des diverses taxes.

Paganini Nicolo (M-CEB, SG): Bestimmt haben Sie schon vom sogenannten Gefangenendilemma gehört. Gemäss dem Gefangenendilemma besteht die Gefahr, dass rational agierende Menschen nicht miteinander kooperieren, obwohl dies in ihrem gemeinsamen Interesse läge. Im Kontext des globalen Klimawandels ist das Gefangenendilemma sehr relevant. Es kann uns nämlich in Versuchung führen, auf einen eigenen Beitrag zur Problemlösung zu verzichten, in der Erwartung und auch in der Hoffnung, dass andere, zumal grössere und für das Klima relevantere Länder, das an sich bekannte Problem für uns lösen.

Für die Mitte-Fraktion CVP-EVP-BDP ist eine solche Haltung für die Schweiz als hochentwickeltes Land mit einem grossen ökologischen Fussabdruck pro Kopf nicht akzeptabel. Wir wollen deshalb ein CO₂-Gesetz, welches sich grundsätzlich an den Arbeiten des Ständerates und der UREK-N orientiert. Selbstredend hat auch unsere Fraktion eine Diskussion darüber geführt, was die Folgen der Corona-Krise für das CO₂-Gesetz bedeuten. Wir wollen trotz Corona am eingeschlagenen Weg festhalten; nicht, weil wir nicht zur Kenntnis nehmen, dass sich die Realität für Haushalte und Unternehmen in den letzten drei Monaten verändert hat. Vielmehr glauben wir, dass diese zwei politischen Herausforderungen nicht gegeneinander ausgespielt werden dürfen.

Dem Ziel, die Treibhausgasemissionen bis 2030 gegenüber 1990 zu halbieren, bleiben wir nicht nur verpflichtet, wir halten es auch für notwendig und sinnvoll. Es kommt hinzu, dass der vorliegende Gesetzentwurf für die Rechtsanwendung an verschiedenen Orten Spielräume enthält, die mit Rücksicht auf die Entwicklung der Wirtschaft ausgenützt werden können. In einer rezessiven Phase werden etwa die CO₂-Emissionen sinken oder mindestens unterdurchschnittlich wachsen; dies würde bedeuten, dass der definierte Rahmen für die Höhe der CO₂-Abgabe auf fossilen Brennstoffen nicht ausgeschöpft werden muss.

Sie alle kennen die Geschichte der Beratung dieser Vorlage. Unsere Fraktion hat sich in diesem Rat im Dezember 2018 für ein griffiges und gleichzeitig wirtschafts- und sozial verträgliches CO₂-Gesetz eingesetzt – damals vergeblich. Wir haben diese Linie im Wahlkampf, genauso wie in den Beratungen im Ständerat, gehalten. Wir bleiben unserer Linie deshalb auch heute treu und begrüssen gleichzeitig die wesentlichen Verbesserungen am Gesetz, die durch die UREK-N vorgenommen wurden.

So konnte etwa bei den Gebäuden mit den Energiedirektoren eine Lösung gefunden werden, welche fortschrittliche Kantone nicht bestraft. Auf eine neue Klimaverträglichkeitsprüfung wird verzichtet. Neu können grundsätzlich alle Unternehmen Verminderungsverpflichtungen eingehen und so die Rückerstattung der CO₂-Abgabe bewirken. Aus der im Ständerat überhastet eingeführten Privatflugabgabe wurde die "Abgabe Allgemeine Luftfahrt" mit diversen sinnvollen Ausnahmen.

Wir unterstützen das Instrument des Klimafonds, wollen aber dessen Umfang auf 900 Millionen Franken pro Jahr

AB 2020 N 785 / BO 2020 N 785

beschränken und dafür sorgen, dass darüber hinausgehende Erträge aus den diversen Instrumenten an Privathaushalte und Wirtschaft zurückfliessen. Mit der Unterstützung des Einzelantrages Bregy wollen wir ausserdem den maximalen Aufschlag der Treibstoffpreise für die ganze Laufzeit des Gesetzes auf 10 Rappen pro



Liter beschränken.

Corona erschwert uns die Lösung aller politischen Herausforderungen, die bereits vorher da waren. Corona hat uns aber auch aufgezeigt, dass etwas Unangenehmes nicht einfach deshalb nicht eintritt, weil man es verdrängt und sich ungenügend darauf vorbereitet. Und Corona zeigt uns, dass wir als Gesellschaft auch herkulische Aufgaben bewältigen können.

Die Mitte-Fraktion CVP-EVP-BDP ersucht Sie deshalb einzutreten, die Rückweisung abzulehnen und ein neues CO₂-Gesetz, das grundsätzlich auf der durch die UREK-N vorgegebenen Linie beruht, zu beschliessen.

Bulliard-Marbach Christine (M-CEB, FR): La révision totale de la loi sur le CO₂ a été rejetée par notre conseil lors de la législature précédente après avoir été vidée de sa substance. Elle nous revient aujourd'hui du Conseil des Etats avec une cohérence renforcée et une ambition politique affirmée, grâce notamment à l'engagement des élus du groupe du centre et de la Chambre des cantons.

En signant l'Accord de Paris sur le climat, la Suisse s'est engagée à réduire ses émissions de CO₂ de moitié par rapport au niveau atteint en 1990. Le projet de révision de la loi sur le CO₂ qui nous est soumis nous permet de décider comment nous comptons atteindre cet objectif ambitieux et, aux yeux du groupe du centre, indispensable au développement harmonieux de notre société, de notre économie et de notre environnement. Des mesures visant à diminuer nos émissions de CO₂ qui conduisent au réchauffement climatique sont prévues principalement dans le secteur des transports, dans le domaine des bâtiments et dans celui de l'économie. D'un autre côté, des dispositions doivent nous permettre de nous adapter au changement climatique attendu. Le groupe du centre soutient la révision de la loi telle qu'elle ressort des travaux du Conseil des Etats. Elle permettrait d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris en agissant principalement à l'intérieur du pays. Dans le même temps, elle permettrait d'investir dans l'innovation et de renforcer ainsi l'économie. Cette révision indique clairement le but à atteindre en matière de limitation du réchauffement; elle fixe des objectifs précis en matière de réduction des émissions de CO₂ à l'intérieur du pays, des valeurs limites d'émissions plus strictes pour les véhicules individuels et utilitaires; elle introduit une taxe sur les billets d'avion et prolonge le programme Bâtiments.

Le groupe du centre approuve ces principes. Il soutient en plus quelques minimes adaptations qui devraient permettre un traitement rapide de la loi et d'obtenir un soutien qui soit le plus large possible dans le cadre d'un vote populaire.

Au stade de l'entrée en matière, il apparaît essentiel au groupe du centre de souligner, comme l'a fait le Conseil des Etats, que nous avons là le meilleur compromis possible.

Bien sûr, une loi plus ambitieuse peut être souhaitable sous l'angle de l'urgence climatique. Mais nous ne devons pas sous-estimer le risque d'un échec devant le peuple. A ce titre, nous pouvons affirmer avec force que la révision de la loi sur le CO₂ introduit des mesures à la fois efficaces et soutenables d'un point de vue social. Je pense en particulier à l'introduction du fonds pour le climat, dont la répartition des montants retourne en grande partie – nous l'avons déjà entendu – à la population.

Le groupe du centre se félicite que votre commission propose de tenir compte de la situation particulière des campagnes et des régions de montagne.

La question des marchés financiers fera aussi débat dans le contexte de la discussion par article. Le groupe du centre soutient l'idée que la FINMA et la Banque nationale suisse procèdent à un examen régulier des risques financiers induits par le changement climatique. Aller plus loin reviendrait à surcharger le cadre légal.

Avec ces considérations, je vous invite, au nom du groupe du centre, à entrer en matière.

Trede Aline (G, BE): Die Erde erwärmt sich. Wir erleben das grösste Artensterben seit der Zeit der Dinosaurier. Warme Meere, zerstörte Landschaften, abgeholzte Regenwälder, an einigen Orten kann man fast gar nicht mehr atmen, Wassermangel – und all das wegen uns. Ist der Mensch tatsächlich das intelligenteste Lebewesen auf dieser Erde? Ich bezweifle das. Mit unserem Verhalten zerstören wir unsere eigene Lebensgrundlage. Die Bevölkerung der Schweiz hat letztes Jahr Klartext gesprochen und bei den Klimawahlen ein Parlament gewählt, das sich für unseren Planeten einsetzen soll, und zwar effektiv, klar und jetzt.

La volonté exprimée lors de cette élection était claire. Vous, parlementaires, devez agir maintenant pour que le réchauffement de la planète cesse. Il y a eu les grèves du climat; là, le message était clair. C'est le futur des jeunes, c'est l'avenir de mes enfants, de vos enfants, qui est en jeu. Et je ne veux pas qu'on leur laisse une terre qui n'est plus habitable. Il est déjà tard, alors aidez-nous à élaborer une loi sur le CO₂ maintenant, une loi qui permette de lutter contre le réchauffement climatique et concrétise les engagements pris à Paris. Nous savons toutes et tous, ici, que cette loi, c'est vraiment le minimum absolu.

Oggi abbiamo l'occasione di fare un passo nella direzione giusta. Non basterà per la nostra terra e il nostro



clima ma è un inizio, una base necessaria per poter sperare in un futuro che valga veramente la pena di essere vissuto. Lo dobbiamo ai giovani e ai nostri figli, abbiamo nei loro confronti l'obbligo di salvaguardare il clima e la biodiversità.

Vi prego di sostenere le proposte volte a rendere la legge più solida e a portarci sulla buona strada nella politica climatica: per una Svizzera sostenibile, ma anche per un mondo sostenibile e per una società che non pensi solo a sopravvivere ma riscopra il vivere.

Hören wir heute auf, mit Schlagworten um uns zu werfen und Beleidigungen auszuteilen! Das hat nichts mit dieser Vorlage zu tun. Arbeiten wir jetzt anständig zusammen. Machen wir ein Gesetz, das unsere Lebensgrundlage zumindest ein bisschen zu schützen beginnt.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Je souhaite un joyeux anniversaire à Mme Delphine Klopfenstein Broggini! (*Applaudissements*)

Klopfenstein Broggini Delphine (G, GE): Merci, Madame la présidente!

Le moment est attendu, c'est un moment de vérité. Alors que le climat a fait l'objet de nombreuses campagnes politiques, avec des promesses, avec des programmes, il s'agira aujourd'hui de passer de la parole aux actes. Nous arriverons peut-être à nous émanciper des clivages politiques et à répondre d'une seule voix à la question: comment relever le défi de l'urgence climatique? L'enjeu est de taille et ne répond pas seulement à une aspiration politique, mais bien à une urgence vitale.

Nous revenons de loin. Cette loi, après avoir été vidée de son contenu par l'ancienne majorité de notre conseil, en décembre 2018, refait enfin surface et amène, dans sa nouvelle mouture, un changement certain, un changement nécessaire. Loin d'être un pas de géant, cette révision totale de la loi sur le CO2 pose les jalons d'une politique climatique. Ce n'est pourtant ni l'unique outil, ni la réponse à tous les maux, encore moins un refuge ou un moyen de se donner bonne conscience. Divisée en quatre blocs, la loi dresse d'abord les objectifs de réduction d'émissions de CO2, aborde ensuite le parc de véhicules motorisés, la mobilité aérienne, avec un principe d'écobonus, développe un Fonds pour le climat et intègre un principe de finances durables.

Pour les Vertes et les Verts, c'est un cadre minimal et nécessaire, mais un cadre malheureusement encore insuffisant. Parce que la loi ne va ni assez loin ni assez vite, et parce qu'elle ne parvient pas, en l'état, à atteindre l'objectif de zéro émission nette à l'horizon 2050, nous avons déposé onze minorités. Nous vous invitons chaleureusement à suivre ces

AB 2020 N 786 / BO 2020 N 786

minorités, parce que chacune d'entre elles n'est que cohérence avec les engagements que nous avons pris à Paris. En été 2019, le Conseil fédéral annonçait que la Suisse visait la neutralité carbone à partir de 2050. Pour atteindre cet objectif, la Suisse devra réorienter ses activités, et la loi sur le CO2 représente un tournant important.

Actuellement, avec son train de vie, la Suisse se dirige vers un scénario mondial prévoyant une augmentation de la température de près de 6 degrés, ce qui aura des conséquences catastrophiques pour l'être humain et l'environnement. Certes, nous avons peu d'industries et délocalisons une grande part de notre impact, mais nous avons la responsabilité. Nous n'avons plus le choix, il faut agir. Sortir de la crise climatique, c'est aujourd'hui sortir de la crise du pétrole. La révision totale de la loi sur le CO2 nous donne l'opportunité de faire ce pas, de franchir un cap.

Nous avons essayé de panser les plaies ouvertes de la crise sanitaire, mais nous devons tout autant soigner durablement notre société. Si nous sommes inquiets aujourd'hui pour nos aînés, premières victimes du coronavirus, alors nous devons être tout autant inquiets pour nos enfants, qui subiront de plein fouet la crise climatique.

Cet événement est fort utile aux enjeux climatiques. Nous devons tirer les leçons de la crise du coronavirus, qui a mis en évidence notre fragilité liée au manque de souveraineté et, également, l'importance d'anticiper. Nous devons générer des emplois en Suisse, assurer la sécurité de notre approvisionnement, plutôt que d'être dépendants du pétrole, du gaz ou du charbon étranger. Soyons prévoyants avant qu'il ne soit trop tard.

Cette loi, c'est un plus pour le climat. Cette loi, c'est un plus pour la santé de tout un chacun. Cette loi génère aussi des emplois et cette loi est sociale grâce à ses taxes incitatives. Nous vous invitons ici à accepter l'entrée en matière.

Girod Bastien (G, ZH): Das Coronavirus bedroht vor allem unsere Eltern. Wir haben gemäss den Empfehlungen der Wissenschaft entschlossen reagiert und damit viele Leben gerettet, Millionen Leben gerettet. Nun geht es um das Klima und die Klimakrise. Hier ist ein Vielfaches von Leben bedroht; die Zerstörungskraft für die



Gesellschaft und die Wirtschaft ist ein Vielfaches, und wir sollten jetzt, wo es nicht um unsere Eltern geht, sondern um das Leben unserer Kinder, genauso entschlossen und genauso nach den dringenden Empfehlungen der Wissenschaft handeln.

Mit dieser Gesetzesrevision verdoppeln, mehr als verdoppeln wir den Klimaschutz der Schweiz. Gleichzeitig wird das CO₂-Gesetz mit dieser Revision auch wirtschaftsfreundlicher und sozialer. Es ist deshalb absolut unverständlich, dass die SVP dieses Gesetz ablehnt. Das Gesetz wird wirtschaftsfreundlicher und sozial und ist besser für das Klima. Wenn Sie die Schweiz und die Heimat und ihre Gletscher schützen wollen, dann müssen Sie dieses Gesetz unterstützen. Wenn Sie die Auslandabhängigkeit reduzieren wollen, dann müssen Sie dieses Gesetz unterstützen. Wenn Sie verhindern wollen, dass unsere Kinder in ein Klimachaos mit Flüchtlingswellen, wie wir sie noch nie gesehen haben, gestürzt werden, dann müssen Sie dieses Gesetz unterstützen.

Okay, wenn Herr Rösti sein Mandat als Präsident von Swissoil behalten möchte und wenn Sie weiterhin Spenden von Walter Frey haben wollen, der ja fleissig klimatefeindliche Autos in die Schweiz importiert, dann mögen Sie dieses Gesetz bekämpfen. Doch, liebe SVP-Fraktion, Sie können sich doch nicht von der Erdöllobby vor den Karren spannen lassen. Setzen Sie sich für die Bevölkerung ein, setzen Sie sich für das Leben unserer Kinder ein, unterstützen Sie bitte dieses Gesetz.

Dieses Gesetz ist wirtschaftsfreundlich, weil es Impulse gibt – gerade auch jetzt in der schwierigen Zeit dringende Impulse –, sei es für das lokale Gewerbe mit dem Gebäudeprogramm, sei es mit dem Klimafonds für Innovation, für zukunftsfähige Technologien. Diese Revision ist wirtschaftsfreundlich, weil die Möglichkeit für Unternehmen, sich von der CO₂-Abgabe befreien zu lassen, nicht nur verlängert – mit diesem Gesetz wird sie verlängert –, sondern auch noch ausgeweitet wird. Dieses Gesetz ist auch wirtschaftsfreundlich, weil es auf eine verursachergerechte Finanzierung setzt und nicht auf eine Finanzierung aus dem Budget, dem Staatshaushalt, und also die Verschuldung nicht weiter erhöht.

Dieses Gesetz ist sozial, weil wir diese Rückverteilung haben, gerade auch mit der Flugticketabgabe: 70 bis 90 Prozent der Haushalte haben nach der Revision dieses Gesetzes mehr Geld im Portemonnaie, weil wir diesen Rückverteilungsmechanismus haben, sodass auch Touristen, die fliegen, und auch ein Teilnehmer am WEF mit Privatjet einen Beitrag für das Klima, aber auch für den sozialen Ausgleich leisten. Und die Haushalte profitieren auch von den Einsparungen der Energiekosten.

Deshalb: Wir sind jetzt das neue Parlament nach der grossen Klimawahl. Es kann doch nicht sein, dass wir dieses Gesetz jetzt im Vergleich zu vor den Wahlen verschlechtern! Wir müssen es verbessern, verstärken! Unterstützen Sie deshalb entsprechende Minderheiten!

Bourgeois Jacques (RL, FR): Le groupe libéral-radical a oeuvré ces derniers mois pour que cette révision totale de la loi sur le CO₂ soit repêchée et ne sombre pas suite à son rejet par notre conseil en décembre 2018, et pour que les mesures en faveur de la protection du climat soient mises en place de manière encore plus ciblée.

Il est de notre devoir et de notre responsabilité de sauvegarder les ressources naturelles pour les générations futures. Le statu quo ne constitue pas une option. Nous devons adapter nos activités économiques, nos modes de vie et réduire la consommation d'énergies fossiles.

Pour le groupe libéral-radical, il est important de mettre l'accent sur les éléments suivants.

Premièrement, sur la responsabilité individuelle et sur notre capacité à innover et à être créatif aussi bien au niveau individuel qu'au niveau des entreprises.

Deuxièmement, sur des mesures basées sur le principe du pollueur-payeur, avec une redistribution à la population et aux entreprises de la majorité des taxes prélevées. Il ne faut pas une augmentation des charges qui pourraient d'une part nuire à notre compétitivité et d'autre part grever notre pouvoir d'achat.

Troisièmement, sur une feuille de route qui exige un renforcement du développement de la recherche et de l'innovation dans ce domaine. Il est à relever que ce défi lié au changement climatique ne peut être dissocié des défis qui nous attendent dans le domaine de la politique énergétique. Ces deux domaines sont étroitement liés.

Le groupe libéral-radical soutiendra dans les grandes lignes le projet basé sur la version du Conseil des Etats. Toutefois, quelques adaptations sont nécessaires afin d'assurer le bon développement de l'application de cette révision totale de la loi sur le CO₂.

Le groupe libéral-radical soutient d'une part l'Accord de Paris sur le climat et d'autre part l'objectif de la neutralité carbone d'ici 2050. Nous soutenons aussi la proportion de 60 pour cent des émissions à compenser dans notre pays. Nous rejetterons toutes les propositions de minorité qui demandent d'aller au-delà. Nous savons tous que la réduction à terme des émissions de gaz à effet de serre est un enjeu global.



Chaque franc investi à l'étranger permet, avec un effet multiplicateur par rapport à un franc investi en Suisse, de contribuer également à atteindre nos objectifs de réduction des émissions.

Depuis l'an 2000, nous avons, grâce notamment aux mesures prises dans le cadre de la première révision de la loi sur le CO₂, réduit les émissions de CO₂ par habitant dans notre pays de 20 pour cent, celles-ci passant de 7 à 5,6 tonnes. Entre 1990 et 2017, les émissions de CO₂ issues des bâtiments ont été réduites de 26 pour cent; celles de l'industrie de 18 pour cent; celles de l'agriculture de 11 pour cent. Au niveau des transports, elles ont légèrement augmenté de 1 pour cent. Si on exprime ceci en grammes d'émissions de CO₂ par franc de PIB, la valeur obtenue a diminué de 53 pour cent, ce qui démontre que notre économie devient de plus en plus efficace. Ces quelques chiffres prouvent, contrairement à certaines accusations d'inaction politique, que le

AB 2020 N 787 / BO 2020 N 787

Conseil fédéral et le Parlement assument leurs responsabilités et prennent au sérieux les enjeux liés au changement climatique.

Fort de ce constat, le groupe libéral-radical considère qu'il est important, dans le cadre de cette révision totale de la loi sur le CO₂, que nous nous concentrons sur les mesures qui ont le plus grand effet de levier en vue de réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Trois domaines sont à nos yeux cruciaux: poursuivre l'assainissement des bâtiments, dont le taux actuel de rénovation de 1 pour cent est beaucoup trop bas; agir sur la mobilité, et promouvoir le développement de la recherche et de l'innovation. Pour cela, une priorisation des mesures doit être de mise. Nous devons aussi veiller à ce que chaque secteur économique apporte sa pierre à l'édifice. C'est dans ce sens que nous soutenons la taxe sur les billets d'avion en souhaitant apporter toutefois quelques précisions en ce qui concerne les vols privés – nous les développerons lors du traitement du bloc 4. Les importateurs de carburant, tout comme les importateurs de véhicules vont pouvoir, par le biais des limites fixées et des compensations exigées, apporter aussi leur pierre à l'édifice.

Le groupe libéral-radical s'est aussi engagé en faveur de la création d'un fonds pour le climat, un fonds dont les recettes devront être utilisées pour le soutien de mesures efficaces avec le plus grand effet de levier en termes de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Le développement de la recherche et de l'innovation devra être encouragé, notamment au sein du secteur aérien.

Au nom du groupe libéral-radical, je vous invite à entrer en matière sur le projet, à repousser la proposition de non-entrée en matière de la minorité Egger Mike ainsi que la proposition de renvoi Imark à la commission. Nous développerons lors du traitement des différents blocs nos positions sur les articles qui font l'objet de positions divergentes.

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Da müssen wir ehrlich sein: Wir haben als Erstrat die ursprüngliche Vorlage versenkt und schafften es nicht, eine mehrheitsfähige Lösung auf die Schiene zu bringen. Sowohl rechts wie auch links beharrte man auf den ideologischen Positionen.

Nun haben wir eine zweite Chance. Denen, die auf diese modifizierte Vorlage wieder nicht eintreten wollen oder diese Vorlage an die Kommission zurückweisen wollen, fehlt es am Willen, eine mehrheitsfähige Lösung ins Trockene zu bringen. Wer argumentiert, wegen der aktuellen Corona-Krise sei die Umsetzung des CO₂-Gesetzes abzubremsen, versucht schlicht, die letzte Chance zu packen, auch dieses Mal die Vorlage im Rat abzuschliessen. Doch die Mehrheit der FDP-Liberalen ist der Meinung, dass dies nicht im Sinne einer verantwortungsvollen Klimapolitik ist.

Während in der Schweiz im Bereich Mobilität noch keine grossen Fortschritte erzielt wurden, konnten die Emissionen bei Gebäuden und in der Industrie gegenüber dem Niveau von 1990 stark gesenkt werden. Wesentliche Faktoren führten zu dieser positiven Bilanz, vor allem die Energieeffizienz und ein CO₂-armer Energiemix dank Kern- und Wasserkraftwerken. Das zeigt auf, dass die Generationen vor uns nicht untätig waren und das Bewusstsein für eine intakte Umwelt schärfen. Mit dem vom Volk beschlossenen etappenweisen Ausstieg aus der Atomenergie dürfte es jedoch eine Herausforderung werden, den CO₂-Absenkungspfad weiter zu optimieren. Es ist aber unsere Pflicht und Verantwortung, die natürlichen Ressourcen für künftige Generationen zu sichern. Dabei soll jede Frau und jeder Mann ihren bzw. seinen ökologischen Fussabdruck hinterfragen.

Den Kritikern des vorliegenden Gesetzentwurfs ist in einem Punkt recht zu geben: Der Entwurf schafft es tatsächlich nicht, die drei Elemente Ökologie, Ökonomie und soziale Verträglichkeit überall in Einklang zu bringen. Kaum alle Massnahmen werden den erhofften Effekt auslösen. In vielen Punkten entstanden politische Kompromisse über Ideologien hinweg. Eine mittlere Unzufriedenheit wird die Folge sein, und spätere Anpassungen sind wohl nicht ausgeschlossen.

Der Klimawandel kennt auch keine Landesgrenzen: Von unseren Massnahmen zur Reduktion der CO₂-Bela-



stungen wird ganz Europa profitieren. Bezahlen werden es aber schlussendlich einzig und allein die Wirtschaft und die Bevölkerung der Schweiz, sei es wegen höheren Abgaben oder sei es wegen verminderter Wettbewerbsfähigkeit. Das schleckt keine Geiss weg: Nur mit international abgestimmten Massnahmen kann ein messbares Resultat erzielt werden. Will die Menschheit einen ernsthaften Klimaschutz, sind die ganz Grossen auf der Welt an Bord zu holen. Doch die Weltgemeinschaft schafft es bis heute nicht, griffige Massnahmen zu definieren.

Die Schweiz liegt mit rund 40 Millionen Tonnen CO₂ pro Jahr im Promillebereich des weltweiten CO₂-Ausstosses. Trotzdem liegt es an uns, liegt es an der Schweiz, im Klimaschutz ein Vorbild zu sein und voranzugehen. Dazu braucht es Mut und Entschlossenheit. Die FDP-Liberale Fraktion ist bereit, ihren Beitrag zu leisten, im Wissen, dass solche Massnahmen nicht gratis sind. Aber unser Land verfügt über ein hohes Mass an Kreativität.

Für uns als FDP sind in diesem Gesetz folgende Punkte wichtig: Eigenverantwortung steht am Anfang; eine wirksame Lenkungsabgabe, indem ein Teil der Gelder zurück an die Bevölkerung und die Wirtschaft fliesst; Anreize, um in unserem Land Wertschöpfung zu generieren; verbindliche Rahmenbedingungen, damit die Industrie neue Geschäftsmodelle entwickeln kann; praktikable Massnahmen in Gebäuden, Verkehr, Industrie, Energie und Landwirtschaft; verlässliche Vorgaben für klimatische Auswirkungen von Finanzprodukten und Investitionen; ein international harmonisiertes Emissionshandelssystem; namhafte Beiträge an Forschung und Entwicklung für erneuerbare Energien.

Die Mehrheit der FDP-Liberalen wird den vorliegenden Entwurf weitgehend unterstützen und steht hinter dem Pariser Klimaabkommen, gemäss dem bis 2050 die Klimaneutralität zu erreichen ist. Daher lehnen wir die Anträge auf Rückweisung und Nichteintreten entschieden ab.

In der Folge werden wir auch bei der Flugticketabgabe dem Mehrheitsantrag zustimmen. Dass wir auf Zeit spielen, entspricht nicht den Tatsachen.

Glärner Andreas (V, AG): Kollege Jauslin, wie bringen Sie es mit den angeblich liberalen Werten der FDP, soweit sie überhaupt noch vorhanden sind, in Einklang, ein solches Gesetz, das von Sozialismus, von Vorschriften, von Umverteilung, von Gängelung der Bürger und Plünderung der armen Leute nur so strotzt – wie bringen Sie es fertig, ein solches Gesetz mit angeblich liberalen Werten in Einklang zu bringen?

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Herr Glärner, wir von der FDP bringen das fertig, weil wir verstanden haben, dass wir im Jahr 2020 leben und die Welt sich verändert hat. Wenn Sie, Herr Glärner, das noch nicht begriffen haben, kann ich Ihnen nicht weiterhelfen.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Herr Kollege Jauslin, könnten Sie angesichts dessen, dass uns die Umweltschäden in Bezug auf die Landwirtschaft jährlich 8 Milliarden, in Bezug auf den Verkehr 12 Milliarden kosten – also schon mal über 20 Milliarden Franken, was für eine Generation zehnmal mehr ist als das Jahrhundertereignis Corona-Krise –, der SVP-Fraktion als Vertreter der kompetenten Wirtschaftspartei in einfachen Worten, damit es auch ein Kind versteht, erklären, was solche wirtschaftlichen Schäden am Schluss eben gerade für die einfachen und armen Menschen in unserem Land an Schaden anrichten?

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Besten Dank für diese Frage, Herr Portmann, oder für diese Anweisung. Ich kann der SVP nicht erklären, was sie nicht versteht. Ich kann aber hier sagen, dass die Wirtschaft auch von diesem CO₂-Gesetz profitieren wird und nicht nur zahlen muss. Es wird neue Geschäftsfelder geben, das ist offensichtlich. Es wird auch Anstrengungen der Wirtschaft brauchen, um neue Modelle zu entwickeln, aber ich bin überzeugt, dass solche Investitionen schlussendlich auch zu Arbeitsplätzen führen werden. Von diesen profitiert die ganze Volkswirtschaft.

AB 2020 N 788 / BO 2020 N 788

Rösti Albert (V, BE): Herr Kollege Jauslin, ich finde es sehr schade, dass Sie eine klare Frage meines Kollegen Glärner einfach so abtun. Deshalb wiederhole ich die Frage: Wie kann es die FDP, die sich "die Liberalen" nennt, mit ihrem Programm vereinbaren, dass man Abgaben – am Schluss in Milliardenhöhe – und Umverteilung und ein Gesetz, das nur so vor Umverteilung und Reglementierungen strotzt, unterstützt, wo doch die FDP bis noch vor den letzten Wahlen an unserer Seite gegen solche Massnahmen gekämpft hat?

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Ja, Herr Kollege Rösti, ich kann es noch einmal versuchen. Ich werde daher nicht die gleichen Worte verwenden, werde aber unterstreichen, dass die Klimapolitik der FDP schon lange auf diesem Weg ist. Wir sind überzeugt, dass wir diese Schritte gehen müssen. Es geht hier nicht um



"arme Leute", sondern es geht darum, dass jeder seinen Beitrag leisten muss. Es ist aber auch so, dass von diesen Abgaben ein Grossteil – das sind 51 Prozent – an die Bevölkerung zurückfliesst, die davon auch profitieren kann. Ein weiterer Rückfluss geht in Gebäudeprogramme, in entsprechende Unterstützungen, und auch das sind wirtschaftsrelevante Rückflüsse, die uns allen helfen und die schlussendlich auch den "armen Leuten" zu einem Job verhelfen können.

Pointet François (GL, VD): Lors de la session d'hiver 2018, les Vert'libéraux étaient de ceux qui ont refusé le projet au vote final. Non pour couler un projet que nous appelons de nos vœux, mais bien parce que le projet sorti des débats de notre conseil avait été vidé de sa substance et ratait totalement sa cible.

Depuis ce rejet, beaucoup de choses se sont passées. Tout d'abord une prise de conscience qui a poussé le Conseil des Etats à revenir avec une proposition qui va dans la bonne direction. Puis, des élections qui ont démontré que la population est consciente de la situation et désire cette prise de conscience. Puis évidemment la crise du Covid-19 qui montre la fragilité de notre économie et de notre société dès qu'un grain de sable vient mettre un peu de désordre, mais qui a aussi démontré que nous étions capables de réagir avec force et ensemble quand le danger est immédiat.

Il est difficile voire douteux de mettre en relation le changement climatique et la crise du Covid-19, mais une chose est sûre: ignorer notre impact sur le climat et rester sans rien entreprendre aura des conséquences sur notre société et notre économie qui feront passer la crise du Covid-19 pour une "crisounette". Notre plus gros problème ici est que la menace est trop lointaine ou diffuse pour assurer une prise de conscience immédiate, forte et majoritairement acceptée. C'est ici que la politique doit tenir son rôle, prévoir, inciter, donner une direction et convaincre la population que les mesures que nous prenons sont nécessaires et supportables.

L'objectif reste évidemment le respect de l'Accord de Paris sur le climat. Il est de plus en plus clair que nous devons atteindre le zéro émission nette de CO₂ en 2050, voire mieux en 2040. Cette révision ne va pas assez loin et ne permettra pas d'atteindre cet objectif, mais c'est un premier pas que les Vert'libéraux saluent. Nous sommes convaincus que ce projet trouvera une majorité dans ce Parlement et sera accepté par la population. Cette acceptation nous permettra de continuer à avancer dans la bonne direction.

Pour la protection du climat et la transition énergétique, économie et société doivent travailler main dans la main, c'est le message que les Vert'libéraux portent depuis toujours. Cette révision est la base et le déclencheur d'opportunités pour notre économie. La Suisse a les moyens de devenir leader dans les technologies, les concepts et les produits nécessaires à cette transition.

Le soutien aux rénovations énergétiques des bâtiments permettra au domaine de la construction de développer des capacités innovantes. Le monde de la finance doit renforcer sa capacité concurrentielle dans le domaine des investissements responsables et durables. Inciter la production indigène d'énergie permet de garder les investissements en Suisse, d'augmenter notre sécurité énergétique et de développer des places de travail.

Evidemment que ce projet contient aussi des contraintes et des incitations qui peuvent paraître liberticides. Mais un changement de comportement ne peut se faire sans une combinaison d'outils.

Les Vert'libéraux vous invitent à entrer en matière et à tracer le chemin en direction du respect de l'accord de Paris. Il en va de l'avenir de notre société, de notre économie et de notre niveau de vie.

Schaffner Barbara (GL, ZH): Die Menschen tendieren dazu, kurzfristige Ereignisse zu überschätzen, langfristige aber zu unterschätzen. Die Corona-Krise hat uns mit einem Tempo und einer Heftigkeit überrollt, die alles andere in den Schatten gestellt hat. Da wir nun aber bezüglich Corona auf gutem Weg sind, ist es höchste Zeit, uns wieder einer genauso wichtigen, aber schleichenden und deshalb vielfach unterschätzten Krise zuzuwenden: der Klimakrise.

Auch wenn es im Tempo grosse Unterschiede zwischen Corona-Krise und Klimakrise gibt, so gibt es wichtige Grundsätze und Erkenntnisse, die für beide gelten und uns gerade jetzt sehr intensiv bewusst wurden:

1. Je früher Massnahmen ergriffen werden, desto besser können die negativen Auswirkungen der Krise bewältigt werden.

2. Die Massnahmen selber können einschneidende Auswirkungen auf Wirtschaft, Umwelt und Gesellschaft haben.

3. Wenn wir die Beurteilung der Krise und damit der angemessenen Massnahmen zusammenfassen, stellen wir fest, dass die Meinungen stark auseinandergehen. Diese Meinungsunterschiede verzögern typischerweise den optimalen Zeitpunkt der Reaktion und führen dazu, dass die notwendigen Massnahmen drastischer ausfallen und damit auch die Wirtschaft stärker treffen.

Erste Warnungen in der Klimakrise sind etwa gleich alt wie ich selber. Aus meiner Jugend erinnere ich mich an die Diskussion, ob die Luftverschmutzung zu einer Abkühlung oder der Treibhauseffekt zu einer Erwär-



mung der Erde führen werde. Mit der Annahme des neuen Verfassungsartikels zur Energiepolitik wurde vor dreissig Jahren offiziell die Notwendigkeit einer konsistenten Energiepolitik und der Reduktion der Treibhausgase erkannt und politisch verankert. Mit den Massnahmen, die seither ergriffen wurden, sind wir im Vergleich aber kaum über die Stufe "Empfehlung zum Händewaschen" hinausgekommen. Mit dem vorliegenden Entwurf zum CO₂-Gesetz erreichen wir vielleicht die Stufe "Verbot von Veranstaltungen mit über 1000 Personen". Das heisst, es ist klar, dass dieses Gesetz notwendig, aber noch nicht ausreichend ist.

Zum jetzigen Zeitpunkt ist es aber das oberste Ziel der Grünliberalen, einen Schritt vorwärts zu machen und ein Gesetz zu verabschieden, das mehrheitsfähig ist – sowohl hier in den Räten als auch bei den Kantonen, bei der Wirtschaft und beim Volk. In diesem Sinne werden wir einige Kompromisse unterstützen, die auch in der Kommission eine Mehrheit gefunden haben.

Insgesamt werden mit der Revision des CO₂-Gesetzes bewährte Instrumente fortgeführt und verstärkt, wobei auf die Wirtschaft Rücksicht genommen wird. Ein Beispiel ist die Weiterführung der Möglichkeit der Rückerstattung der CO₂-Abgabe, wenn eine Verminderungspflicht eingegangen wird. Die Grünliberalen begrüssen es, dass diese Möglichkeit auf alle Unternehmen ausgedehnt wird. Mit vorhersehbaren bzw. vorherbestimmten Entwicklungen der Absenkpfade, der Kompensationspflicht und der Kompensationskosten erhält die Wirtschaft genügend Zeit, sich auf die Anpassung der Rahmenbedingungen einzustellen.

Der Antrag der Mehrheit der UREK-N enthält auch wichtige neue Elemente, die mehrheitlich vom Ständerat eingeführt wurden. So wird die Luftfahrt verpflichtet, einen Beitrag zur Verminderung der Treibhausgasemissionen zu leisten. Dies geschieht einerseits über die Teilnahme am Emissionshandelssystem und andererseits über die Einführung einer Flugticketabgabe. Ein Teil dieser Flugticketabgabe, ein Teil der CO₂-Abgabe auf Brennstoffen sowie verschiedene andere Ersatzleistungen sollen in den neu zu schaffenden Klimafonds fließen. Aus dem Klimafonds kann folgerichtig eine breitere Palette von Massnahmen zur Reduktion der

AB 2020 N 789 / BO 2020 N 789

CO₂-Emissionen finanziert werden, als dies heute mit dem Gebäudeprogramm der Fall ist. Neu können zum Beispiel Wärmeverbünde, Energieplanungen, Ladeinfrastrukturen oder Projekte des öffentlichen Verkehrs unterstützt werden. Begrüssenswert ist insbesondere der Einbezug von zukunftsgerichteten, innovativen Projekten, beispielsweise die Entwicklung von erneuerbaren Flugtreibstoffen oder Produktionsanlagen für andere synthetische Treib- und Brennstoffe. Solche Projekte leisten nicht nur einen Beitrag zur Reduktion von CO₂-Emissionen, sondern helfen mit, der Schweiz in der Forschung und Entwicklung von Cleantech-Technologien einen Wettbewerbsvorteil zu sichern.

Neben all dem Lob über die Fortschritte in dieser Revision des CO₂-Gesetzes möchte ich es nicht unterlassen, noch einmal klar auf Folgendes hinzuweisen. Wir machen zwar einen wichtigen Schritt, doch zum Erreichen der Klimaziele von Paris und eines Netto-null-Ziels – sei es jetzt 2040 oder 2050 – werden rasch weitere Schritte notwendig sein. Insbesondere im Bereich der Treibstoffe sind Massnahmen anzupacken, die nicht nur relativen Emissionszielen genügen, sondern zu einer effektiven Reduktion der Treibhausgasemissionen führen.

Die Grünliberalen fordern seit Langem, dass die CO₂-Abgabe auch auf Treibstoffen zu erheben sei. Wenn diese als Lenkungsabgabe ausgestaltet wird – in einer Höhe, die auch wirklich eine lenkende Wirkung entfaltet –, könnten wir all die komplizierten Kompensationsmechanismen von Flottenemissionszielen und Ersatzleistungen, die wir mit diesem Gesetz beschliessen, wieder streichen. Ebenfalls anpacken müssen wir in einem nächsten Schritt den Bereich der Landwirtschaft und der Ernährung.

Ich schliesse mein Votum mit der eingangs erwähnten Erkenntnis zur Krisenbewältigung: Je früher Massnahmen eingeleitet werden, desto besser gelingt es, negative Auswirkungen der Krise zu vermindern, und umso sanftere Massnahmen reichen aus. Helfen Sie mit, dass dies gelingt!

Wasserfallen Christian (RL, BE): Frau Schaffner, ich habe eine Frage an Sie, und zwar die folgende: Sie haben die Luftfahrt angesprochen. Es ist ja so, dass wir nicht nur im EHS dabei sind, sondern auch bei Corsia und dass wir in der Schweiz sogar noch eine Kerosinsteuer auf Inlandflügen kennen. Jetzt kommt mit dieser Flugticketabgabe offenbar ein neues Instrument dazu, das gemäss Bericht des BAFU zu einer Auslagerung der Flüge ins Ausland und zu einer Erhöhung der Emissionen führt. Kennen Sie diesen Bericht des BAFU? Wenn ja: Wie viele Flüge werden durch diese Flugticketabgabe effektiv eingespart? Ich möchte gerne eine Zahl hören.

Schaffner Barbara (GL, ZH): Ich kann Ihnen keine Zahl nennen. Das ist Lesen in der Kristallkugel, was Sie hier von mir verlangen. Was aber klar ist: Wenn es Ausweichverkehr gibt, kann es zwar sein, dass er zum Teil



über Flugplätze im nahen Ausland geht, es wird aber auch eine Abwanderung auf die Züge geben, und damit sparen wir sehr viele CO₂-Emissionen ein.

Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Ich bin froh, dass wir diese Debatte heute führen können. Wir haben uns in den letzten Wochen und Monaten intensiv mit einer anderen Krise beschäftigt, einer Krise, die uns alle in Atem gehalten hat, nämlich mit der Corona-Pandemie. Heute beschäftigen wir uns mit einer Krise, die ebenso global ist und deren Auswirkungen gravierend sind. Es ist eine Krise, die uns heute schon sehr viel Geld kostet; eine Krise, die das Potenzial oder das Risiko hat, unsere Lebensqualität massiv zu beeinträchtigen und unseren Wohlstand zu gefährden; eine Krise, die heute schon spürbar ist. Häufig ist es ja die Landwirtschaft, die als Erste merkt, dass jetzt etwas im Gang ist, das für unser Land nicht gut ist. Aber es ist eine Krise, die auch von der Bevölkerung wahrgenommen wird.

Heute reden Sie darüber, was zu tun ist und wie diese Krise zu bewältigen ist. Dabei ist etwas klar: Nichts tun ist keine Option. Nichts tun angesichts der Klimakrise bedeutet, man wählt die teuerste aller Optionen. Nichts tun angesichts der Klimakrise bedeutet, dass unsere Generation gegenüber unseren nachfolgenden Generationen ihre Verantwortung nicht wahrnehmen würde. Nichts tun bedeutet vor allem, dass wir eine Chance verpassen würden – eine Chance für unser Land, eine Chance für unsere Wirtschaft und eine Chance für unsere Bevölkerung, weil wir heute wissen, dass klimafreundliche Technologien höhere Renditen erzielen; weil wir heute wissen, dass Investitionen in klimafreundliche Technologien für unser Land, für unsere Betriebe, für unsere Arbeitsplätze positiv sind; und weil wir wissen, dass unsere umweltfreundlichen Technologien auch ins Ausland exportiert werden können. Es ist eine Riesenchance für unsere Betriebe, für unsere Arbeitsplätze und für die Bevölkerung.

Vom Jahr 2020 wird die ausserordentliche Lage infolge der Pandemie in Erinnerung bleiben. Das Jahr 2020 wird vermutlich aber auch aufgrund der klimatischen Situation in Erinnerung bleiben. Meteo Schweiz hat Ende Mai vermeldet, dass wir hierzulande über die vergangenen zwölf Monate in Folge eine Rekordwärme verzeichneten. Der April war nicht nur ausserordentlich sonnig, sondern auch sehr trocken. Ich habe es vorhin gesagt: Die Folgen spürt dann als Erste ganz besonders die Landwirtschaft. Die Temperaturen im Februar waren die höchsten seit Messbeginn im Jahr 1864. Auch im Januar wurden Rekorde verzeichnet. Tiefer liegende Skigebiete blieben weitgehend schneefrei und fuhren hohe Verluste ein. Und jetzt, im Moment, kämpft das Tessin mit Hochwasser. Wir haben in unserem Lande diese extremen Wettersituationen zu verzeichnen.

Aus diesem Grunde ist eine Volksinitiative zum Klimaschutz, die auch Gletscher-Initiative genannt wird, in wenigen Monaten zustande gekommen. Das zeigt uns doch, dass die Sorge, was diese Klimakrise in unserem Land bewirkt, für uns, für unsere Bevölkerung, für unsere Wirtschaft, in Bezug auf unsere Lebensqualität, aber auch in Bezug auf die Folgekosten, das ist, was die Menschen in unserem Land umtreibt. Und wir respektive Sie geben heute und morgen in dieser Debatte die Antworten darauf.

Wenn wir die CO₂-Emissionen pro Kopf in der Schweiz anschauen, dann sind wir mit jährlich 5,4 Tonnen deutlich unter dem europäischen Durchschnitt. Wenn wir aber die Emissionen dazurechnen, die durch Importe in anderen Weltregionen verursacht werden, dann liegen unsere CO₂-Emissionen pro Kopf deutlich über dem europäischen Schnitt. Wenn wir die Emissionsquellen in unserem Land anschauen, dann sehen wir, dass der Verkehr, der knapp einen Drittel der Treibhausgasemissionen ausmacht, der grösste Verursacher von Treibhausgasemissionen in unserem Land ist. Die bisher erzielten Verminderungen in diesem Sektor liegen hinter den gesteckten Sektorzielen. Grund sind die Zunahme der gefahrenen Kilometer und die verbrauchsstarken Fahrzeuge. Wer die Autowerbung anschaut, wundert sich natürlich nicht: Da haben wir noch etwas zu tun. Wir werden das in diesem Block, der später separat beraten wird, näher anschauen können.

Die Gebäude befinden sich mit 22 Prozent Anteil an den Treibhausgasemissionen an zweiter Stelle. Noch immer werden fast zwei Drittel aller Gebäude mit fossilen Energieträgern geheizt. Der Ersatz einer Ölheizung durch eine andere ist vielerorts noch die Norm. Diese Ölheizungen sind dann wieder zwanzig bis fünfundzwanzig Jahre im Betrieb. Diese Bereiche werden wir auch separat anschauen. Da gibt es noch einiges zu tun.

Die Industrie macht einen Fünftel der Treibhausgasemissionen aus. Sie hat ihren Treibhausgasausstoss bereits bedeutend reduziert, und diese Vorleistung wurde jetzt bei der Ausgestaltung der Massnahmen auch berücksichtigt.

Bei der Landwirtschaft, die knapp 14 Prozent der Treibhausgasemissionen verursacht, werden die Massnahmen im Rahmen der Agrarpolitik festgelegt. Mit der Agrarpolitik 22 plus hat der Bundesrat einen konkreten ersten Schritt gemacht, und die späteren Absenkpfade werden dann in der CO₂-Verordnung festgelegt.

Die Ziele festlegen, das ist das eine; sie dann auch zu erreichen, das ist das andere. Bereits der Bundesrat hat Ihnen Massnahmen, einen Massnahmenmix im CO₂-Gesetz beantragt, der jetzt aber vom Ständerat noch



einmal

AB 2020 N 790 / BO 2020 N 790

ambitiöser ausgestaltet worden ist. Auch Ihre Kommission hat sich diesen Massnahmen weitgehend angeschlossen und hat die Stellschrauben noch in Richtung einer höheren Inlandleistung verstellt. Ich muss Ihnen sagen: Der Bundesrat begrüsst diese Entwicklung, weil die Zeit nicht stillsteht. Wir haben Anlass dazu, jetzt unsere Ziele und daneben auch die entsprechenden Massnahmen so zu gestalten, dass wir das erreichen, wozu wir uns auch international verpflichtet haben.

Weshalb können wir diese Massnahmen unterstützen? Weil sie eben rentabel sind, weil z. B. Energiekosten eingespart werden können, weil CO₂-arme Technologien fast überall bereits vorhanden sind und wir sie nur noch anwenden müssen. Ich habe es eingangs gesagt: Wenn wir unsere innovativen, umweltfreundlichen Technologien exportieren können, dann schaffen wir zusätzlich Arbeitsplätze in unserem Land; das ist eine klassische Win-win-Situation.

Ich komme zu den internationalen Verpflichtungen. Sie erinnern sich: Die Schweiz hat sich, indem sie das Übereinkommen von Paris ratifiziert hat, im Oktober 2017 verpflichtet, ihre Treibhausgasemissionen bis 2030 um mindestens 50 Prozent unter das Niveau von 1990 zu senken. Sie haben dieser Ratifikation 2017 zugestimmt.

Die Einhaltung dieser Verpflichtung ist ohne die vorliegende Gesetzesrevision nicht möglich. Uns würden die Instrumente fehlen, sowohl für die nötigen Verminderungen im Inland als auch für Reduktionsleistungen im Ausland, d. h., unsere internationale Glaubwürdigkeit als verlässlicher Vertragspartner wäre schwer beschädigt. Gerade als kleines, aber in Bezug auf den Klimawandel besonders verletzliches Land sind wir auf internationale Kooperation angewiesen. Vergessen Sie nicht: Bei uns in der Schweiz steigt die Temperatur doppelt so stark wie im globalen Durchschnitt! Wir sind also von dieser Klimasituation besonders betroffen, und deshalb haben wir auch allen Grund dazu, jetzt unseren Beitrag zu leisten, um ihn dann auch international einzufordern. Ich bitte Sie, auf diese Vorlage einzutreten. Ich möchte Ihrer Kommission wie auch schon dem Ständerat ein Kompliment machen: Sie haben in einer extrem komplexen Materie gute Arbeit, kohärente Arbeit geleistet. Der Ständerat hat diese Vorlage ja mit grossen Mehrheiten verabschiedet. Auch Ihre Kommission hat sich noch einmal intensiv damit beschäftigt. Der Bundesrat wird in den meisten Fällen die Mehrheit Ihrer Kommission unterstützen können. Ich werde mich dann aber bei den einzelnen Blöcken noch im Detail dazu äussern. Ich bitte Sie, die Minderheit Egger Mike ebenso abzulehnen wie den Einzelantrag Imark. Das Gesetz noch einmal an Ihre Kommission zurückzuweisen, nachdem der Bundesrat Ihnen diese Vorlage im Dezember 2017 unterbreitet hat – ich glaube, das wäre für die Bevölkerung schwer verständlich.

Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten.

Imark Christian (V, SO): Frau Bundespräsidentin, ich entschuldige mich, aber es geht auf keine Kuhhaut, was Sie jetzt gesagt haben. Sie haben gesagt, nichts tun sei keine Option. Mit dieser Aussage desavouieren Sie viele Schweizerinnen und Schweizer. Sie desavouieren die Wirtschaft, die massiv Gelder in Technologien investiert. Selbst ich fühle mich von Ihnen desavouiert: Ich habe ein neues Haus gebaut, das auf dem neuesten Stand der Technik ist. Deshalb frage ich Sie: Wie viel CO₂ pro Kopf spart die Schweiz Jahr für Jahr ein? Ich möchte das von Ihnen hier hören.

Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Ja, Herr Imark, ich meinte natürlich "politisch nichts tun". Ich habe nicht gesagt, dass die Bevölkerung oder die Wirtschaft nichts tun würde, im Gegenteil: Ich habe ja erwähnt, dass die Industrie in der Schweiz ihre Emissionen reduziert hat. Ich habe gesagt, dass auch im Gebäudebereich Reduktionen möglich sind. Aber wir haben natürlich ein Interesse, dass diese Entwicklung weitergeht. Ohne diese Massnahmen, wenn Sie nun politisch keine Massnahmen ergreifen würden, können wir unsere internationalen Verpflichtungen, die Treibhausgasemissionen bis 2030 um 50 Prozent zu senken, nämlich nicht einhalten. Das, Herr Imark, das ist die relevante Grösse.

Politik zu machen heisst, dass wir jetzt für die Zukunft die Weichen richtig stellen sollten und uns nicht auf etwas ausruhen dürfen, das eben für die Zukunft nicht genügen wird.

Rytz Regula (G, BE): Geschätzte Frau Bundespräsidentin, das Gesetz, über das wir heute diskutieren, stammt eigentlich noch aus dem Jahr 2016, also von Ihrer Vorgängerin. Unterdessen hat die Wissenschaft weitergeforcht. Sie stellt fest, dass es nicht reicht, die Erhitzung unserer Erde auf 2 Grad zu begrenzen, sondern es müssen 1,5 Grad sein. Dazu, das wissen wir alle, reicht das CO₂-Gesetz, das heute auf dem Tisch liegt, nicht. Was ist die langfristige Strategie des Bundesrates über dieses CO₂-Gesetz hinaus, um das 1,5-Grad-Ziel rechtzeitig zu erreichen?



Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Danke für diese Frage, Frau Rytz. Der Bundesrat hat sich ja für das Jahr 2050 ein Netto-null-Ziel gesetzt. Der Bundesrat hat ebenfalls beschlossen, dass er der Gletscher-Initiative einen direkten Gegenentwurf gegenüberstellen will. Dieser wird jetzt ausgearbeitet. Unsere langfristige Zielsetzung ist absolut klar und ist auch konform mit der Wissenschaft. Jetzt entscheiden Sie über das Gesetz bis 2030. Es ist absolut klar, damit ist die Geschichte nicht abgeschlossen.

Wenn wir jetzt in Erwägung ziehen, nichts zu machen und zuerst zu schauen, was wir bis 2050 machen, dann verlieren wir Zeit. Wir haben schon Zeit verloren. Jetzt liegt Ihnen aber ein Gesetz vor, das uns ermöglicht, unsere internationale Verpflichtung gemäss Pariser Abkommen einzuhalten, wenn Sie diesen Gesetzentwurf mit den Mehrheitsanträgen annehmen. Gleichzeitig muss die Arbeit weitergehen. Der Bundesrat wird Ihnen rechtzeitig die nächsten Vorlagen und Überlegungen unterbreiten. Wir haben faktisch dreissig Jahre Zeit. Jetzt machen Sie das Gesetz für die nächsten zehn Jahre. Wir werden Ihnen aber frühzeitig sagen, was dann in den folgenden zwanzig Jahren zu tun ist, damit wir im Jahr 2050 das Netto-null-Ziel erreichen.

Guggisberg Lars (V, BE): Geschätzte Frau Bundespräsidentin Sommaruga, es ist wichtig, dass wir bei dieser wirkungslosen und kostspieligen Umverteilungsaktion die Relationen nicht ganz aus den Augen verlieren. China, die USA und Indien verursachen zusammen mehr als 50 Prozent der weltweiten CO₂-Emissionen. Die Schweiz, so wird immer gesagt, sei halt ein Vorbild, obwohl sie für weniger als 0,1 Prozent der CO₂-Emissionen verantwortlich ist. Glauben Sie ernsthaft, dass Sie Xi Jinping, Donald Trump und Ram Nath Kovind, die drei Präsidenten, überzeugen können, dem sogenannten Vorbild Schweiz zu folgen und ebenfalls eine solch kostspielige, KMU-feindliche Umverteilungsaktion zu vollziehen?

Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Ich habe nicht den Ehrgeiz, diese drei Herren zu überzeugen. Aber ich habe den Ehrgeiz, unserer Bevölkerung sagen zu können, was wir in unserem Land angesichts dieser globalen Krise tun. Ich habe es vorhin gesagt: Die Schweiz ist von der Klimaerwärmung doppelt so stark betroffen wie der europäische Durchschnitt. Die Bevölkerung sieht, was diese Klimakrise auch in unserem Land auslöst, und deshalb ist es unsere Verantwortung, unserer Bevölkerung zu sagen, was zu tun ist. Gleichzeitig – das ist das Wichtigste – profitiert unsere Wirtschaft davon, wenn wir es clever machen. Dann profitieren unsere Betriebe davon. Wenn wir Fernwärmenetze aufbauen, wenn wir die Häuser sanieren, wenn wir erneuerbare Energien haben, dann sind das Aufträge für unser Gewerbe. Sie profitieren davon! Wenn wir innovativ sind, wenn wir der Welt mit unseren Produkten zeigen können, wie man umweltverträglich ist und gleichzeitig eine Rendite erwirtschaften kann, dann sind wir ein Vorbild – aber nicht nur ideell, sondern wir machen auch wirtschaftlich etwas daraus. Das ist unser Ehrgeiz, und das erwartet die Bevölkerung von uns. Deshalb tun wir gut daran, mit der Beratung dieses Gesetzes zu beginnen.

Rüegger Monika (V, OW): Frau Bundespräsidentin, mit Verlaub: Ich bin ein bisschen irritiert. Ihr Parteikollege,

AB 2020 N 791 / BO 2020 N 791

Kommissionssprecher Nordmann, hat vorhin gesagt, wir würden nicht bei null beginnen. Seit 17 Jahren gebe es ein griffiges Klimaprogramm. Jetzt haben Sie mindestens fünfmal gesagt, dass wir nichts tun würden. Wie sagen Sie jetzt den Leuten, dass diese Lenkungsabgabe auf Treibstoff, die Gebäudeprogramme und die Fluggesellschaften, die heute schon in Klimaprogramme investieren, dass das alles nichts ist? Sie negieren eigentlich diese Arbeiten und diese Bemühungen, die heute schon unternommen werden.

Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Nichts tun wäre, wenn Sie heute auf dieses Gesetz wieder nicht eintreten würden. Dann könnten Sie auch keine Massnahmen beschliessen, und dann wäre das, was Sie in den vergangenen Jahren beschlossen haben und was gemacht wurde, vorbei, dann würden diese Instrumente einfach auslaufen. Es geht jetzt darum, für die nächsten zehn Jahre zu sagen, wohin die Reise geht und welche Massnahmen Sie wollen; darum, der Bevölkerung und der Wirtschaft aufzuzeigen, dass Sie dieses Land gestalten wollen, und zwar so, dass Klimaschutz und Wirtschaftsfreundlichkeit zusammengehören. Dass das möglich ist, diesen Beweis können Sie erbringen – aber dafür müssen Sie auf dieses Gesetz eintreten.

Egger Mike (V, SG): Geschätzte Bundespräsidentin, ich wiederhole die Frage von Kollege Imark: Um wie viel wurde der CO₂-Ausstoss pro Kopf seit 1990 reduziert? Wir wollen hier nichts anderes als eine klare Angabe von Ihnen.

Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Ja, Herr Egger, Sie können auf dieser Frage beharren. Ich habe Ihnen die Zahl gesagt, bei der wir heute stehen. Das müsste Sie eigentlich interessieren. Ich habe sie genannt; ich glaube, ich muss sie nicht noch einmal wiederholen. Wenn man die Emissionen pro Kopf in der Schweiz



ausschliesslich im Inland anschaut, dann – ich habe es Ihnen gesagt – sind wir unter dem europäischen Durchschnitt. Wenn wir aber unsere Produkte anschauen, die wir aus dem Ausland importieren, ergibt sich ein anderes Bild. Wir haben ja in der Schweiz kaum oder nur noch wenig Schwerindustrie; das heisst, wir haben eben sehr viele Produkte mit einem hohen Emissionsanteil, die wir im Ausland produzieren lassen und dann importieren. Wenn wir das dazurechnen, dann sind wir beträchtlich über dem europäischen Durchschnitt. Das muss Sie doch interessieren. Die Bevölkerung will wissen, wohin die Reise geht. Was hilft es Ihnen, wenn Sie den Leuten sagen, was in den letzten zehn, zwanzig, dreissig Jahren passiert ist? Die Bevölkerung und die Wirtschaft möchten heute von Ihnen wissen, wohin die Reise geht. Das können Sie mit diesem Gesetz tun. Dann müssen Sie aber darauf eintreten.

Aeschi Thomas (V, ZG): Frau Bundespräsidentin Sommaruga, ein wichtiges Prinzip in der Ökonomie ist, dass eben Pro-Kopf-Kennzahlen massgebend sind, wenn man Werte von verschiedenen Ländern miteinander vergleicht. Sie haben nicht Ökonomie, sondern Anglistik und Romanistik studiert. Ist das der Grund, dass Sie konsequent auf Pro-Kopf-Kennzahlen verzichten und stattdessen den CO₂-Gesamtausstoss verwenden? Ist Ihnen hier in dieser Botschaft nicht ein Fehler unterlaufen?

Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Wahrscheinlich haben Sie nicht zugehört, Herr Aeschi. Ich habe ja die Pro-Kopf-Emissionen genannt: jährlich 5,4 Tonnen. Für den Rest, glaube ich, sprechen Sie für sich selber.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Frau Bundespräsidentin, ich werde als Freisinniger bei diesem CO₂-Gesetz immer nach den Leitlinien der Nachhaltigkeit stimmen, also danach, ob eine Massnahme ökologisch, ökonomisch und sozial verträglich ist. Das gilt auch in Bezug auf die Flugticketabgabe. Dazu lese ich allerdings im Bericht Ihres BAFU, dass letztendlich sogar eine Erhöhung der Emissionen droht. Wie kommen Sie dazu zu sagen, eine Flugticketabgabe sei nachhaltig? Da Frau Schaffner die Frage nicht beantworten konnte, stelle ich sie erneut: Wie viele Flugbewegungen werden mit dieser Flugticketabgabe eingespart? Sie können auch hier eine Zahl nennen.

Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Danke, Herr Wasserfallen, dass Sie die Berichte des BAFU lesen. Es ist jeweils gut, wenn Sie dann den ganzen Bericht lesen und nicht nur die Sätze, die Ihnen jetzt vielleicht etwas mehr entgegenkommen. Der Bericht zeigt ganz deutlich, dass erstens diese Flugticketabgabe eine Lenkungswirkung hat. Zweitens zeigt er, dass diese Flugticketabgabe eben keine Steuer ist, weil ja der grössere Teil, über 50 Prozent, der Flugticketabgabe an die Bevölkerung und an die Wirtschaft zurückerstattet wird. Das ist ja das Raffinierte an diesen Lenkungsabgaben. Eine Steuer könnten wir gar nicht einführen, das würde eine Verfassungsänderung brauchen. Drittens, das haben Sie jetzt auch nicht erwähnt, gehen die restlichen 49 Prozent der Flugticketabgabe in den Klimafonds, und das müsste Sie eigentlich, glaube ich, Herr Wasserfallen, ganz besonders interessieren. Das ist ein eigentlicher Innovationsfonds. Das ist genau das, was unser Land jetzt braucht, damit diese Massnahmen eben entwickelt respektive dann angewendet werden. Sie wissen ja als Ingenieur, dass wir die Technologien haben, dass wir gut sind und unser Land in der Innovation spitze ist und dass wir genau mit diesem Klimafonds in diesem Bereich noch investieren können.

Was den Ausweichverkehr betrifft: Das ist richtig. Man hat gesagt, es könne sein, dass gewisse Leute, wenn sie hier eine Flugticketabgabe von 30 Franken bezahlen müssen, dann sagen, dass sie lieber zuerst nach Frankfurt fahren und dann von Frankfurt abfliegen. Das Thema ist nur: Die umliegenden Länder haben jetzt auch eine Flugticketabgabe oder werden eine einführen, und dann wird derjenige, der wegen 30 Franken zuerst lieber nach Frankfurt fährt, irgendwann auch rechnen und sagen: Nein, trotz den 30 Franken kann ich in Zürich abfliegen. Es gibt also heute Flugticketabgaben, und dieser Ausweichverkehr besteht, denke ich, in einem sehr kleinen Ausmass. Aber es ist eine Überlegung, die das BAFU gemacht hat. Das BAFU muss immer auch alle Überlegungen transparent darlegen.

Page Pierre-André (V, FR): Madame la présidente de la Confédération, j'ai écouté votre intervention et j'ai été vraiment surpris de vos propos. Vous avez dit à de nombreuses reprises "on ne fait rien", "la Suisse ne fait rien", "le Parlement ne fait rien". Je ne suis pas d'accord. Nous ne faisons pas rien. (*Remarque intermédiaire de la présidente: Une courte question, pas une affirmation, s'il vous plaît!*) J'y viens.

Je crois qu'il faut savoir également que la production de CO₂ a diminué de 15 à 20 pour cent par personne ces dernières années. Les cantons, les communes, les entreprises prennent des mesures. Etes-vous au courant de tout ce qui se fait dans la population, soit au niveau privé, soit au niveau des collectivités publiques, pour diminuer les émissions de CO₂?



Sommaruga Simonetta, présidente de la Confédération: Peut-être m'avez-vous mal comprise lorsque j'ai dit que ne rien faire, c'est-à-dire ne pas entrer en matière sur ce projet, reviendrait à dire que le politique ne fait rien. Tout le monde observe la situation actuellement, en lien avec le changement climatique, et la population ne comprendrait pas que le politique dise maintenant: "Cela suffit. On a réussi à bien diminuer les émissions de CO₂. Merci beaucoup, tout va bien. On va arrêter ici; on ne prendra plus de mesures; on ne fera plus rien pour la population; on ne fera plus rien pour l'économie; on va s'arrêter ici." La population ne le comprendrait pas. Comme je l'ai dit, si vous n'entrez pas en matière sur cette loi, cela revient à dire politiquement, que vous n'allez plus rien faire.

Nicolet Jacques (V, VD): Madame la présidente de la Confédération, vous avez évoqué régulièrement l'agriculture dans le débat d'entrée en matière en disant que l'agriculture produisait 14 pour cent des émissions de CO₂. S'il est connu qu'un bovin adulte produit environ une tonne de carbone par

AB 2020 N 792 / BO 2020 N 792

année, pourquoi ne mentionnez-vous pas que l'hectare de prairie pour nourrir ce bovin permet de stocker 8,3 tonnes de CO₂ par année?

Sommaruga Simonetta, présidente de la Confédération: Si j'ai mentionné l'agriculture, je l'ai fait surtout parce que c'est là où on voit le plus vite les effets du changement climatique. Je parle avec des paysans et je les entends. Vous le savez très bien, il y a deux ans, par exemple, en été, il a fallu amener de l'eau dans les Alpes parce qu'il n'y avait plus assez d'eau pour les vaches. Je voulais dire que c'est dans le domaine de l'agriculture que les effets de la sécheresse se voient en premier.

C'est pourquoi il faut entrer en matière sur ce projet, et vraiment prendre des mesures. Sinon, la situation deviendra toujours plus difficile pour notre agriculture, ce que personne ne veut.

Regazzi Fabio (M-CEB, TI): Signora presidente della Confederazione, ho definito questo progetto di legge una "Schönwettervorlage", figlia del clima di campagna elettorale in cui è stata discussa al Consiglio degli Stati. Nel frattempo la situazione è però drammaticamente cambiata. Abbiamo avuto una crisi sanitaria e la Confederazione ha sostenuto l'economia con miliardi di franchi.

Non ritiene che a fronte di questa situazione bisogna avere il coraggio di fare un passo indietro e di proporre delle misure più ragionevoli e sostenibili per l'economia e i nostri cittadini?

Sommaruga Simonetta, presidente della Confederazione: Signor Regazzi, la sua domanda è legittima. È vero che abbiamo vissuto una crisi sanitaria e che l'economia si trova tuttora in una situazione difficile – e la Confederazione ha dovuto sostenere l'economia, come lei ha detto.

Adesso abbiamo la scelta: o diciamo di lasciare perdere un po', perché adesso abbiamo altri problemi, o andiamo avanti. Per il Consiglio federale una cosa è molto chiara: se andiamo avanti dobbiamo farlo in un modo accettabile anche per la popolazione e l'economia. Permettetemi di concludere in tedesco:

Wir sollten jetzt, in einer Zeit, in der die Wirtschaft auch Unterstützung braucht, nicht in veraltete Technologien investieren. Das ist jetzt etwas ganz Wichtiges! Die Wirtschaft braucht Unterstützung, sie wird Investitionen brauchen.

Wenn wir jetzt nicht die Richtung vorgeben, sondern sagen, wir gehen in veraltete Technologien, die in ein paar wenigen Jahren nicht mehr rentabel sind, dann tun wir der Wirtschaft keinen guten Dienst. Ich glaube, das ist eine wichtige Botschaft. Deshalb kommen ja auch ganz viele Stimmen aus der Wirtschaft, die sagen: Jetzt brauchen wir diese Vorlage.

Für die Bevölkerung ist es einfach wichtig, immer wieder zu sagen, dass zwei Drittel der CO₂-Abgabe zurückerstattet werden. Die Menschen, die keine Energie verschwenden, die Menschen, die klimaverträglich leben wollen, werden mit dieser Vorlage unterstützt. Diejenigen, die ihre Häuser sanieren wollen, werden mit dieser Vorlage unterstützt. Diejenigen, die zur Elektromobilität wechseln wollen, werden mit dieser Vorlage unterstützt. Es ist eine Vorlage für die Bevölkerung und für die Wirtschaft.

Python Valentine (G, VD): Madame la présidente de la Confédération, pourriez-vous nous dire quels seraient les impacts sur le positionnement international de notre pays, en cas de non-entrée en matière, en particulier en ce qui concerne nos places financière, technologique et d'innovation?

Sommaruga Simonetta, présidente de la Confédération: Tout d'abord, au niveau international, ce serait vraiment une question de crédibilité. Si la Suisse, qui a signé et ratifié l'Accord de Paris et qui s'est engagée sur



des objectifs de diminution des émissions de CO₂, déclare après coup qu'elle ne se sent plus liée par ces buts, je pense que ce serait très dommageable pour la crédibilité de notre pays.

Mais en plus, on passerait à côté des chances que nous offre cette loi. Je viens de le dire, il y a des chances, pour l'économie, de se développer, il y a la chance de positionner la Suisse comme un pays innovateur, qui peut exporter de la technologie.

Je pense donc qu'on aurait non seulement une perte de crédibilité mais qu'on perdrait aussi des chances très importantes pour notre pays.

Andrey Gerhard (G, FR): Geschätzte Frau Bundespräsidentin, wir haben jetzt mehrfach gehört, dass unser Einfluss global gesehen klein sei und wir fast nichts tun könnten. Können Sie mir bestätigen, Frau Bundespräsidentin, dass unser Einfluss, wenn wir die globale Tätigkeit der Finanzbranche einbeziehen – die wir ja mit den Regelungen, die wir der Branche geben, mitverantworten –, sehr viel grösser ist als der Einfluss sehr vieler anderer Menschen auf diesem Planeten?

Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Ja, ich bin froh, dass Sie dieses Thema ansprechen, das ja dann auch noch in der Detailberatung kommen wird. Es ist klar: Als grosser und wichtiger Finanzplatz hat die Schweiz eine sehr grosse Möglichkeit, mit zu beeinflussen, wo und wie investiert wird. Ich muss Ihnen sagen, dass in der Finanzbranche zurzeit wirklich ein Umdenken stattfindet, und zwar ganz klar aus ökonomischen Überlegungen, nicht weil man da vielleicht besonders altruistisch unterwegs ist, sondern weil man einfach sieht, denke ich, dass eine globale Nachfrage nach nachhaltigen Finanzprodukten vorhanden ist, die dem Klima nicht schaden und die auch in den Umwelttechnologien und Innovationen vorne mit dabei sind. Darauf reagiert unser Finanzplatz.

Die Kommission des Nationalrates, aber auch schon der Ständerat haben gewisse Regelungen aufgenommen. Sie wollen mehr Transparenz schaffen, der Finanzbranche aber keine Vorschriften machen. Ich denke, das ist ein gutes Vorgehen. Wir haben in der Schweiz immer wieder dieses Vorgehen gewählt. Wir beginnen mit mehr Transparenz, die häufig auch wirkt, und wenn es nicht genügt, können wir weitere Regulierungen nachschieben. Aber jetzt, denke ich, sind diese ersten Schritte wichtig und gut. Die Schweiz kann da tatsächlich eine grosse zusätzliche Wirkung erzielen.

Roduit Benjamin (M-CEB, VS): Madame la présidente de la Confédération, l'un des grands objectifs de la révision de la loi sur le CO₂ est de réduire la production et la consommation d'énergies fossiles. Ne pensez-vous pas que le Conseil fédéral pourrait mieux soutenir la production hydroélectrique, notamment en évitant de multiplier les contraintes environnementales, pour ce qui est certainement la meilleure alternative en termes de production d'énergie?

Sommaruga Simonetta, présidente de la Confédération: Je vous remercie pour cette question, Monsieur Roduit. En effet, c'est très important. Il est vrai que la décarbonisation va nécessiter plus d'électricité, qui doit être d'origine renouvelable. Il faut donc augmenter la production de celle-ci dans notre pays. C'est pourquoi le Conseil fédéral a mis en consultation un projet de révision de la loi sur l'énergie dans le but d'augmenter la production d'électricité d'origine renouvelable dans notre pays. Dans ce projet, on prévoit de mieux soutenir l'électricité produite par l'énergie photovoltaïque, mais aussi hydraulique.

Ce que je peux vous dire, c'est que j'ai demandé à l'Office fédéral de l'énergie de trouver ce que l'on peut faire pour soutenir davantage la production hydroélectrique, pour éviter tout blocage à la fin du processus, et pour qu'on s'accorde sur une augmentation de la production hydroélectrique. Je m'engage beaucoup dans ce domaine, parce que nous avons besoin de plus d'électricité d'origine renouvelable dans notre pays pour le futur.

Fluri Kurt (RL, SO): Frau Bundespräsidentin, der Bundesrat hat ja die Flugticketabgabe nicht vorgeschlagen, akzeptiert aber offenbar jetzt diese Idee. Vorgesehen ist offenbar, dass der Bundesrat die Tarifgestaltung vornehmen kann. Aus der Kommission hörte man, die Meinung sei, Kurzstreckenflüge mit dem tiefsten Tarif und die Langstreckenflüge mit

AB 2020 N 793 / BO 2020 N 793

dem höchsten Tarif zu belasten. Sind Sie nicht auch der Meinung, dass gerade die Kurzstreckenflüge höher belastet werden müssten, um eine Lenkungswirkung zu erzielen?

Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Danke für diese Frage, Herr Fluri. In der Tat, der Bundesrat unterstützt diese Flugticketabgabe, weil er der Meinung ist, alle Sektoren könnten und sollten einen Beitrag leisten.





Er hat ja – wir werden noch darüber sprechen – auch bei der Unterstützung der Swiss ganz klar gesagt: Wir unterstützen die Luftfahrt, sie ist wichtig für unser Land, aber gleichzeitig sollen unsere Klimaziele eingehalten werden.

Die Frage, die Sie gestellt haben, wurde in beiden Kommissionen sowie im Ständerat und im Nationalrat intensiv diskutiert. Ich glaube, es ist wichtig, dass das Parlament, dass Sie heute den Rahmen festlegen. Sie haben den Bundesrat beauftragt, in der Verordnung dann zu sagen, wie diese Flugticketabgabe gestaltet werden soll – auch die Unterschiede, ob man Business oder Economy fliegt. Der Bundesrat wird das in der Verordnung regeln.

Wir haben noch keine Beratung dazu geführt und auch keine Beschlüsse dazu gefasst. Aber Sie wissen ja, Herr Fluri, die Verordnung kommt immer auch zur Konsultation in die Kommission. Sie wird auch öffentlich vernehmlassst, und genau diese Fragen, wie man die Flugticketabgabe am besten einsetzt, damit sie auch die gewünschte Lenkungswirkung erzielt, wird man noch diskutieren.

Schläpfer Therese (V, ZH): Geschätzte Frau Bundespräsidentin, wieso ordnen Sie den Bau von neuen Gaskraftwerken, welche CO₂-Schleudern sind, in die Nachhaltigkeit ein, obwohl wir Möglichkeiten hätten, CO₂-freie Energie zu produzieren?

Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Heute beraten Sie ja das CO₂-Gesetz. Ich schlage vor, dass wir diese Fragen dann beraten, wenn es darum geht, wie die Schweiz ihre Stromproduktion in der Schweiz vergrössert und sicherstellt. Man spricht im Moment auch viel über die Frage bezüglich Winterstrom. Der Bundesrat hat jetzt ein Energiegesetz in die Vernehmlassung geschickt. Darin hat er aufgezeigt, wie wir die Produktion von erneuerbaren Energien in der Schweiz erhöhen können. Dann werden wir selbstverständlich zusammen mit den Energieperspektiven anschauen, wie diese Stromproduktion und die Stromversorgung in der Schweiz auch in Zukunft funktionieren. Der Bundesrat wird Ihnen nächstes Jahr auch eine Vorlage zum Stromversorgungsgesetz unterbreiten. Dann stellen sich die Fragen: Welche Rolle können Gaskombikraftwerke spielen? Was passiert mit den erneuerbaren Energien? Was bedeutet der Ausstieg aus der Atomenergie? Ich glaube, diese Fragen gehören in einen Fragenkomplex, der sehr wichtig ist. Sie werden das im Zusammenhang mit diesen beiden Gesetzesvorschlägen dann auch intensiv beraten können.

Porchet Léonore (G, VD): Madame la présidente de la Confédération, plusieurs scénarios sont à disposition si le réchauffement climatique dépasse ce qui a été mentionné lors de la signature de l'Accord de Paris. Pourriez-vous dire à cette assemblée quels seraient les impacts sur notre économie et sur la santé de la population si le réchauffement climatique en Suisse était plus fort que ce qui est prévu dans l'Accord de Paris?

Sommaruga Simonetta, présidente de la Confédération: Est-ce que vous avez dit: "Si la Suisse n'allait pas aussi loin que l'Accord de Paris"?

Porchet Léonore (G, VD): Que se passerait-il si le réchauffement climatique était plus fort que ce qui est prévu dans l'Accord de Paris, si on ne fait pas d'effort?

Sommaruga Simonetta, présidente de la Confédération: Les scénarios sont assez connus et je ne vais pas commencer à spéculer sur ce qui va se passer si le réchauffement du climat va au-delà de ce qui est prévu dans l'Accord de Paris.

La tâche que nous avons aujourd'hui – c'est votre tâche, Mesdames et Messieurs – c'est de prendre une décision sur une loi qui tient compte des engagements que nous avons pris lors de la ratification de l'Accord de Paris. Nous savons tous que si nous ne faisons rien, donc si vous n'entrez pas en matière sur cette loi et qu'on ne prend pas de mesures, les dégâts augmenteront. Une étude que nous avons faite l'année passée montre que, juste pour les infrastructures de base de la Suisse, le changement climatique pourrait nous coûter jusqu'à un milliard de francs.

On voit donc que les dégâts et les coûts sont énormes, et c'est pourquoi je vous invite à adopter une loi qui prend des mesures pour arriver à ce qu'on a prévu, c'est-à-dire diminuer au moins de 50 pour cent nos émissions de CO₂ jusqu'à l'année 2030. Je vous ai dit que le Conseil fédéral ferait des propositions en ce qui concerne la période suivante, parce que le Conseil fédéral a décidé que la Suisse aura un niveau de zéro émission nette de CO₂ d'ici 2050. Nous vous ferons des propositions aussi vite que possible afin que vous puissiez décider de la suite.

Aujourd'hui, je vous invite à prendre les mesures nécessaires jusqu'à l'année 2030.



Müller-Altarmatt Stefan (M-CEB, SO), für die Kommission: Ich erlaube mir als Sprecher der Kommission einen kurzen Blick auf ein paar Punkte, welche von der Minderheit angeführt wurden.

Zuerst zum Vorwurf, es handle sich um eine Schönwettervorlage, welche keine Rücksicht auf das nehme, was jetzt mit der Covid-19-Krise geschehe, und welche neue Steuern für alle Hausbesitzer mit Ölheizungen schaffe: Das sind keine neuen Steuern, sondern es geht insbesondere bei den Hausbesitzern um ein Instrument, das wir schon kennen, nämlich um die CO₂-Abgabe. Bei dieser CO₂-Abgabe geben wir nur den Rahmen vor. Es ist der Bundesrat, welcher nachher die Höhe festlegt, und wenn der Konjunkturmotor jetzt ins Stocken gerät – ich habe das vorhin schon erklärt –, dann wird er nicht erhöhen müssen, weil wir auch weniger CO₂ ausstossen. So gesehen ist das Gesetz inhärent Covid-19-kompatibel und nicht eine Schönwettervorlage, sondern eine Allwettervorlage.

Dann habe ich gehört, wir würden mit diesem Gesetz den Graben zwischen Stadt und Land befeuern. Es macht mich persönlich sehr traurig, wenn die Kohäsion des Landes als Instrument missbraucht wird, um gegen ein Gesetz zu kämpfen. Wenn Sie die Schweiz lieben, dann unterlassen Sie das bitte. Unterlassen Sie es auch deshalb, weil es fachlich nicht haltbar ist: Die Vorlage ist in der Kommission auch unter diesem Aspekt intensiv beraten worden, und wir haben versucht, bezüglich Stadt-Land usw. eine ausgewogene Vorlage vorzulegen. Das Gesetz enthält explizit Mittel für Anpassungsmassnahmen, denn unter diesen Fristen leidet natürlich vor allem die Landbevölkerung und nicht die der Städte. Wir haben den Deckel beim Treibstoff eingeführt; das hat der Ständerat gemacht, und wir haben ihn übernommen, denn der Bundesrat hatte ihn nicht. Das ist ein Mittel, damit die Treibstoffpreise nicht wegen zu teuren inländischen Massnahmen durch die Decke gehen. Letztlich ist zu sagen: Wer profitiert vom Klimaschutz? Es profitiert unter anderem die Landwirtschaft, es profitiert der Wintertourismus, es profitieren die ländlichen Gebiete.

Der dritte und letzte Punkt ist der Sozialismusvorwurf, dem sich vor allem unser standhafter liberaler Kollege ausgesetzt sah. Was machen wir mit dem CO₂-Gesetz? Wir preisen externe Kosten ein. Der Verbrauch fossiler Energie hat externe Kosten zur Folge, und diese werden nicht durch diejenigen getragen, die sie verursachen. Das ist nicht gerecht, das ist keine faire Marktwirtschaft. Wer für die Marktwirtschaft ist, der gestaltet sie fair aus, der schützt die Marktwirtschaft vor Missbrauch. Solcher liegt vor, deshalb müssen wir korrigieren, und das tun wir mit dieser Vorlage.

Ich bitte Sie nochmals, auf die Vorlage einzutreten und die Rückweisung abzulehnen.

Nordmann Roger (S, VD), pour la commission: Je souhaite apporter deux précisions. La première porte sur la réduction

AB 2020 N 794 / BO 2020 N 794

des émissions de CO₂ par habitant. Entre 1990 et 2010, on a constaté une baisse des émissions de CO₂ par habitant de 14 pour cent, ce qui signifie une diminution moyenne des émissions de CO₂ par habitant et par année de 0,7 pour cent. Ensuite, on est arrivé en 2018 à moins 33 pour cent d'émissions, c'est-à-dire que les émissions ont diminué d'encore 19 pour cent par habitant, et ceci en huit ans. On a donc assisté à une accélération de la réduction des émissions de CO₂ pour atteindre une réduction, entre 2010 et 2018, de 2,4 pour cent par année et par personne. Cela montre que, quand on prend des mesures, on obtient effectivement des résultats, ce qui plaide pour la poursuite et le renforcement de la politique de réduction des émissions de CO₂. Je voulais juste clarifier ce point en réponse à la polémique au sujet des chiffres.

La deuxième chose que j'aimerais vous dire, c'est que nous allons procéder à un vote dont le résultat pourrait sceller le sort de l'objet. Ceux qui votent contre l'entrée en matière maintenant votent contre une révision de la loi sur le CO₂, puisqu'une décision de non-entrée en matière signifierait l'échec définitif du projet après que notre conseil a déjà rejeté la révision, en première lecture, lors du vote sur l'ensemble. Je vous prie donc de vous prononcer en faveur de l'entrée en matière puis de refuser la proposition de renvoi à la commission.

Imark Christian (V, SO): Herr Kommissionssprecher, Sie haben die Wirksamkeit der installierten Massnahmen angesprochen. Sie haben diese Wirksamkeit hochgelobt. Wie erklären Sie sich dann, dass das Bundesamt für Umwelt dank einer Studie von EcoPlan herausgefunden hat, dass eben diese Massnahmen gar nicht so wirksam sind, wie man gemeint hat, dass sehr viele Mitnahmeeffekte entstanden sind? Das hat auch die Finanzkontrolle festgestellt. Sie sagen hier, die Massnahmen seien wirksam. Selbst die Studien des BAFU besagen das Gegenteil.

Nordmann Roger (S, VD), pour la commission: Madame la présidente, est-ce que j'ai le droit de répondre en allemand étant donné que je suis rapporteur de langue française?



La présidente (Moret Isabelle, présidente): Je ne le sais pas, mais on va dire que oui.

Nordmann Roger (S, VD), für die Kommission: Es ist ganz klar: Wenn man keine Politik betreibt, gibt es eine leichte Absenkung durch die Effizienzsteigerung. Wenn man eine zusätzliche Politik macht, die griffig ist, gibt es eine höhere Absenkung. Aber es ist klar, dass ein Teil der höheren Absenkung auch sonst passiert wäre. Das ist der sogenannte Mitnahmeeffekt. Aber das ist schliesslich erwünscht: Wenn wir eine Politik betreiben, um zu reduzieren, wollen wir die Leute, die auch sonst reduziert hätten, nicht entmutigen. Es ist legitim, dass auch diese reduzieren. Ich verstehe eigentlich die Polemik um die Mitnahmeeffekte nicht. Es ist nur ein Vorwand, um nicht zu handeln und um sich vor Entscheiden zu drücken.

Grin Jean-Pierre (V, VD): Cher collègue Nordmann, vous avez décidé en commission de frapper d'une taxe de 500 à 5000 francs tous les vols privés. Est-ce que tous les vols privés seraient taxés à 500 francs au moins? Est-ce que les vols de petits avions à hélice qui emmèneraient des parachutistes ou autres seraient exonérés?

Nordmann Roger (S, VD), pour la commission: Vous avez raison de poser la question, Monsieur Grin, car on a corrigé la décision du Conseil des Etats. On a limité cette taxe aux aéronefs privés de plus de 5,7 tonnes au décollage. Donc ni les vols commerciaux ni les vols charters ne sont concernés. On a de plus fait toutes sortes d'exceptions pour les vols écoles, etc. Le petit vol autour de la Blüemlisalp ou l'école de parachutistes – qui pourront d'ailleurs bientôt voler à l'énergie électrique – ne sont donc pas concernés. Il s'agit vraiment une taxe sur les jets privés, même si elle s'appelle taxe sur l'aviation générale, en référence au terme technique. On a précisément mis l'accent ainsi, car, finalement, faire un petit tour en avion n'est pas plus polluant que d'aller en Range Rover à Turin pour le week-end. On ne voulait pas pénaliser bêtement cela, surtout que les petits vols privés internes sont soumis à la taxe sur les huiles minérales. Ils la paient déjà, donc il ne fallait pas les pénaliser deux fois, alors que les jets privés qui font des vols internationaux sont défiscalisés du point de vue du carburant.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous votons sur la proposition de non-entrée en matière de la minorité Egger Mike.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20504)

Für Eintreten ... 140 Stimmen

Dagegen ... 51 Stimmen

(4 Enthaltungen)

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous votons maintenant sur la proposition Imark de renvoyer le projet à la commission.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20505)

Für den Antrag Imark ... 54 Stimmen

Dagegen ... 141 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Bundesgesetz über die Verminderung von Treibhausgasemissionen
Loi fédérale sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Titre et préambule***Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté***Block 1 – Bloc 1**

Imark Christian (V, SO): In Artikel 1 geht es um den Zusatz des "menschlich verursachten" Anstiegs der durchschnittlichen Erdtemperatur.

Wie Sie wissen, gab und gibt es in der Geschichte des Planeten Erde immer wieder verschiedene Phasen verschiedener Erdtemperaturen, die unterschiedliche und auch hochkomplexe Ursachen und Abhängigkeiten haben und sich auch gegenseitig ergänzen. Die Kommission impliziert mit ihrer Formulierung, es gelte, den globalen Temperaturanstieg zu bekämpfen, dass dabei nicht abgegrenzt wird, inwiefern die unterschiedlichen Temperaturen menschengemacht sind oder nicht. Daraus resultiert ein Selbstverständnis für Gesetzgeber und Exekutive, die Temperaturen nach Belieben regulieren zu können und zu wollen. Daraus muss gefolgert werden, dass Temperaturen auch bei künftiger natürlicher Varianz durch den Menschen geregelt werden sollen. Sollte der Rat gleich wie die Kommission der Meinung sein, der Anteil menschengemachter und natürlicher Temperaturerhöhung könne gar nicht festgestellt werden, so ist folgerichtig auch der Ansatz der Mehrheit nicht haltbar, wonach der globale Temperaturanstieg auf unter 2 Grad Celsius zu beschränken sei. Beides können Sie also nicht haben: Es ist ein Entweder-oder.

Der gewählte Ansatz ist daher unwissenschaftlich und widersprüchlich. Artikel 1 des CO₂-Gesetzes gehört entsprechend korrigiert.

AB 2020 N 795 / BO 2020 N 795

Dann zu Artikel 8 Absatz 1: Da haben wir einen Antrag, der im Einklang mit dem Pariser Abkommen steht. Der Gebäudesektor hat sein sektorielles Zwischenziel 2015 übererfüllt und die grösste Treibhausgasreduktion seit 1990 erzielt. Das war möglich trotz eines massiven Bevölkerungszuwachses von 15 Prozent und eines Wohnflächenanstiegs von 26 Prozent in den vergangenen Jahren. Das ist also ein starker Effizienzgewinn. Der Verbrauch an Erdölbrennstoffen hat sich in dieser Zeit halbiert. Wir laufen also Gefahr, Dinge zu überregulieren, die sich bereits auf Kurs befinden. Diese Erfolge gehen entgegen der verbreiteten Meinung hier in diesem Saal nicht auf die heute geltende Umverteilungspolitik zurück – dies belegen wissenschaftliche Studien und Berichte, ich habe sie vorhin bereits zitiert –, sondern darauf, dass die Wirtschaft und die Menschen in unserem Land die Freiheit haben, hier zu investieren.

Das Zwischenziel gemäss Artikel 8 in der Fassung des bundesrätlichen Entwurfes soll für die Jahre 2026/27 gesetzt werden, also kurz vor dem Ende der Dekade 2021–2030. Ein Zwischenziel so kurz vor dem Endziel dieser Dekade zu setzen, ist im Prinzip sinnlos: Anhand des Absenkungspfades kann jährlich kontrolliert werden, inwieweit die einzelnen Sektoren sich auf Kurs befinden oder eben nicht.

Ein Absenkziel für den Gebäudebereich bis 2030 um 50 Prozent ist fair und realistisch. Ausserdem liegt die Gesetzgebung im Gebäudebereich in der Hoheit der Kantone. Diese schnürten bereits ein sehr enges Korsett an kantonalen Energievorschriften und können auch die regionalen Unterschiede in unserem Land berücksichtigen. Auch geht es natürlich darum, die Demokratie, die Rechte der Bürgerinnen und Bürger zu berücksichtigen. Seitens Bund braucht es keine übereifrigen Grenzwerte und Gebäudestandards. Die Kantone und der Markt regeln das bereits. Zudem werden mit den Artikeln 8 und 9 Eigentümer diskriminiert, welche keine Möglichkeit haben, grosse Sanierungsprojekte oder neue Heizungen zu finanzieren. Es trifft hier einmal mehr die Kleinen. Es ist zu respektieren und berücksichtigen, dass sich gewisse Leute, zum Beispiel Rentner, so hohe aufgezwungene Investitionen nicht leisten können. Hier darf der Staat den Bürger nicht noch mehr bevormunden.

Aus diesen Gründen bitte ich Sie, meine beiden Minderheitsanträge zu den Artikeln 1 und 8 zu unterstützen.

Egger Mike (V, SG): Die Schweiz hat das Übereinkommen von Paris am 6. Oktober 2017 ratifiziert und sich damit für ein Reduktionsziel bis 2030 um 50 Prozent gegenüber 1990 ausgesprochen. Bis 2050 hat die Schweiz zudem ein Gesamtreduktionsziel von minus 70 bis minus 85 Prozent in Aussicht gestellt. Diese Ziele sind ein Wunschtraum. Ich träume oft, habe auch schöne Träume, aber sie entsprechen nicht der Realität.

Seit 1990 ist die Bevölkerungszahl der Schweiz um zwei Millionen Personen angestiegen. Allein seit der Einführung der Personenfreizügigkeit sind 620 000 Personen in dieses Land zugewandert. Wenn Sie hier etwas



machen wollen, dann müssen Sie am 27. September Ja zur Begrenzungs-Initiative sagen. Ein solches Bevölkerungswachstum muss bei der Zielsetzung von Reduktionszielen unbedingt berücksichtigt werden, denn mehr Personen benötigen automatisch mehr Ressourcen.

Ich zweifle sehr stark daran, dass wir das vorgegebene Reduktionsziel erreichen können, ohne die Wirtschaft massiv zu beschneiden. Fakt ist nämlich, dass der von Menschen verursachte weltweite CO₂-Ausstoss rund 36 Milliarden Tonnen CO₂ beträgt. Die grössten CO₂-Produzenten sind China mit rund 10 Milliarden Tonnen, gefolgt von den USA mit 5 Milliarden Tonnen. Hingegen beträgt der CO₂-Ausstoss der Schweiz rund 40 bis 50 Millionen Tonnen. Das entspricht ungefähr 0,1 bis 0,2 Prozent des weltweiten Ausstosses.

Aus diesem Grund unterbreiten wir Ihnen heute einen Kompromissantrag: die Minderheit Egger Mike. Dieser Antrag fordert ein Reduktionsziel von 40 Prozent gegenüber 1990. Damit tragen Sie der demografischen Entwicklung in diesem Land Rechnung.

Mit dem Minderheitsantrag Egger Mike zu Artikel 3 Absatz 2 möchten wir darauf hinweisen, dass im Pariser Abkommen internationale Marktmechanismen klar festgeschrieben sind. Die Reduktion von CO₂ muss global angegangen werden. Aus diesem Grund sollten nach unserer Meinung die internationale Kooperation und der damit verbundene Export von Produkt- und Technologie-Know-how gestärkt werden. Gelingt es uns beispielsweise, das polnische Kohlekraftwerk – ich hoffe, ich spreche das richtig aus – Belchatow durch ein nachhaltiges Wasserkraftwerk zu ersetzen, dann könnten 37 Millionen Tonnen CO₂ pro Jahr eingespart werden. Nochmals zum Vergleich: Die Schweiz stösst ein Jahresvolumen von 40 bis 50 Millionen Tonnen CO₂ aus. Erfreulich ist, dass die Schweiz hier bereits aktiv ist. Dank der freien Marktwirtschaft machen wir heute schon Entwicklungshilfe im Bereich der Wasserkraft.

Noch ein interessanter Vergleich zur EU: Sie hat geniale Marketingleute engagiert, die ankündigten, man würde 1000 Milliarden Euro für den Klima- und Umweltschutz bereitstellen. Mich nimmt es nur wunder, wo die EU dieses Geld nach dieser Krise auftreiben wird. Diese 1000 Milliarden wird die EU benötigen, um zur Schweiz aufzuschliessen. Gemäss Bericht hat die EU noch heute 250 Kohlekraftwerke in Betrieb, die unsere Atemluft massiv verschmutzen. Im Jahr 2017 pumpten die Kohlekraftwerke in der EU 659 Millionen Tonnen CO₂ in die Atmosphäre. Diese Menge entspricht 66 Prozent der gesamten CO₂-Emissionen des Energiesektors oder, anders gesagt, vierzehnmal dem CO₂-Ausstoss der Schweiz. Die erneuerbaren Energiequellen decken in der EU gerade einmal 30 Prozent ab, die Wasserkraft mit eingerechnet. Der Vergleich mit der Schweiz zeigt, dass wir rund 62 Prozent nachhaltige Energie produzieren.

Um die hochgesteckten Reduktionsziele zu erreichen, benötigt es Flexibilität; eine Regulierung des Inlandanteils macht wenig Sinn, da es keine Rolle spielt, wo die Emissionen reduziert werden. Wichtig ist, dass Emissionen reduziert werden. Global gesehen ist der Franken dort am besten investiert, wo er die höchste Wirkung erzielt.

Aus diesem Grund beantrage ich Ihnen, meine Minderheitsanträge zu Artikel 3 Absätze 2 und 2bis zu unterstützen.

Girod Bastien (G, ZH): Letzten Herbst im September hatten wir hier in Bern 60 000 bis 100 000 Menschen, besonders junge Menschen, die auf der Strasse waren. Es war eine der grössten Demos in der Schweizer Geschichte. Alle haben zusammen gefordert: "Ufe mit em Klimaziel, abe mit em CO₂!" Um genau diese Forderung, um dieses Anliegen geht es hier in diesem Block. Wir hatten Wahlen, an welchen wir viele Versprechungen gehört haben – von der FDP, der CVP –, neue Versprechungen, teilweise erfreuliche Versprechungen. Wir hatten auch Wahlen mit einer klaren Verschiebung als Resultat.

Deshalb ist es das Mindeste, dass wir nun hier und heute nicht noch einmal das gleiche Klimaziel beschliessen, wie es schon das alte Parlament getan hat, sondern dass wir hier und heute diese Forderungen ernst nehmen, die Klimaambition, das Klimaziel erhöhen und so das CO₂ stärker reduzieren. Die Schweiz ist als Alpenland besonders von der Klimaerwärmung betroffen. Gleichzeitig sind wir als Innovationsstandort mit unseren Hochschulen besonders geeignet aufzuzeigen, wie man klimafreundlich wirtschaften kann. Es kommt noch dazu, dass die wissenschaftlichen Erkenntnisse in der letzten Zeit – nehmen wir den Bericht 2018, nachdem der Bundesrat dieses Gesetz schon in das Parlament geschickt hatte – klar aufgezeigt haben, dass die Dringlichkeit bis jetzt unterschätzt wurde. Der Bericht hat aufgezeigt, dass wir bereits eine globale Erwärmung von über 1,5 Grad verhindern sollten, nicht erst eine von 2 Grad, dass wir also die Emissionen auf null reduzieren sollten, dass wir also das Ziel von netto null 2050 erreichen sollten. In diesem Kontext müssen wir mehr tun.

Wenn wir dieses Klimaziel nicht erreichen – es ist wichtig, dass auch die SVP das sieht –, dann sieht die Schweiz nicht mehr so aus, wie sie heute aussieht. Dann verlieren wir praktisch alle unsere Gletscher! Das ist jetzt für die Menschen noch etwas, was man sieht. Aber die grossen Folgen sind natürlich, was den Menschen



mit Überschwemmungen, mit Hitze in den Städten passiert. Man könnte meinen, es

AB 2020 N 796 / BO 2020 N 796

habe keinen grossen Einfluss, wenn wir dieses Ziel nicht erreichen, wenn wir eine globale Erwärmung von 2 Grad, nicht von 1,5 Grad, im Schnitt haben, dieses Netto-null-Ziel also nicht 2050, sondern erst 25 Jahre später erreichen. Es hat aber einen grossen Einfluss.

Der Anteil der Bevölkerung, die unter extremer Hitze leiden würde, würde sich verdoppeln. Damit würde sich auch die Zahl von Flüchtlingen aufgrund von Hitze verdoppeln. Wir haben hier also nicht einen linearen Effekt. Diese Zahlen verdoppeln sich, wenn wir diese Ziele nicht erreichen. Deshalb sollten wir hier ehrgeizig sein, wie das auch andere Länder sind, wie das auch Schottland, England, Schweden, Deutschland sind. Die EU hat auch ehrgeizigere Ziele. Die EU will auch im Inland das Ziel einer Senkung auf 40 Prozent Treibhausgasemissionen, wie das meine Minderheit hier fordert. Nicht zuletzt gibt es auch viele Unternehmen, auch in den USA, mit ehrgeizigen Zielen. Wenn Sie sich das Klimaziel von Microsoft anschauen, so wollen dort die Verantwortlichen bis 2030 netto null Emissionen erreichen, und zwar nicht nur bei den direkten Emissionen, sondern sie wollen auch bei all den grauen Emissionen, die in unserer Debatte noch gar nicht berücksichtigt sind, auf null gehen. Bis 2050 wollen sie zudem alle ihre historischen Emissionen wieder aus der Atmosphäre aufnehmen und in Senken lagern, damit ihr Nettoeffekt auf das Klima null ist. Das zeigt, was vorbildliche Unternehmen machen.

Diese Unternehmen sagen: Die Politik muss auch handeln. Wieso machen diese Unternehmen das? Diese Unternehmen machen das natürlich auch aus einer gewissen Reputationsüberlegung heraus. Die gleiche Überlegung spielt für die Schweiz eine Rolle. Auch die Schweiz hat eine Marke. Wenn wir als Schweiz beim Klimaschutz vorangehen, wenn wir aufzeigen, dass es möglich ist, klimafreundlich zu wirtschaften, stärkt das die Marke Schweiz. Damit profitieren alle exportierenden Unternehmen. Das verstärkt das Image einer zukunftsorientierten Schweiz, einer sauberen Schweiz, einer verantwortungsvollen Schweiz. Deshalb ist es so wichtig, hier die Ambition beim Klimaziel zu erhöhen.

Mein Minderheitsantrag verlangt jetzt die Reduktion der Treibhausgasemissionen um insgesamt 60 Prozent bis 2030. Damit liegen wir immer noch hinter den Empfehlungen der Wissenschaft. Wir müssten eigentlich mehr machen. Zu Recht fordern auch die Klimajugendlichen mehr. Man muss mehr machen. Aber hier ist auch wichtig zu sehen, dass dieses Gesetz vor vier Jahren vom Bundesrat erstmals entworfen wurde und wir jetzt nicht alles in dieses Gesetz nehmen müssen. Wir werden auch nach Verabschiedung dieses Gesetzes noch weitere Klimaschutzmassnahmen beschliessen müssen, sowohl in Revisionen dieses Gesetzes als auch in anderen Gesetzen, bezüglich Landwirtschaft, bezüglich Finanzwirtschaft. Auch dort muss der Klimaschutz einfließen. Wir müssen nicht alles in diesem Gesetz machen. Hier ist jetzt einmal wichtig, dass wir diesen wichtigen Schritt, der immerhin mehr als eine Verdoppelung des Klimaschutzes der Schweiz bedeutet, jetzt abschliessen, unter Dach und Fach bringen. Dann können wir weitere Schritte in Angriff nehmen, bei denen es dann auch eine Vernehmlassung braucht, bei denen es dann wieder diese ganzen Debatten braucht, für die wir uns eine gewisse Zeit nehmen müssen, um wirklich mehrheitsfähige, gute, intelligente Lösungen zu finden, wie das hier in dieser Vorlage auch gelungen ist. Es ist eine Vorlage, die sowohl wirtschaftsfreundlich als auch sozial ist. Aber bezüglich des Ziels kann man noch mehr machen.

Sie müssen auch sehen, dass all diese zusätzlichen Massnahmen, die jetzt vom Ständerat aufgenommen wurden – wie die Flugticketabgabe, wie die Verlängerung des Gebäudeprogramms –, auch mehr Emissionsreduktionen im Inland erlauben. Von dem her ist es möglich, mit den jetzigen Massnahmen vielleicht doch noch die eine oder andere Verbesserung, wie wir sie mit den Minderheiten beantragen, zu erzielen. Es ist möglich, das zu erreichen, was diese Minderheit hier verlangt: 40 Prozent Reduktion der Emissionen im Inland bis 2030 und insgesamt 60 Prozent Reduktion. Das wäre auch ein starkes Signal der Schweiz an die internationale Gemeinschaft und würde zeigen: Man muss mehr machen, man kann mehr machen, und die Schweiz geht hier als Vorbild voran.

Präsident (Aebi Andreas, erster Vizepräsident): Herr Bäumle wird seinen eigenen Minderheitsantrag sowie den Antrag der Minderheit Vogler begründen.

Bäumle Martin (GL, ZH): Ich darf Ihnen hier einen Minderheitsantrag vorstellen, den unser Kollege Vogler für etwas ehrgeizigere CO₂-Ziele eingereicht hat. Warum steht auf dem Antrag der Name Vogler? Das ist so, weil dieser Artikel von der Kommission noch in ihrer alten Zusammensetzung beraten wurde. Ich hoffe natürlich, dass diese Minderheit dank der neuen Zusammensetzung des Rates zu einer Mehrheit wird.

Wir sind uns mit dem Bundesrat einig, dass wir bis 2030 minus 50 Prozent CO₂-Emissionen haben wollen.



Die Frage ist jetzt die folgende: Wie viel wollen wir im Inland und wie viel im Ausland machen? Der Bundesrat schlägt hier vor, dass wir im Minimum 60 Prozent im Inland machen sollen. Die Minderheit Vogler, die ich vertreten darf, beantragt Ihnen, 75 Prozent im Inland zu machen, den Schwerpunkt also ganz klar auf die Massnahmen im Inland zu setzen.

Ich kann Ihnen das aus zwei Gründen wärmstens empfehlen: Der erste Grund ist wissenschaftlicher Natur. Wir wissen, dass wir spätestens 2050 netto null CO₂ emittieren sollten, und zwar nicht nur in der Schweiz, sondern global. Das heisst, alle Länder müssen diese Schritte machen, auch Länder, die mit der CO₂-Bilanz noch wesentlich schlechter dran sind. In diesem Sinn sind sämtliche Auslandmassnahmen langfristig nicht unbedingt wirksam, weil wir auch im Inland auf null herunterkommen müssen. Nur schon aus diesen Gründen sollten wir, rein wissenschaftlich betrachtet, weil wir global dran sind und jedes Land handeln muss, so viel wie möglich im Inland machen. Trotzdem macht es Sinn, gerade in der Anfangsphase auch "low-hanging fruits" und wichtige Punkte im Ausland umzusetzen, gerade auch, weil die Schweiz indirekt sehr viele Emissionen im Ausland generiert. Also müssten wir insgesamt eigentlich noch viel mehr reduzieren.

Es gibt aber einen zweiten Grund, und hier geht es um die Wirtschaft, um die Innovation. Die Schweiz hat nicht viele Rohstoffe, aber sie ist ein innovatives Land, das immer wieder Entwicklungen angestossen hat. Gerade der Klimawandel – aber eigentlich gilt dies unabhängig davon – ist eine enorme Chance für unsere Wirtschaft und unsere Innovationskraft, um neue Produkte zu entwickeln, umzusetzen, zu bauen. Denken Sie an den Gebäudesektor, dort schaffen wir Arbeitsplätze für unsere KMU, für unsere Handwerker, um diesen massiven Umbau im Gebäudepark zu bewerkstelligen. Oder denken Sie an die erneuerbaren Energien, auch dort ist das Investitionsvolumen zu einem grossen Teil Investitionsvolumen, das in der Schweiz bleibt und uns in der Schweiz hilft.

Das heisst, es sind eben vor allem Chancen und nicht Risiken, die sich hier aus dem Klimawandel heraus bieten. Wir sollten die Chancen packen und diese auch nutzen. Gerade in der aktuellen Lage, in der alle davon sprechen, dass wir konjunkturell gewisse Probleme auf uns zukommen sehen, ist die Klimapolitik eine weitere Chance, hier eine sinnvolle Weiterentwicklung, Arbeitsplätze und Innovation zu schaffen.

Ich bitte Sie, bei Artikel 3 Absatz 2 der Minderheit Vogler zu folgen und etwas ehrgeizigere Ziele ins Gesetz zu schreiben. Es geht viel weniger weit als das, was wir aus wissenschaftlicher Sicht tun müssten. Doch wir müssen hier pragmatisch bleiben und das Machbare machen.

Ich vertrete auch noch eine zweite Minderheit, nämlich bei Artikel 3 Absatz 5. Dort bitte ich Sie, der Minderheit Bäumle und dem Ständerat zu folgen. Der Ständerat hat hier eine indirekte Abschwächung der Inlandmassnahmen verhindern wollen. Es sollen wirklich nur internationale Bescheinigungen beansprucht werden können, die eben auch einen Auslandteil drin haben. Wenn wir aber beginnen, Zertifikate, die eigentlich ausländisch sind, dem Inland anrechnen können zu lassen, wie das der Bundesrat beantragt, ist hier faktisch eine Abschwächung des Inlandziels möglich. Mit der Präzisierung

AB 2020 N 797 / BO 2020 N 797

des Ständerates wird dies geklärt; was wir im Inland erzielen, soll im Inland sein, und wenn wir im Ausland etwas machen, soll es dem Auslandteil angerechnet werden – eigentlich absolut folgerichtig. Ich bitte Sie, der Minderheit Bäumle und dem Ständerat zu folgen.

Ich erlaube mir jetzt noch zwei, drei Bemerkungen zu den anderen Artikeln. Zu Artikel 1: Das ist ein ganz wichtiger Artikel. Dort definieren wir nämlich eigentlich die Netto-null-Zielsetzung für 2050, indem wir das Zwei-Grad-Ziel, das schon bisher in unserer Gesetzgebung drin war und ein wichtiger Weichensteller war, neu auf die Zielgrösse von 1,5 Grad ansetzen – mit "Anstrengungen". Wir brauchen diesen Schritt, weil die Wissenschaft heute weiss, dass es mehr braucht.

Ich möchte auch zu Artikel 9 noch kurz etwas ausführen. Dort führen wir, wie Sie wissen, Grenzwerte ein. Es wird immer behauptet, es sei ein Verbot von Ölheizungen. Das ist komplett falsch! Wenn Sie den Artikel richtig lesen, heisst es dort, dass auch erneuerbare Brennstoffe oder Gase bis 50 Prozent angerechnet werden können. Wenn man mehr will, muss man auch etwas ins Gebäude investieren. Das heisst, theoretisch muss niemand seine Ölheizung oder Gasheizung herausreissen, man müsste allenfalls erneuerbare synthetische Treibstoffe verwenden oder eben auf Biogas oder erneuerbares Gas setzen; das hat seinen Preis, das ist richtig. Doch die Aussage, man verbiete eine Technologie, ist falsch. Wir sind absolut offen. Power-to-X wird eine der Zukunftstechnologien sein, und die kann hier ebenfalls eingesetzt werden, um diese Ziele zu erreichen. Es ist also alles andere als ein Verbot.

In diesem Sinn zum Schluss noch ein paar Worte zu Artikel 59: Hier sind wir den Kantonen markant entgegengekommen. Kantone, die bereits jetzt eine Legiferierung im Bereich Gebäude gemacht haben, erhalten etwas länger Zeit, dieses Gesetz umzusetzen. Mit diesem Zusatz bitte ich Sie auch, dem Antrag der Mehrheit der



Kommission zuzustimmen, konnten wir doch die Kantone ins Boot holen, die gegenüber diesen Grenzwerten anfangs auch skeptisch eingestellt waren.

Insgesamt bitte ich Sie, in diesem Block mehrheitlich der Mehrheit zu folgen – mit den Ausnahmen, die ich erwähnt habe.

Jans Beat (S, BS): Ich spreche für die Minderheit bei Artikel 5 Absatz 1ter. Da geht es um die Frage, für welche Emissionsminderung Bescheinigungen ausgestellt werden können.

Die Benzinimporteure müssen bis zu 90 Prozent des CO₂, das sie importieren, kompensieren. Das heisst, sie müssen Bescheinigungen für Projekte kaufen, die nachweislich CO₂ einsparen. Dazu sollen auch sogenannte Senken angerechnet werden, also Bereiche, in denen die Treibhausgase der Atmosphäre entzogen und gespeichert werden.

Der Ständerat hat beschlossen, dass Wald und Holzprodukte angerechnet werden können. Je mehr der Wald oder die Menge an verbaulichem Holz zunimmt, desto mehr Öl oder Gas kann die Schweiz verbrennen und trotzdem klimaneutral werden. Die Mehrheit Ihrer UREK will nun, dass nicht nur Kohlenstoff angerechnet werden kann, der sich im Wald oder im Bauholz anreichert, sondern auch solcher, der sich im Boden anreichert. Meine Minderheit will das nicht. Es besteht zwar kein Zweifel – oder sagen wir: noch nicht –, dass Boden Kohlenstoff binden kann und dass das aus ökologischer Sicht sehr sinnvoll ist. So weiss man, dass biologisch bewirtschaftete Böden Kohlenstoff aufbauen, und man weiss auch, dass Moorböden sehr viele Treibhausgase emittieren, wenn ihr Wasserhaushalt gestört ist. Wenn man den Wasserhaushalt also von Hoch- oder Flachmooren korrigiert, leistet man definitiv einen wertvollen Beitrag zum Schutz des Klimas.

Der Grund, warum wir die Idee trotzdem bekämpfen, ist, dass wir Zweifel daran haben, dass sich das sauber umsetzen lässt. Bei Holz und Wald kann man den Zuwachs des Kohlenstoffs messen. Aber wie machen Sie das im Boden? Es gibt zum Beispiel sehr interessante Projekte mit Pflanzenkohle, welche die Bauern oder Gärtnerinnen in den Boden einarbeiten, um CO₂ zu speichern. Auch das ist sicher sinnvoll. Aber wie viel von diesem gebundenen Kohlenstoff bleibt im Boden und wie lange?

Die Verwaltung hat sich noch aus einem anderen Grund gegen diesen Mehrheitsantrag gewehrt, und das hat uns bewogen, die Verwaltung mit einem Minderheitsantrag zu unterstützen. Sie ist nämlich gerade daran, ein Postulat zur Machbarkeit dieses Anliegens zu beantworten, und würde das Resultat lieber abwarten, bevor wir legislieren und hier Fakten schaffen. Wir haben den Minderheitsantrag also ganz einfach deshalb eingereicht, weil niemand weiss, auch die Mehrheit nicht, wie das, was sie verlangt, umgesetzt werden könnte. Im schlimmsten Fall öffnet man hier ein Tor für Missbrauch.

Nun sind aber wieder einige Monate vergangen. Wir hoffen, dass der Bericht des Bundesrates zum Postulat bald kommt, sodass sich der Ständerat dieser Frage annehmen kann. Deshalb ziehe ich meinen Minderheitsantrag jetzt zurück. Ich bitte aber den Ständerat, wirklich einen kritischen Blick auf das Anliegen zu werfen und genau zu prüfen, wie Bodensenken überhaupt glaubwürdig bilanziert werden können.

Eine andere Möglichkeit, um diese Sache, die wir wirklich sinnvoll finden, zu fördern, geht über das Landwirtschaftsgesetz mit Direktzahlungsmöglichkeiten. Das werden wir ganz sicher unterstützen, das haben wir auch in der Vernehmlassung gefordert. Es zu bilanzieren, würde allerdings noch eine zusätzliche Stufe verlangen. Das könnte sehr schwierig werden.

Daher die Bitte an den Ständerat: Schauen Sie sich das genau an!

Präsident (Aebi Andreas, erster Vizepräsident): Der Antrag der Minderheit Jans ist zurückgezogen worden.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Ich komme zu meinen zwei Minderheitsanträgen, zum einen zu Artikel 6, zum andern zu Artikel 9.

Artikel 6 dreht sich um die Frage der internationalen Bescheinigungen. Hier wird es sich entscheiden, ob wir es beim CO₂-Gesetz ernst damit meinen, dass wir einen Teil unserer Anstrengungen im Ausland dann wirklich auch anrechnen lassen können oder nicht. Die Originalversion, wie sie in der Mehrheitsfassung vorliegt, öffnet leider auch wieder eine Türe, um bei den Auslandsabrechnungen und -anrechnungen der CO₂-Emissionen einen Swiss Finish einzuführen. Dabei ist es klar, dass es die grosse Aufgabe der internationalen Staatengemeinschaft ist zu entscheiden, wie die CO₂-Emissionsverminderungen zwischen den Ländern entsprechend ab- und angerechnet werden können.

Interessanterweise wird diese Frage in Artikel 6 des CO₂-Gesetzes, aber auch in Artikel 6 der Vereinbarung von Paris, des Pariser Klimaabkommens, geregelt. Dort gibt es bei dieser Frage eine Einigung. Anders gesagt: Wir sind dort bei den 99,9 Prozent CO₂-Emissionen, die nicht von der Schweiz aus emittiert werden, sondern aus dem Ausland kommen. Deshalb wäre es wichtig, dass diese Anrechnungsmöglichkeiten, Frau Bundespräsidentin, ausgehandelt werden, und zwar in ausreichendem Masse. Bisher habe ich es sehr vermisst, dass



das BAFU und der Bundesrat diese Bescheinigungen im Ausland auch tatsächlich erwirken wollen; letztendlich braucht es eben internationale Vereinbarungen.

Ein Land, das jeden zweiten Franken im Ausland investiert, hat eine grosse Hebelwirkung, um die 99,9 Prozent der anderen Emissionen, die nicht von der Schweiz aus emittiert werden, direkt zu beeinflussen, und dies erst noch ohne Umverteilung. Aber dazu müssen die Investitionen abgesichert werden können, damit man eine Anrechenbarkeit im Ausland hat. Ich nenne Ihnen ein einfaches Beispiel: Das Kohlekraftwerk Niederaussem in Nordrhein-Westfalen stösst jedes Jahr 27 Millionen Tonnen CO₂ aus. Das ist mehr als die Hälfte des gesamten Ausstosses der Schweiz. Es wäre ja vielleicht mal einen Gedanken wert, sich auch über unsere eigene Energieinfrastruktur klarzuwerden. Wenn wir einen Beitrag zur Stilllegung dieses Kraftwerks leisten, entsprechend in eigene erneuerbare Energien oder Wasserkraft investieren und uns das auch noch anrechnen lassen könnten, wären wir einen Schritt weiter. Ich hoffe, dass Sie, Frau Bundespräsidentin, auch in dieser Hinsicht handeln. Kommen wir im Abschnitt zu den Gebäuden zu Artikel 9. Ich habe es in einer Frage, die ich am Anfang gestellt habe, klar

AB 2020 N 798 / BO 2020 N 798

gesagt: Als Freisinniger werde ich hier nur Massnahmen unterstützen, die ökologisch, ökonomisch und sozial verträglich sind. Hier sind wir genau in so einem Zielkonflikt drin. Es ist interessant, dass im Gebäudesektor die Wohnfläche seit 1990 um 40 Prozent zugenommen, der Brennstoffkonsum im gleichen Zeitraum aber um 25 Prozent abgenommen hat. Wir haben also ausgerechnet, dass wir im Gebäudebereich eigentlich hervorragend auf Zielkurs sind. Aber nichtsdestotrotz will die Mehrheit in Bezug auf die Altbauten mit diesen 20 Kilogramm CO₂ pro Quadratmeter und diesem Absenkpfad alle fünf Jahre einen nationalen Gebäudestandard festlegen. Das ist sehr ambitioniert und wird extrem viele Kosten verursachen. Glauben Sie ja nicht, dass Sie das dann über die Nebenkosten plötzlich alles einsparen können. Die Mieterinnen und Mieter werden massiv zur Kasse gebeten werden.

Bei den Gebäuden hat man eine Zielerreichung, die gut ist. Auf der einen Seite will man aber noch die Brennstoffabgabe verdoppeln, obwohl wir auf Zielkurs sind oder sogar darüberliegen, und auf der anderen Seite definiert man dann auch noch gleich einen nationalen Gebäudestandard. Ehrlich gesagt, ich kann die Kantone hier längst nicht mehr ernst nehmen. Die Kantone haben am Anfang der Debatte über das CO₂-Gesetz, als wir einen nationalen Gebäudestandard einrichten wollten, beinahe ein Referendum angedroht und von verfassungsmässigen Problemen gesprochen – und plötzlich sind alle dafür. Ich weiss natürlich schon, warum: weil man sie dann über den Klimafonds wieder einmal an den Honigtopf hängt. So kann man die Kantone gewinnen, das war auch schon bei der Energiestrategie so. Sobald sie Geld erhalten, ist die Kantonshoheit entsprechend weit weg.

Ich bin hier also wirklich erstaunt, dass man, obwohl man auf Zielkurs ist, auf der einen Seite im Gebäudesektor die CO₂-Abgabe auf Brennstoffen erhöhen will, was die Exportindustrie dann wirklich massiv schwächt, und auf der anderen Seite gleich noch einen nationalen Gebäudestandard einführen will. Das sind eben typischerweise Massnahmen, die weder ökologisch, ökonomisch noch in Bezug auf die soziale Verträglichkeit Sinn machen.

Ich hoffe, dass in Artikel 9 wenigstens eine subsidiäre Aufgabe vorgesehen werden kann: dass der Bund erst dann einen nationalen Standard setzt, wenn die Kantone und auch die privaten und öffentlichen Investoren die Gebäudestandards nicht erreichen. Aber hier im CO₂-Gesetz ist es natürlich so: Man will den Forderungen aller Leute, die auf der Strasse irgendein Pappschild in die Höhe halten, entsprechen und populistisch sagen, ja, man habe als Bund einen nationalen Gebäudestandard erlassen, obwohl man weiss, dass es sehr ambitioniert und in dem Sinn weder nachhaltig noch sinnvoll ist. Ich bin hier wirklich auch vom Verhalten der Kantone enttäuscht, die sonst immer auf die Kantonshoheit pochen. Aber, wie gesagt, es ist halt einfach für die Politik: Man kann sie dann mit etwas Geld abspeisen, damit sie ruhiggestellt sind. Das war schon bei der Energiestrategie so. Leider setzt sich dieses Trauerspiel hier fort.

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): Ich begründe den Antrag der Minderheit Jauslin in Block 1. Bevor ich weiterfahre, möchte ich aber noch gemäss Parlamentsgesetz, Artikel 11, meine Interessenbindungen bekannt geben, und zwar für die ganze Beratung, damit ich sie später – denn ich habe auch noch in anderen Blöcken Minderheitsanträge – nicht mehr aufführen muss. Zuhanden des Amtlichen Bulletins: Ich bin Vorstandsmitglied des Verbands Swiss E-Mobility, Vorstandsmitglied bei Geothermie Schweiz, Präsident der Fachvereinigung Wärmepumpen Schweiz und Präsident des Zentralvorstandes des Aero-Clubs der Schweiz – das ist der Dachverband der Sport- und Leichtaviatik.

Mein Minderheitsantrag betrifft Artikel 7a. Ich beantrage Ihnen hier, der bundesrätlichen Version zu folgen und



Artikel 7a wieder zu streichen. Im Entwurf des Bundesrates war dieser Artikel 7a nicht enthalten, und auch der Ständerat nahm nicht Bezug auf die Umweltverträglichkeitsprüfungen im Umweltschutzgesetz. Dieser Artikel ist aus Sicht der Minderheit überflüssig. Bereits der Zweck des CO₂-Gesetzes besagt, dass die Treibhausgasemissionen zu vermindern sind. Wer neue Anlagen mit hohen Treibhausgasemissionen baut oder Anlagen erheblich ändert, muss so oder so gemäss Grundsatz des CO₂-Gesetzes entsprechende Massnahmen treffen, die dem Stand der Technik entsprechen.

Dass hier in diesem Gesetz dem Bundesrat eine zusätzliche Kompetenz zugesprochen werden soll, damit er noch weitere Grenzwerte für Treibhausgasemissionen bestimmen kann, erachtet die Minderheit als falsch und verwirlich. Auch der Bundesrat selber wollte dies in der bundesrätlichen Version nicht.

Es ist zu beachten, dass der neue Artikel 7a gemäss Mehrheit der UREK-N entgegen der ständerätlichen Version auf Anlagen gemäss Umweltschutzgesetz, Artikel 7 Absatz 7, verweist. Bei diesen Anlagen handelt es sich insbesondere um Bauten, Verkehrswege und andere ortsfeste Einrichtungen sowie Terrainveränderungen. Ebenfalls unter diese Bezeichnung fallen Geräte, Maschinen, Fahrzeuge, Schiffe und Luftfahrzeuge.

Gemäss geltendem Umweltschutzgesetz ist es schon heute gegeben, dass für solche Anlagen je nach Umfang Umweltverträglichkeitsprüfungen obligatorisch sind. Bevor eine Behörde über die Planung, Errichtung oder Änderung von Anlagen entscheidet, prüft sie möglichst frühzeitig die Umweltverträglichkeit. Solchen Umweltverträglichkeitsprüfungen unterstehen Anlagen, welche Umweltbereiche erheblich belasten können. Die Kompetenz für die Umsetzung liegt bei den Kantonen. Auch die Verantwortung liegt bei den Kantonen. Im Umweltschutzgesetz wird ebenfalls geregelt, inwieweit der Bundesrat Schwellenwerte festlegen und bei Anlagen eine Umweltverträglichkeitsprüfung verlangen kann. Er wird ebenfalls verpflichtet, diese Schwellenwerte periodisch zu überprüfen. Daher ist aus Sicht der Minderheit eine weitere Anpassung nicht nötig. Diese Umweltverträglichkeitsprüfungen im heutigen Sinn haben sich bewährt, und eine weitere Verschärfung im CO₂-Gesetz braucht es aus unserer Sicht nicht.

Ich bitte Sie hier, im Sinne einer verlässlichen Gesetzgebung der Minderheit Jauslin zu folgen und diesen Artikel 7a wieder zu streichen.

Rüegger Monika (V, OW): In Block 1, Artikel 1 bis 9, wird umschrieben, wie hoch der Treibhausgasausstoss in der Schweiz im Jahr 2030 gegenüber 1990 sein darf, wie und wann das zu erreichen ist, wie kontrolliert und wie sanktioniert, also bestraft, wird.

Es liegt auf der Hand, dass die globale wirtschaftliche und industrielle Entwicklung, im Speziellen in den Schwellenländern, aber auch das enorme und unkontrollierte weltweite Bevölkerungswachstum zum weltweit ansteigenden CO₂-Ausstoss geführt hat. Unser Land produziert verschwindend kleine Mengen an CO₂. Sie machen gerade mal 0,1 Prozent des weltweiten Ausstosses aus und liegen damit unter dem europäischen Durchschnitt. Innerhalb von zwanzig Jahren ist der CO₂-Ausstoss in der Schweiz sogar um über 26 Prozent zurückgegangen. Im gleichen Zeitraum hat die Bevölkerungszahl um 20 Prozent zugenommen. Hätten wir die gleiche Bevölkerungszahl wie dazumal, wäre der CO₂-Ausstoss sogar um sage und schreibe 60 Prozent zurückgegangen.

Fakt ist: Dem Bericht des Bundesrates "Umwelt Schweiz 2018" ist zu entnehmen, dass wir in der Schweiz durch unseren Konsum von Produkten in den Bereichen Essen, Wohnen, Mobilität und Gesundheit gerade einmal für ein Viertel unserer Umweltbelastung verantwortlich sind. Das heisst, drei Viertel werden im Ausland verursacht, durch die dortige Produktion, den Transport sowie veraltete und umweltschädliche Industriemaschinen. Unser Anteil von einem Viertel ging die letzten zwanzig Jahre um 40 Prozent zurück – gerade weil wir zur Umwelt Sorge tragen. Wir haben das geschafft, gerade weil wir stark sind in der Forschung, in der Entwicklung, bei neuen Technologien, weil unsere Schweizer Firmen nur erfolgreich sein konnten, indem sie innovativ und wettbewerbsfähig waren, indem sie substanzielle Anteile ihrer Gewinne in die Forschung und Entwicklung reinvestierten und in die ganze Welt hinaustrugen, auch im Energiebereich, etwa beim Bau von Wasserkraftwerken. Das und nur das ist das Erfolgsrezept der Schweiz. Unser Land ist keineswegs

AB 2020 N 799 / BO 2020 N 799

die Dreckschleuder, als die es uns von Links-Grün und Grün immer hingestellt wird.

Klimafreundlicher Fortschritt funktioniert nur in einer freien Marktwirtschaft, wo Wettbewerb spielt, wo Angebot und Nachfrage spielen. Mit diesem CO₂-Gesetz wollen Sie hin zur kontrollierten und wirtschaftsschädlichen Planwirtschaft; die Einwohner unseres Landes sollen umerzogen, gelenkt und staatlich gesteuert werden. Wer nicht spurt, der wird bestraft und gebüsst, wie man es von China oder den ehemaligen Ländern des Ostblocks kennt. Die Geschichte hat gezeigt: Staatlich-sozialistische Lenkung hat noch nie funktioniert und bringt sicher keinen besseren Umweltschutz.



Wer sind denn die Leute, die das bezahlen? Sagen Sie das den Leuten einmal! Das sind die ganz normalen Arbeiter mit Monatslöhnen zwischen 4500 und 7000 Franken und ihre Familien. Es trifft die Pensionäre mit den einfachen Renten, den Mittelstand, die Tausende von KMU – alles Leute, die vorwiegend in ländlichen Gegenden wohnen. Es trifft den Arbeiter, der morgens um 6 Uhr mit dem Auto zur Arbeit fährt, der den subventionierten öffentlichen Verkehr nicht vor der Haustüre hat, der sich kein Elektroauto leisten kann, der kein top isoliertes Minergie-Haus mit Solarpanels und Erdsonde hat – weil er sich das schlichtweg nicht leisten kann. Diese Leute bezahlen diese Milliarden, die Sie ihnen zur Tasche herausnehmen.

In Artikel 9 sollen die Rechte eingeräumt werden, mit denen die Bevölkerung und das Gewerbe gezwungen werden, ihre Öl- und Gasheizungen herauszureissen, wenn sie den Zielvorgaben nicht entsprechen. Ein Rentner wird also gezwungen, in seinem Häuschen seine Öl- oder Gasheizung herauszureissen, obwohl sie noch tiptopp funktioniert; und Ersatz wird ihm keiner bezahlt.

Die Minderheit Wasserfallen Christian will wenigstens, dass das Parlament hier mitreden kann. Diese ist zu unterstützen.

Masshardt Nadine (S, BE): In Block 1 geht es um den Zweck und um die Ziele der Totalrevision. Dieser Block wurde grossmehrheitlich noch in der alten Kommissionszusammensetzung beraten. In der neuen Zusammensetzung wäre vielleicht der eine oder andere Punkt etwas ambitionierter ausgefallen. Denn die Vorlage ist aus Sicht der SP-Fraktion doch sehr moderat, wenn wir uns vor Augen führen, vor welchen riesigen Herausforderungen wir mit der Klimaerwärmung stehen. Kurz: Dieses Gesetz reicht nicht, es ist aber immerhin ein Anfang.

So ist es für mich als neues UREK-Mitglied ehrlich gesagt erstaunlich, dass wir überhaupt darüber diskutieren, ob wir mit dieser Totalrevision die Verpflichtungen aus dem Pariser Abkommen erfüllen wollen. Denn mit den Minderheiten Egger Mike zu Artikel 3 würden wir das Ziel verfehlen. Die Schweiz würde damit ihre international gemachte Zusicherung nicht einhalten. Das stünde auch in Widerspruch zur Ratifikation des Abkommens von Paris durch das Parlament. Deshalb lehnen wir die Minderheiten Egger Mike entschieden ab.

Es ist unsere Verantwortung als Gesetzgeber, dass wir die eingegangenen Verpflichtungen aus dem Klimaabkommen erfüllen. Das liegt vor allem auch in unserem ureigenen Interesse. Das sind wir nicht nur den künftigen Generationen schuldig, vielmehr profitiert auch unsere einheimische Wirtschaft davon. Mit diesem Gesetz lösen wir nämlich wichtige Klimaschutzinvestitionen aus. Damit stärken wir das lokale Gewerbe, schaffen und sichern dezentral Arbeitsplätze, statt wie bisher Jahr für Jahr Milliarden Franken für Öl und Gas im Ausland auszugeben. Das ist gerade in der aktuellen wirtschaftlichen Situation umso wichtiger. Es braucht Investitionen am richtigen Ort.

Zur Erinnerung: Die Schweiz hat sich mit dem Pariser Klimaabkommen verpflichtet, bis 2030 die Treibhausgasemissionen gegenüber dem Stand von 1990 zu halbieren. Deshalb sind die Ziele in Artikel 3 so wichtig. Es geht hier um ein Kernelement des Gesetzes. Das angestrebte Verminderungsziel der Kommissionsmehrheit und des Ständerates in Absatz 1 hätte 2030 eine Reduktion von 50 Prozent der CO₂-Emissionen gegenüber 1990 zur Folge. Mit den zu beschliessenden Massnahmen im Gesetz ist dieses Ziel zu erreichen. Doch uns geht dies zu wenig weit. Deshalb unterstützen wir die Minderheit Girod, die eine Reduktion von 60 Prozent will. In Artikel 3 Absatz 2 stellt sich die Frage, wie viel davon im Inland reduziert werden soll. Hier reicht der Antrag der Mehrheit nicht; diese will von 50 Prozent an Reduktionen nur 30 Prozent im Inland erreichen. Wir unterstützen auch hier die Minderheit Girod, die 40 Prozent Inlandreduktion will. Die zweitbeste Variante ist klar jene der Minderheit Vogler, übernommen von Nationalrat Bäumle, welche mindestens 37,5 Prozent der Reduktion im Inland erreichen will. Wichtig zu wissen ist, dass dieses Ziel mit den Massnahmen im vorliegenden Gesetzentwurf zu erreichen ist. Wir bitten Sie also, mindestens dieses zu unterstützen. Es erlaubt uns, bei den Inlandreduktionen den Pfad des aktuellen Gesetzes wenigstens einigermassen fortzuführen.

Dann noch zu weiteren Minderheitsanträgen in diesem Block: In Artikel 3 Absatz 5 unterstützen wir die Minderheit Bäumle und damit die Ständeratsvariante. Reduktionen im Ausland sollen nicht an die Inlandreduktionen angerechnet werden.

Zu Artikel 6: Die SP-Fraktion ist klar der Meinung, dass wir möglichst alle Reduktionen im Inland erzielen sollten. Wenn dennoch im Ausland kompensiert wird, dann braucht es dazu Leitplanken bzw. eben Mindestanforderungen: Die Projekte wären ohne Beitrag der Schweiz nicht zustande gekommen, und sie tragen zur nachhaltigen Entwicklung vor Ort bei. Wir können uns hier eben noch nicht auf international festgelegte Anforderungen stützen, weil es an der Klimakonferenz in Madrid hierzu keine Einigung gab. Wir lehnen den Minderheitsantrag Wasserfallen Christian ab.

Bei Artikel 7a bitten wir Sie, den Minderheitsantrag Jauslin abzulehnen. Die Mehrheit gibt dem Kanton die Möglichkeit, bei neuen oder wesentlich geänderten Anlagen die Emission auf ein Mass zu begrenzen, das



technisch möglich und wirtschaftlich tragbar ist. Damit wird erreicht, dass möglichst vorausschauend geplant wird.

Bei den Artikeln 8 und 9 unterstützt die SP-Fraktion ebenfalls die Mehrheit. Die Gebäude sind für einen Viertel der CO₂-Emissionen verantwortlich, und noch immer werden rund zwei Drittel aller Gebäude fossil beheizt. Deshalb liegt dort, trotz Fortschritten in den letzten Jahren, noch immer grosses Potenzial, und die Alternativen sind erprobt und vorhanden. Wir unterstützen hier den Kompromiss, den die UREK-N zusammen mit den Kantonen gefunden hat, und lehnen die Minderheitsanträge Wasserfallen Christian und Imark ab.

Zum Schluss komme ich nochmals zurück zu Artikel 1 und zur Minderheit Imark. Die Ergänzung von "menschlich verursacht" ist gänzlich unnötig und auch dass diese Tatsache überhaupt noch infrage gestellt wird; die Fakten hierzu sind klar. Wir bitten Sie, diesen Minderheitsantrag deutlich abzulehnen.

Wismer-Felder Priska (M-CEB, LU): Die ersten Artikel in Kapitel 1 des CO₂-Gesetzes betreffen den Zweck und die Ziele dieses Gesetzes. Ich bin überzeugt, dass wir alle hier Anwesenden ein grosses Ziel voll und ganz unterstützen. Es ist nicht ausformuliert, liegt dem Gesetz aber zugrunde: Es ist das Ziel, uns gemeinsam dafür starkzumachen, dass wir die uns anvertraute Erde den nachfolgenden Generationen so hinterlassen können, dass auch sie – unsere Enkel, Urenkel und Ururenkel – die notwendigen Lebensgrundlagen vorfinden.

Bereits bei der Ausgestaltung der notwendigen Verminderungsziele in Artikel 3 wird deutlich, dass die Schritte für die Zielerreichung unterschiedlich angesetzt werden. Die Mitte-Fraktion CVP-EVP-BDP unterstützt mit deutlicher Mehrheit den vom Ständerat ausgearbeiteten Weg. Nur in wenigen Artikeln werden wir eine Minderheit unterstützen.

Einer davon ist Artikel 3 Absatz 2. Die Höhe der im Inland durchzuführenden Massnahmen zur Verminderung der Treibhausgasemissionen ist umstritten. Eine Mehrheit unserer Fraktion ist der Meinung, dass es Sinn macht, auf dem bisherigen Absenkpfad weiterzugehen und mindestens drei Viertel der Treibhausgasemissionen im Inland zu vermindern. Wir unterstützen die Minderheit Vogler, vertreten durch Martin Bäumle – einerseits, weil dadurch die Investitionen im Inland getätigt werden und so der Schweizer Wirtschaft

AB 2020 N 800 / BO 2020 N 800

gerade in der jetzigen schwierigen Situation helfen, andererseits aber auch, weil in Zukunft sinnvolle Massnahmen im Ausland nicht mehr so einfach getätigt werden können, da die Ziele des Pariser Abkommens von 175 Staaten unterzeichnet wurden und all diese somit auch zu einer Verminderung verpflichtet sind.

Ebenso unterstützen wir betreffend Artikel 3 Absatz 5 die Minderheit Bäumle, welche der Ständeratsvariante entspricht. Diese verhindert, dass die Inlandbuchhaltung durch Emissionsrechte aus dem Ausland verfälscht wird.

Bei allen anderen Bestimmungen in Kapitel 1 unterstützt die Mitte-Fraktion jeweils den Antrag der Kommissionmehrheit.

Kapitel 2 des Gesetzes setzt im Abschnitt 1 die Rahmenbedingungen für die Gebäude. Ziel ist es, die Kantone dahingehend zu unterstützen, die CO₂-Emissionen im Gebäudepark möglichst tief zu halten. Heute ist die Gebäudetechnik so weit ausgereift, dass bei Neu- und Umbauten ein Ausstoss von höchstens 20 Kilogramm CO₂ pro Quadratmeter problemlos und günstig erreicht werden kann. Bei einem Heizungsersatz sind Alternativen zu Öl- und/oder Erdgasheizungen zahlreich vorhanden: Wärmepumpen, Erdsonden, Fernwärme und – dies liegt mir besonders am Herzen – Holz, das gerade zurzeit in grossen Mengen ungenutzt in unseren Wäldern steht; schlimmer noch: Es liegt schon dort.

Ausnahmen und Härtefälle sind ebenfalls geregelt. So nimmt das Gesetz in Artikel 9 Absatz 3 auf Unzumutbarkeiten Rücksicht. Niemand wird also bei der Gebäudesanierung in den Ruin getrieben, wie das gerne und oft behauptet wird. Zudem stehen bei Gebäudesanierungen zahlreiche von Bund und Kantonen unterstützte Förderprogramme zur Verfügung.

Für Kantone, welche in ihrem Energiegesetz die Muten von 2014 bereits umgesetzt haben, gilt die 20-Kilogramm-Regelung erst ab 2026. Die Mitte-Fraktion unterstützt diese Fristerstreckung, welche mit der Energiedirektorenkonferenz ausgehandelt worden ist und in Artikel 59d geregelt ist.

Ich danke Ihnen für die Unterstützung gemäss gemachten Ausführungen.

Egger Kurt (G, TG): Im Block 1 kommen wir schon zum Kern des CO₂-Gesetzes. Es geht um die Zielsetzungen, und es geht um die Frage, wohin die Schweiz bei der Klimapolitik gehen soll. Wollen wir einen Klimaschutz, der diesen Namen verdient? Oder etwas konkreter: Wollen wir wenigstens einen Schritt in Richtung Pariser Abkommen machen, ein Abkommen, zu dem wir uns alle verpflichtet haben?

Mit dem Pariser Abkommen steht jedes Land in der Verantwortung, seinen Teil beizusteuern. Die aktuelle



Politik der Schweiz steuert aber auf ein weltweites 3- bis 4-Grad-Szenario hin. In der Schweiz steigt die Erwärmung überdurchschnittlich, wir steuern hier sogar ein 6-Grad-Szenario an. Wenn nicht die Schweiz als reiches Land, als Land mit kompetenten Wissenschaftlern und stabilem politischen System voranschreitet, wer dann? Mehrere europäische Staaten und unsere wichtigsten Handelspartner setzen wesentlich höhere Verminderungsziele und wollen diese auch vorwiegend mit Massnahmen im Inland erreichen. Massnahmen im Ausland machen höchstens in einer Übergangszeit einen Sinn, denn über kurz oder lang müssen alle Länder die Netto-null-Ziele anstreben, und dann gibt es nichts mehr zu kompensieren.

Aus diesen Gründen sind wir der Meinung, dass die Reduktionsziele eigentlich vollumfänglich im Inland zu verfolgen wären. Unterstützen Sie hier deshalb den Antrag der Minderheit Girod.

Noch etwas zum Antrag der Minderheit Jauslin zu Artikel 7a, den wir ablehnen: Die Verminderung nach dem Stand der Technik gilt gemäss Umweltschutzgesetz ohnehin, es ist aber wichtig, dass sie hier trotzdem erwähnt wird. Sie gilt für neue Anlagen und wesentliche Änderungen, und sie gibt z. B. den Kantonen die Möglichkeit, die Emissionen auf ein Mass zu begrenzen, das technisch und wirtschaftlich tragbar ist.

Im Übrigen werden wir alle Minderheitsanträge aus der SVP-Fraktion ablehnen, die eine Abschwächung des vorliegenden Gesetzes zum Ziel haben.

Klopfenstein Broggin Delphine (G, GE): Ce premier bloc aborde la question centrale qu'est l'objectif de réduction de nos émissions de CO₂. En 2017, le Parlement a ratifié l'Accord de Paris sur le climat et confirmé la volonté de la Suisse de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 50 pour cent d'ici à 2030, par rapport à 1990. Selon la loi et les propositions de la majorité de la commission, cet objectif ne sera malheureusement pas atteint si on n'y apporte pas quelques corrections, ce qu'on peut encore faire maintenant.

En effet, à l'article 3 alinéa 2, la majorité propose de réduire nos émissions en Suisse de 30 pour cent par rapport à 1990. C'est insuffisant. Nous pouvons maintenant corriger le tir, rétablir la justice climatique et suivre la minorité Girod, qui propose un objectif national de réduction d'émissions de 40 pour cent et un objectif global de 60 pour cent.

Si la Suisse ne fait pas ce pas aujourd'hui, elle sera à la traîne d'une Europe prête à bouger. A titre comparatif, presque partout en Europe, les objectifs sont largement plus élevés. On parle de 66 pour cent de réduction en Ecosse et de 55 pour cent en Allemagne, pour ne prendre que ces deux exemples.

En tant que pays alpin, la Suisse est fortement touchée par le changement climatique. La Suisse est aussi un pays d'innovation et de solutions, bien placé pour montrer la voie en termes d'objectif. Nous avons un énorme potentiel pour réduire nos émissions de CO₂. Certains secteurs sont particulièrement visés, comme celui des transports, trafics routier et aérien compris, qui génèrent à eux deux 50 pour cent du total des émissions de CO₂, soit 32 pour cent pour le transport terrestre des marchandises et 17 pour cent pour l'aviation. Nous aurons donc la possibilité, dans le cadre de cette révision de loi, et durant les heures qui viennent, de rectifier la tendance. Nous comptons sur vous.

La Suisse rejette chaque année dans l'atmosphère 46,4 millions de tonnes d'équivalents CO₂, soit 5,4 tonnes d'équivalents CO₂ par habitant. Si on ajoute à cette quantité les émissions que la Suisse génère à l'étranger, toutes les émissions grises que la Suisse génère à l'étranger par ses importations, on arrive à 14 tonnes d'équivalents CO₂ par habitant, soit plus du double de la moyenne suisse.

Le chauffage du parc immobilier entraîne lui aussi une forte consommation d'énergies fossiles. Le CO₂ dégagé lors de la combustion de mazout ou de gaz naturel accentue évidemment l'effet de serre et entraîne un réchauffement de la planète. Nous pouvons donc regretter qu'à l'article 9, la réglementation sur le remplacement des chauffages à énergie fossile ait été reportée de 3 à 6 ans.

Pour que cette loi devienne vraiment ambitieuse, augmentons donc ses objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre maintenant!

Je vous remercie de soutenir la minorité Girod et la minorité Bäumle, mais de rejeter les autres propositions de minorité. Ainsi, la loi pourrait être nettement meilleure.

Bourgeois Jacques (RL, FR): Dans le cadre de ce premier bloc, en ce qui concerne les dispositions générales, je vous invite à suivre partout la majorité, sauf à l'article 7a, où je vous invite à soutenir la minorité Jauslin. Il est à nos yeux important de se fixer pour objectif la neutralité carbone.

Concernant les objectifs de réduction, je vous invite à rejeter toutes les propositions de minorité qui veulent encore plus charger le bateau. Le groupe libéral-radical appuie – comme mentionné tout à l'heure lors du débat d'entrée en matière – l'Accord de Paris, qui a pour but de réduire à l'horizon 2030 d'au moins 50 pour cent les émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990.

C'est la raison pour laquelle nous soutiendrons la majorité à l'article 3, qui reprend cet objectif. Nous soutien-



drons également le fait que, entre 2021 et 2030, les émissions de gaz à effet de serre devront être réduites d'au moins 35 pour cent en moyenne par rapport à 1990. En outre, nous soutenons la majorité qui veut réaliser au moins 60 pour cent de ces réductions dans notre pays. Cette proportion permettra de renforcer le développement de projets dans notre pays et créera par la même occasion de nouveaux emplois. Aller au-delà, comme l'exigent les minorités Vogler et Girod, n'est à notre avis pas réaliste. N'oublions pas que la réduction des

AB 2020 N 801 / BO 2020 N 801

émissions de gaz à effet de serre est un enjeu global, et pas que national, et que trois quarts de notre empreinte carbone est générée à l'étranger.

A l'article 5 alinéa 1^{er}, je vous invite à suivre la majorité. Non seulement la forêt, mais aussi les sols, peuvent séquestrer le carbone. Si nous voulons atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, nous devons tenir compte de tous les potentiels à notre disposition, y compris celui du sol. Dans ce contexte, nous saluons le fait que la proposition de minorité, qui visait justement à ne pas reconnaître les sols comme ayant un potentiel de séquestration de carbone, a été retirée.

A l'article 7a, je l'ai évoqué, nous soutiendrons la proposition de minorité de notre collègue Jauslin, qui a déjà développé ses arguments. Je ne vais donc pas y revenir.

En ce qui concerne les bâtiments, nous vous invitons à suivre partout la majorité. Nous avons eu, au sein de la commission, un grand débat sur ce sujet. Le groupe libéral-radical soutient le fait que les bâtiments existants dont l'installation de production de chaleur pour le chauffage et l'eau chaude est remplacée ne doivent pas générer plus de 20 kilos d'émissions de CO₂ issues de combustibles fossiles par mètre carré de surface de référence énergétique au cours d'une année. Nous soutenons aussi le renforcement de cette valeur de 5 kilogrammes tous les 5 ans. Il est, pour le groupe libéral-radical, important d'assainir au plus vite les bâtiments existants.

N'oublions pas que chaque économie est une dépense en moins et que le taux actuel de 1 pour cent d'assainissement des bâtiments est beaucoup trop faible. C'est avant tout aux cantons que cette compétence revient. Les cantons – je tiens à le préciser –, au travers de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie, appuient les mesures proposées.

Dans le cadre des bâtiments, le groupe libéral-radical appuiera aussi la précision à l'article 59d, qui vise à prendre en considération les mesures déjà prises dans ce domaine par les cantons. Cet élément est important. Je vous invite par conséquent à suivre la majorité à tous les articles de ce bloc, mis à part à l'article 7a, comme cela a été mentionné tout à l'heure.

Au sujet des propositions individuelles liées à ce bloc, je vous invite à les refuser toutes. La proposition Prezioso, à l'article 3, d'atteindre, à l'horizon 2032 déjà, la neutralité carbone n'est pas réaliste. Atteindre cet objectif, tel qu'il a été fixé par le Conseil fédéral à l'horizon 2050, sera déjà un grand défi en soi. De même, les propositions Prezioso aux articles 8 alinéa 1 et 9, qui sont liés, sont excessives.

La version adoptée par la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie fixe certains critères qui sont déjà restrictifs et qui prévoient la limite, comme cela a été dit tout à l'heure, de 20 kilos d'émissions de CO₂ par mètre carré de surface, des renforcements étant prévus tous les cinq ans.

Au sujet de la proposition von Siebenthal, dont la formulation utilise un "et" au lieu de la virgule, je ne suis pas juriste, mais je ne vois pas de différence entre cette version et celle de la majorité. C'est, à mon avis, bonnet blanc, blanc bonnet. L'important en définitive est que nos sols soient pris en considération du point de vue de la séquestration de carbone. Pour le groupe libéral-radical, du fait que c'est bonnet blanc, blanc bonnet, nous appuierons par conséquent la version initiale de la commission, qui nous semble plus élégante dans sa formulation.

Chevalley Isabelle (GL, VD): Il ne s'agit pas de fixer des objectifs ambitieux, mais nous devons fixer des objectifs qui correspondent aux engagements de la Suisse à l'égard de l'Accord de Paris sur le climat. La proposition de la majorité de la commission, à l'article 3, ne permettrait de baisser nos émissions de CO₂ que de 1 pour cent à partir de 2020 contre 2 pour cent actuellement. Vous conviendrez avec moi qu'il est absurde de modifier la loi sur le CO₂ pour faire moins bien qu'aujourd'hui. Seule une réduction de 4 pour cent par an nous permettrait d'atteindre le zéro émission nette en 2050. C'est pourquoi le groupe vert/libéral suivra la minorité Girod à l'article 3 alinéa 1.

Nous ne sommes pas contre le principe de compenser certaines émissions de CO₂ à l'étranger car, pour la même somme investie, l'impact est beaucoup plus grand. Mais, pour que cela fonctionne, il faut s'assurer de la qualité des projets. Diminuer majoritairement les émissions de CO₂ en Suisse permettrait de dynamiser notre



économie et l'innovation. Ce serait une chance pour notre pays. Dans ce sens, le groupe vert/libéral suivra la minorité Vogler à l'article 3 alinéa 2 et la majorité de la commission à l'article 6 alinéa 1.

Il y a différentes manières de capturer les émissions de carbone, par exemple dans les forêts ainsi que dans les sols. En effet, le biochar est connu pour fixer le carbone dans le sol et permettre une meilleure fertilisation en améliorant la rétention des éléments minéraux et la disponibilité du phosphore. Il a été découvert il y a déjà 6000 ans par les Amérindiens. Les tourbières permettent également de capturer le carbone. Ces deux exemples montrent l'importance de mentionner les sols à l'article 5 alinéa 1er. Je suis donc contente que la minorité ait retiré sa proposition.

En se fixant l'objectif zéro émission nette en 2050, il faut que, lorsque l'on construit ou modifie de manière importante des bâtiments, des voies de communication ou lorsque l'on change des véhicules, on demande qu'une quantité minimale de gaz à effet de serre soit générée une fois les travaux ou l'achat effectués. Ceci doit se faire dans la mesure où l'état de la technique et les conditions d'exploitation le permettent et, bien sûr, pour autant que cela soit économiquement supportable. Il serait absurde, répétons-le, de laisser construire des bâtiments selon des normes du passé. L'article 7a permettra à notre économie de montrer ses capacités d'innovation et de devenir leader dans le secteur de l'efficacité énergétique, car il est évident que la meilleure énergie est celle qui n'est pas consommée.

Il faut arrêter de dire que l'on devra démanteler des chaudières à mazout. L'ancienne association Swissoil a été rebaptisée Avenergy – on aura compris qu'il faut entendre "avenir énergétique". D'ailleurs, dans son dernier bulletin d'information, on ne parle plus du tout du mazout, mais des carburants renouvelables compatibles avec les chaudières à mazout. Voilà bien la preuve que c'est possible et que c'est vraiment un projet d'avenir.

Le défi climatique est l'affaire de tous. Le groupe vert/libéral vous demande de fixer des conditions-cadres qui permettraient à nos entreprises et à nos citoyens d'agir efficacement.

Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Sie haben in diesem ersten Block verschiedene Themen aufzugreifen.

Ich beginne mit Artikel 3: Hier geht es um das Verminderungsziel. Mit der Gesetzesrevision will der Bundesrat die internationale Verpflichtung umsetzen, die die Schweiz mit der Ratifikation des Pariser Übereinkommens eingegangen ist. Ich habe es vorhin schon gesagt: Das Parlament hat der Ratifikation im Juni 2017 zugestimmt und damit auch ein Verminderungsziel von minus 50 Prozent bis 2030 unterstützt. Eine Minderheit Egger Mike zu Artikel 3 Absatz 1 will hinter dieses Ziel zurückgehen.

Hier ist der Bundesrat der Meinung, es gebe keinen Anlass, hinter dieses Ziel zurückzugehen, zu dem wir uns, wie gesagt, bereits international verpflichtet haben. Deshalb lehnen wir diese Minderheit Egger Mike zu Artikel 3 Absatz 1 ab, da die Schweiz als internationale Vertragspartei sonst unglaublich wäre. Der Auftrag des Übereinkommens von Paris ist klar: Die Vertragsparteien sollen in erster Linie die Emissionen im eigenen Land vermindern. Das heisst, je länger wir damit zuwarten, desto teurer wird es. Um in den kommenden Jahren auch Fehlinvestitionen zu vermeiden, sollten wir bereits jetzt das Fernziel von netto null Emissionen vor Augen haben.

Ich bitte Sie deshalb, auch die Minderheit Egger Mike zu Artikel 3 Absatz 2 abzulehnen, die die Anteile im Inland und im Ausland offenlassen möchte. Es ist nämlich schon nicht ganz trivial, ob Sie den Leuten sagen, sie sollten im Inland investieren, oder ob Sie ihnen sagen, sie sollten im Ausland investieren. Normalerweise, so bin ich der Meinung, investieren wir lieber im Inland, weil dann natürlich auch die Arbeitsplätze und die finanziellen Mittel im Inland bleiben. Wenn Sie ausserdem glauben, dass wir alles im Ausland

AB 2020 N 802 / BO 2020 N 802

kompensieren und dabei noch viel Geld sparen können, dann sind Sie nicht mehr auf dem neusten Stand der Erkenntnisse, denn Massnahmen im Ausland sind längerfristig sowieso keine Option. Ich habe es vorhin gesagt: Das Pariser Abkommen verpflichtet alle Staaten, ihre Emissionen zu senken, und zwar vor allem im Inland. Das heisst, alle Staaten reduzieren ihre Emissionen im Inland natürlich zuerst dort, wo es für sie selbst günstig ist, und überlassen den ausländischen Investoren dann die teuren Projekte – ich komme nachher noch darauf zurück. Das wird für uns aber zunehmend teurer. Wenn wir also etwas für unser Portemonnaie tun wollen, dann sind wir besser beraten, die Anstrengungen bei uns zu verstärken. Wenn wir nämlich auch effizienter leben, senken wir die Kosten für unsere Mitbürgerinnen und Mitbürger und für die Wirtschaft im eigenen Land. Im Moment gibt die Schweiz jährlich über 10 Milliarden Franken für fossile Energien aus, das heisst, das ist Geld, das einfach in andere Staaten abfließt, und damit machen wir uns auch noch von wenig stabilen Weltregionen abhängig. Wenn wir diese Abhängigkeit reduzieren, eröffnen wir unserer eigenen Wirtschaft enorme Chancen. Als technisch hochentwickeltes und exportorientiertes Land ohne substantielle Eigeninteressen in



der fossilen Wirtschaft – wir haben ja keine eigenen Interessen am Kohleabbau oder an Erdölvorkommen – können wir unsere Wettbewerbsvorteile im Umweltsektor voll ausspielen.

Auch im Hinblick auf das Netto-null-Ziel, das in Buchstabe b des Zweckartikels festgehalten und unbestritten ist, wäre ein höheres Verminderungsziel an sich angezeigt. Dennoch lehnt der Bundesrat den Minderheitsantrag Girod ab, der eine Reduktion der Emissionen von 60 Prozent bis 2030 verlangt. Wir sind der Meinung, dass wir jetzt ein Gesetz mit realistischen Zielen machen müssen; wir müssen aber vor allem auch Massnahmen ergreifen, mit denen wir das Ziel tatsächlich erreichen können. Wir wollen jetzt nicht nach dem Prinzip Hoffnung vorgehen, sondern uns ganz realistisch fragen, was möglich ist und wie wir das Ziel erreichen können. Das gelingt am besten so, wie das Ihre Kommissionsmehrheit beantragt.

Gleichzeitig gilt das Gesagte auch für die Erhöhung des Inlandanteils bei den Massnahmen. Die Minderheit Girod möchte dort einen Zwei-Drittel-Inlandanteil festlegen, und die Minderheit Vogler, die jetzt durch Nationalrat Bäumle vertreten wird, möchte, dass die Verminderung der Treibhausgasemissionen zu mindestens drei Vierteln mit Massnahmen innerhalb der Schweiz erzielt wird. Natürlich ist dieser Ansatz spannend, es wäre an sich interessant für unsere Wirtschaft zu sagen, wir setzen voll auf die Massnahmen im Inland. Aber noch einmal: Wir wollen hier realistische Ziele setzen. Wenn mehr möglich ist, können wir das tun – wir sprechen im Zusammenhang mit den Inlandmassnahmen ja nur von einem Mindestanteil.

Von daher sind wir der Meinung, dass Ihre Kommissionsmehrheit auch hier ein pragmatisches, realistisches Ziel und auch realistische Massnahmen formuliert. Wir bitten Sie deshalb, bei Artikel 3 Ihre Kommissionsmehrheit zu unterstützen. Herr Girod hat ja gesagt, es gehe jetzt hier nicht darum, dass wir schon alles in diesem Gesetz machen; es werden weitere Massnahmen nötig sein. In diesem Sinne ist das, was Ihre Kommissionsmehrheit vorschlägt, sicher ein pragmatischer und guter Kompromiss.

Ich komme zu Artikel 5: Bei Artikel 5 hat Herr Jans seine Minderheit zurückgezogen und den Ständerat gebeten, diese Frage noch einmal anzuschauen. Es ist eben so, dass die Frage, ob das CO₂ in Ökosystemen dauerhaft gespeichert bleibt, einfach noch nicht sicher beantwortet werden kann. Es ist noch nicht gesichert, ob es gespeichert bleibt und wie lange. Da braucht es noch zusätzliche Forschungen, insbesondere bei den Böden. Der Bundesrat kann übrigens Bodensenken auch später noch ohne einen Zusatz im Gesetz zulassen, sobald diese methodischen Unsicherheiten geklärt sind. Ich denke, es ist gut, wenn der Ständerat das noch einmal anschaut.

Sie können jetzt wählen zwischen der Mehrheit und dem Einzelantrag von Siebenthal. Es gibt eigentlich keinen materiellen Unterschied, aber aus unserer Sicht ist der Einzelantrag von Siebenthal redaktionell besser formuliert. Er erwähnt eben nebst dem Wald und den Holzprodukten auch die Böden in Form von biologischer Sequestrierung. Der Bundesrat würde Ihnen, wenn schon, empfehlen, bei Artikel 5 den Einzelantrag von Siebenthal zu unterstützen.

Zu Artikel 6, den Kompensationen im Ausland: Die Grundsätze für die Massnahmen im Ausland sind jetzt hier in Artikel 6 geregelt. Der Bundesrat will analog zu heute bestimmte minimale Qualitätsstandards festlegen können. Seine Bestimmung ist auch ohne internationale Beschlüsse umsetzbar. Wenn Sie sehen, wie die Fortschritte international sind respektive dass sie eben leider gar nicht existieren, tun wir gut daran, dem Bundesrat diesen Auftrag weiterhin zu geben. Wir haben das an den letzten beiden Klimakonferenzen gesehen: Es ist dort nicht gelungen, solche robusten Regeln zu verabschieden; die nächste Klimakonferenz musste verschoben werden und findet erst im November 2021 in Glasgow statt. Wir wollen ja nicht, dass das Geld dann irgendwie im Ausland verwendet wird. Wir wollen diese klaren Regelungen, sonst bestrafen wir uns selber. Es geht ja immerhin um Geld, das von den Treibstoffkonsumenten bezahlt und von der Privatwirtschaft eingesetzt wird.

Herr Nationalrat Wasserfallen hat den Wunsch geäussert, dass sich der Bundesrat mehr um solche bilateralen Abkommen kümmert. Ich muss Ihnen sagen: Das macht der Bundesrat. Es ist einfach ein bisschen schwieriger, als Sie sich das vielleicht vorstellen. Seit drei Jahren versuchen wir, mit Peru ein solches bilaterales Abkommen zu vereinbaren. Warum ist das so schwierig? Weil eben alle Staaten auch im Inland selber ihre Treibhausgasemissionen vermindern müssen. Sie nehmen natürlich zuerst die "low-hanging fruits" für sich selber – also dort, wo etwas günstig zu machen ist, machen sie es selber – und geben dann der reichen Schweiz die möglichst teuren Angebote oder Möglichkeiten. Das ist dann für uns weniger interessant. Ich habe übrigens jetzt anlässlich des Staatsbesuchs des Präsidenten von Ghana ein Memorandum of Understanding unterzeichnet. Wir versuchen, auch mit Ghana ein solches bilaterales Abkommen abzuschliessen.

Aber, noch einmal: Zu meinen, wir könnten im Ausland viel günstiger CO₂-Verminderungsabkommen unterzeichnen, diese Hoffnung erweist sich zunehmend als Illusion. Dennoch tun wir gut daran, weiterhin diese Möglichkeit zu haben. Sie sehen, ich engagiere mich dafür. Es gibt auch wirklich sinnvolle, gute Projekte. Aber dann müssen wir das so abmachen können.



Deshalb bitte ich Sie, auch hier, bei Artikel 6, dem Antrag der Mehrheit Ihrer Kommission zuzustimmen. Ich komme zum Gebäudebereich, zu den Artikeln 8 und 9. Zwei Dinge sind hier, es wurde gesagt, wichtig: Erstens sind die Gebäude die zweitgrösste Quelle von Treibhausgasemissionen in der Schweiz; wir haben dort ein enormes Potenzial, ein Potenzial auch für die Mieterinnen und die Liegenschaftsbesitzer, weil sie ihre Heizkosten reduzieren können. Das ist natürlich höchst attraktiv. Wir haben hier aber zweitens auch einen Bereich, der genuin in Bezug auf die Bundesverfassung in die kantonale Kompetenz gehört. Deshalb war es sehr wichtig, dass wir hier diese Regelungen in Zusammenarbeit und mit Unterstützung der Kantone erarbeiten konnten. Das ist uns gelungen. Ich bin den Kantonen sehr dankbar, zumal das wirklich eine sehr konstruktive Zusammenarbeit war. Die Kantone schöpfen ihr Potenzial dort aus, wo sie mit den Mustervorschriften Möglichkeiten haben. Aber es dient ihnen auch, wenn der Bund gewisse Rahmenbedingungen hier vorgibt. Diese Rahmenbedingungen werden von den Kantonen unterstützt.

In diesem Sinne bitte ich Sie, hier dem Antrag der Mehrheit Ihrer Kommission zuzustimmen und den Minderheitsantrag Imark und den Minderheitsantrag Wasserfallen Christian abzulehnen.

Ich komme zu Artikel 7a. Hier gibt es einen Antrag der Minderheit Jauslin. Ich bitte Sie auch hier, dem Antrag der Mehrheit Ihrer Kommission zuzustimmen. Es geht hier darum, dass die Treibhausgasemissionen auf ein technisch und wirtschaftlich Mögliches vermindert werden. Im Hinblick auf das Netto-null-Ziel ist das natürlich ein Gebot der Stunde.

AB 2020 N 803 / BO 2020 N 803

Zudem wollen wir ja vor allem Fehlinvestitionen unterbinden und möglichst vermeiden. Eine systematische Überprüfung im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung sensibilisiert die Anlagenbetreiber dafür. Die Streichung, wie sie von der Minderheit Jauslin beantragt wird, wäre einfach ein schlechtes Signal. Ich muss Ihnen allerdings sagen, dass der Ständerat einen Vorschlag erarbeitet hat, der viel weiter geht. Da war der Bundesrat auch skeptisch. Der Mehrheitsantrag ist jetzt, denke ich, ein Mittelweg, den wir unterstützen können. Ich bin deshalb froh, dass die Mehrheit Ihrer Kommission die Bestimmungen der Artikel 17b und 17c nicht aufrechterhalten will und stattdessen ein Postulat eingereicht hat. Das Postulat Ihrer Kommission verlangt vom Bundesrat Vorschläge, wie diese klimatischen Auswirkungen bei der Umweltverträglichkeitsprüfung besser berücksichtigt werden können.

Der Bundesrat empfiehlt Ihnen ja dieses Postulat zur Annahme. Daher, denke ich, haben wir einen guten Weg gefunden, und ich werde dann gerne auch dem Ständerat beantragen, in diese Richtung weiterzuarbeiten.

Ich komme zusammenfassend zu Block 1, den Sie jetzt beraten haben. Ich bitte Sie, bei den Artikeln 1 bis 3 alle Minderheitsanträge abzulehnen und jeweils Ihre Kommissionsmehrheit zu unterstützen. Bei Artikel 5 wurde ja die Minderheit Jans zurückgezogen. Der Bundesrat ist weder vom Antrag der Mehrheit noch vom Einzelantrag von Siebenthal begeistert. Doch Sie müssen jetzt zwischen den beiden wählen; wir empfehlen, den Einzelantrag von Siebenthal zu unterstützen. Bei Artikel 7a bitte ich Sie, der Mehrheit Ihrer Kommission zu folgen und, wie gesagt, allenfalls hier den Postulatsbericht abzuwarten. Bei den Artikeln 8 und 9, zu den Gebäuden, bitte ich Sie ebenfalls, die von den Kantonen unterstützten Anträge der Mehrheit Ihrer Kommission zu unterstützen und den Minderheitsantrag Wasserfallen Christian klar abzulehnen. Ich bitte Sie, auch alle anderen Minderheitsanträge und allfällige Einzelanträge abzulehnen.

Bourgeois Jacques (RL, FR): Madame la présidente de la Confédération, par rapport aux 40 pour cent de réductions de gaz à effet de serre devant être obtenues par des mesures réalisées à l'étranger, je relève que nous augmentons aussi – ce que nous soutenons – les moyens de l'aide au développement de 300 à 400 millions de francs pour, justement, renforcer dans ce cadre les mesures contre le changement climatique. Ne partagez-vous pas le principe selon lequel les moyens financiers investis à l'étranger dans le cadre de l'aide au développement pour réduire les émissions de CO2 pourraient être comptabilisés dans notre part de 40 pour cent?

Sommaruga Simonetta, présidente de la Confédération: Je vous remercie pour cette question, Monsieur le conseiller national Bourgeois. Il faudrait clarifier juridiquement ce qu'il est possible de comptabiliser dans l'aide au développement. Je ne peux pas vous donner de réponse maintenant; c'est quelque chose que l'on va clarifier.

Ich gehe davon aus, dass man dann einfach ganz klar die rechtlichen Grundlagen gemäss Pariser Abkommen anschauen muss und die rechtlichen Grundlagen, was bei der internationalen Entwicklungszusammenarbeit anrechenbar ist. Was wir sicher nicht tun können, ist, das gleiche Geld doppelt anzurechnen.

Rösti Albert (V, BE): Frau Bundespräsidentin, Sie haben das Thema Inland- und Auslandkompensation aus-



geführt. Gemäss meinem Wissensstand haben wir immer noch die Differenz, dass die Auslandszertifikate etwa um das Fünffache billiger sind. Sie sagen jetzt, dass diese auch teurer werden, weil alle Länder Massnahmen treffen müssen. Das ist nachvollziehbar. Aber würde das nicht gerade dafür sprechen, dass wir bei der Vorschrift für Inlandanteile weniger restriktiv sind und unseren Minderheitsanträgen zugestimmt werden kann? Denn die Wirtschaft, die Unternehmen werden ja automatisch dort Zertifikate kaufen, wo es für sie am günstigsten ist. Wenn es im Ausland teurer wird, werden sie automatisch aufs Inland wechseln, und dann haben wir pro Franken, der eingesetzt wird, immer den grössten Nutzen für die CO₂-Reduktion.

Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Was ja meistens nicht gesagt wird, Herr Nationalrat Röstli, ist, dass der Bedarf für Kompensationen im Ausland jährlich abgedeckt werden muss. Bei der Berechnung der Kosten vergessen Sie das jeweils ein bisschen.

Fragen Sie unsere Bevölkerung, ob sie das Geld lieber im Ausland oder im Inland investiert. Zum Beispiel gerade im Gebäudebereich haben wir durch Investitionen im Inland die Möglichkeit, am Schluss bei den Heizkosten zu sparen. Damit haben wir nicht nur eine Kompensation im Inland, sondern entlasten die Bevölkerung bei den Kosten.

Wir haben vorhin darüber gesprochen – auch Frau Nationalrätin Rüegger hat das zum Beispiel erwähnt –, dass wir die Bevölkerung hier dazu zwingen, irgendwelche Sanierungen zu machen. Mit dem Klimafonds, den Sie heute oder morgen hoffentlich beschliessen werden, unterstützen wir verstärkt ja gerade die Leute, die sich eine solche Sanierung vielleicht nicht leisten können. Ich glaube, dass wir bei diesem Gesetz genau das begreifen sollten: Es ist ein Gesetz, das insbesondere jene Leute unterstützt, die möglicherweise nicht über die Mittel verfügen, um klimaverträglich zu leben. Das Gesetz beinhaltet zudem den Klimafonds, und wenn wir im Inland investieren, können wir unsere eigene Bevölkerung dabei unterstützen, dass sie klimaverträglich lebt und bei den Heizkosten sparen kann. Eigentlich müssten Sie den Leuten schon sagen, warum Sie das Geld dann trotzdem lieber ins Ausland schicken.

Imark Christian (V, SO): Frau Bundespräsidentin, auch gerade zu diesem Thema: Wie reagiert der Bundesrat auf Folgendes? Sie wollen ja eine fixe Zahl ins Gesetz schreiben. Die Entwicklungen im Inland und im Ausland in diesem Bereich sind sehr dynamisch. Da muss man ja jedes Mal das Gesetz wieder anpassen, weil diese Zahl immer falsch ist; egal, was man für eine Zahl nimmt, sie ist immer falsch. Warum kann man es nicht dem Markt überlassen zu schauen, wo eben der Franken für das Klima am effizientesten eingesetzt ist?

Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Herr Nationalrat Imark, das Pariser Klimaabkommen sieht vor, dass die Staaten diese Reduktion primär im Inland vornehmen. Das macht durchaus auch Sinn. Deshalb wollen wir das primär im Inland tun. Wir haben ein Minimalziel, es könnte aber auch mehr sein.

Ich weiss eigentlich gar nicht, warum Sie so dafür kämpfen, dass unser Geld vorwiegend ins Ausland fliesst. Ich habe Mühe, das zu verstehen. Wenn wir im Inland investieren, dann haben wir doch die Aufträge bei unserem Gewerbe. Dann bekommt das Gewerbe das Geld. Dann können wir die Arbeitsplätze im Inland schaffen. Dann wenden wir die Technologien, die wir in unserem Land entwickeln, im Inland an. Am Schluss hat die Bevölkerung zum Beispiel eine effizientere Wohnsituation und gibt fürs Heizen weniger Geld aus. Warum beharren Sie darauf, dass wir das Geld lieber ins Ausland geben? Noch einmal: Die Schweiz ist eines der wenigen Länder, die diese Auslandkompensationen überhaupt machen. Die meisten anderen Staaten sagen: Wenn wir schon investieren, dann investieren wir bei uns. Möglichst viel Geld ins Ausland zu bringen, ist sonst eigentlich nicht unbedingt Ihr politisches Programm.

Prezioso Batou Stefania (G, GE): Madame la présidente de la Confédération, j'aimerais vous poser une question plus générale et plus urgente. Plusieurs dizaines de milliers de jeunes ont appelé à faire la grève pour le climat et, si Greta Thunberg était ici aujourd'hui, ne dirait-elle pas la même chose que ce qu'elle a dit plusieurs fois: "For shame"? N'est-ce pas ici une question de volonté politique? On nous dit que c'est une question de pragmatisme, qu'il faut faire une politique des petits pas. Mais est-ce que ce n'est pas une simple question de volonté politique qui manque pour faire des pas sérieux en direction d'une justice climatique?

Sommaruga Simonetta, présidente de la Confédération: Madame Prezioso, je pense qu'avec la loi que vous êtes en train de discuter, on prend cette situation très au sérieux.

AB 2020 N 804 / BO 2020 N 804

Mais on prend aussi au sérieux le fait que, dans notre pays, pour finir c'est la population qui doit soutenir les mesures. De cette façon, notre pays a toujours fait de bonnes expériences par rapport aux problèmes qu'on



affronte.

Où en est-on aujourd'hui face à la crise climatique dans notre pays? Lorsque nous prenons des mesures et fixons des buts, nous décidons de buts qui sont réalistes et réalisables. Cela ne nous aide pas si nous disons à notre jeunesse: "On va très loin, on va tout faire, on va tout vous promettre!" C'est peut-être fantastique aujourd'hui, mais à la fin, je pense que ce sont les résultats qui comptent.

Bien sûr, la loi que vous discutez actuellement ne va pas assez loin. Bien sûr qu'il faudra continuer, qu'on n'est pas au bout de cette crise. Mais je pense qu'avec cette loi, on peut vraiment faire un pas en avant. En plus, c'est un pas qui aura aussi de bons résultats pour notre population et pour notre économie.

Dans cette situation, il faut vraiment trouver les solutions qui permettent de trouver des majorités déjà au Parlement. Ce n'était pas le cas la dernière fois que vous avez discuté de cette loi. Aujourd'hui, je suis plus optimiste quant au fait que nous allons réussir à avoir une loi qui soit bien soutenue au Parlement. Il faudra aussi la défendre auprès de la population. C'est vraiment une force de la Suisse de trouver des solutions qui, à la fin, sont bien soutenues par la population, parce qu'elles apportent vraiment quelque chose à nos concitoyens et à l'économie.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Frau Bundespräsidentin, es ist für mich erstaunlich, dass Sie mit Ihrem Parteibuch einem Klimanationalismus verfallen sind und vor allem auf die Inlandmassnahmen fokussieren. Das passt dann auch nicht zu Ihrem Parteibuch. Es stellen sich doch Fragen, wenn Sie das ökonomisch anschauen. Die Schweiz verdient jeden zweiten Franken im Ausland, mit Schweizer Firmen, mit Investitionen im Ausland. Was ist daran so schlecht, wenn diese Firmen, die vor allem im Ausland Geld verdienen, aber auch Wertschöpfung im Inland generieren und im Ausland sogar Märkte erschliessen können, auch etwas freier als vom Bundesrat und vom Parlament bestimmt in Massnahmen investieren können? Wieso wehren Sie sich derart in dieser Frage der Auslandkompensation? Es geht doch in diesem Rahmen darum, mit möglichst wenig Geld möglichst viel CO2 einzusparen, nicht darum, einen Klimanationalismus zu betreiben.

Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Herr Nationalrat Wasserfallen, ich vertrete den Bundesrat, falls Sie das vorübergehend vergessen haben sollten.

Warum vertritt der Bundesrat hier die Meinung, dass wir diese Inland- und Auslandkompensationen jetzt so aufteilen sollten? Das eine möchte ich nicht wiederholen; ich habe Ihnen gesagt, was diese Inlandkompensationen für uns wirtschaftlich bringen, was sie auch für die Bevölkerung an Positivem bringen. Sie haben ja mit diesem Gesetz die Möglichkeit von Auslandkompensationen. Es ist ja nicht so, dass wir das verbieten, in keiner Art und Weise.

Aber Sie selber, Herr Nationalrat Wasserfallen, haben vorhin erwähnt, wie schwierig es aufgrund von bilateralen Abkommen mit anderen Staaten ist, die Auslandkompensationen dann auch so vorzunehmen, dass sie dem Klima tatsächlich etwas bringen. Schauen Sie, Sie wollen ja auch keine Alibiübungen – einfach ein bisschen Busse austauschen, von Benzin auf Diesel wechseln und dann die Benzinbusse anderswo wieder einsetzen. Dass dann mit diesen Abkommen im Ausland wirklich eine Kompensation stattfindet, die eine Qualität hat, die dem Klima wirklich etwas bringt, ist anspruchsvoll und schwierig, weil eben alle Staaten jetzt vor allem im Inland kompensieren.

Ich glaube, wir tun gut daran, uns der Möglichkeit der Auslandkompensationen nicht zu verschliessen. Aber wir wollen das nicht einfach offenlassen. Wir wollen schon auch – ich glaube, das war auch immer Ihre Meinung –, dass Investitionen, vor allem Investitionen, die unserer Bevölkerung dienen, dann auch wirklich gemacht werden. Also ich glaube, wir haben hier keine widersprüchlichen Interessen. Beides ist möglich. Ich glaube, unser Land hat es verdient, dass, wenn es um den Einsatz von Umwelttechnologien geht, diese auch tatsächlich im Inland angewendet werden.

Roduit Benjamin (M-CEB, VS): Madame la présidente de la Confédération, dans le domaine des bâtiments, l'accent est mis surtout sur les chauffages. Ne pensez-vous pas que la loi devrait aller un petit peu plus loin en ce qui concerne l'isolation thermique, soit sous la forme d'incitations, soit même de manière contraignante, lorsqu'une autorisation est délivrée lors d'un renouvellement du chauffage?

Sommaruga Simonetta, présidente de la Confédération: Bien sûr que l'on pourrait aller plus loin. Mais, je l'ai dit, les articles 8 et 9 ont été élaborés en concertation avec les cantons, et je crois qu'il était important de pratiquer de cette façon. On a essayé de faire tout ce qu'il était possible de faire. Les cantons peuvent aller plus loin; il y en a qui vont plus loin; d'autres ont fait très peu de chose jusqu'à présent.

C'était une bonne chose d'avoir trouvé une solution soutenue par les cantons et qui laisse la liberté à chaque canton d'aller plus loin. En même temps, les investisseurs, les locataires et surtout les propriétaires d'une



maison savent ce qui vaudra à l'avenir. De cette manière, ils peuvent faire des planifications, car pour les bâtiments, on planifie presque toujours sur le long terme. Il est bon qu'on sache, selon cette loi, quels sont les buts à atteindre et quelles sont les mesures à appliquer. Je le répète: les cantons ont toujours la possibilité d'aller plus loin s'ils en ont envie.

Müller-Altarmatt Stefan (M-CEB, SO), für die Kommission: Ich tue es der Bundespräsidentin gleich und beginne mit Artikel 3, mit einem der zentralen Diskussionspunkte der doch sehr langen Debatte um dieses Gesetz. Es geht um die Verminderungsziele. Der Bundesrat und der Ständerat möchten, dass wir gegenüber dem Referenzjahr 1990 unsere Treibhausgasemissionen im Jahr 2030 um 50 Prozent reduzieren, wobei schon im Durchschnitt der 2020er-Jahre 35 Prozent vermindert sein müssen. Dazu eine ergänzende Info: Wir haben vor Covid-19 rund 14 Prozent reduziert, die 2020er-Werte dürften dann aus bekannten Gründen etwas tiefer liegen. Die Mehrheit der Kommission schliesst sich diesem Zielwert von Bundesrat und Ständerat an.

Der Minderheitsantrag Egger Mike – der entsprechende Antrag wurde in der Kommission mit 16 zu 9 Stimmen abgelehnt – möchte lediglich 40 Prozent gegenüber 1990 reduzieren. Er unterschreitet damit die Vereinbarungen im von der Schweiz bereits ratifizierten Pariser Klimaabkommen.

In Artikel 3 Absatz 2 wird das Verhältnis von inländischen und ausländischen Massnahmen bezeichnet. Wir haben noch einmal viel darüber gehört. Um welche widerstreitenden Argumente geht es, die je nach Weltanschauung eben unterschiedlich gewichtet werden? Wir haben auf der einen Seite das Argument, dass die Reduktionen im Ausland günstiger seien und dass dort deshalb mit einem eingesetzten Franken mehr erzielt werden könne als im Inland. Auf der anderen Seite wird argumentiert – das ist das Argument der Mehrheit –, dass die Mechanismen der ausländischen Anrechnung noch völlig unklar sind. Sie sind seit dem gescheiterten Klimagipfel von Madrid noch unklarer, man hat keine Einigung gefunden. Wir warten auf vermeintliche "low-hanging fruits". Diese werden nicht kommen, und das wird dann zu Rechtsunsicherheit führen, und je länger man zuwartet, umso höher sind dann die Kosten für das CO₂. Hinzu kommt das vorhin oft gehörte und ausgebreitete Argument der einheimischen Wertschöpfung.

Der Bundesrat, der Ständerat und die Kommissionsmehrheit setzen also auf die Ermöglichung von Auslandskompensationen, aber höchstens im Umfang von 40 Prozent, ergänzt durch einen Durchschnittswert für die 2020er-Jahre von mindestens 25 Prozent Reduktion im Inland. Auslandreduktionen werden also auch mit dem Mehrheitsantrag nicht verunmöglicht. Man will sie zulassen, aber halt begrenzen. Der Minderheitsantrag Egger Mike – der entsprechende Antrag wurde in der Kommission mit 16 zu 9 Stimmen abgelehnt – möchte keinen Inlandanteil festlegen. Er verweist auf die Marktkräfte, die das regeln sollen. Letztlich möchte die Minderheit

AB 2020 N 805 / BO 2020 N 805

Vogler den Anteil der inländischen Massnahmen auf 75 Prozent hochschrauben und damit eben noch mehr inländische Investitionen generieren.

Dann bleibt noch der Antrag der Minderheit Girod, ein Konzeptantrag zu den Absätzen 1 und 2, der eine Gesamtreduktion von 60 statt 50 Prozent will, wovon zwei Drittel im Inland. Dieser Antrag ist in der Kommission mit 17 zu 8 Stimmen abgelehnt worden.

Die Anträge sind noch hinsichtlich der Frage, wie ehrgeizig sie sind, einzuordnen: Der Antrag der Minderheit Girod führt klar zu einem Gap zwischen den Zielen und den Massnahmen. So, wie das Gesetz jetzt daherkommt, müsste man die Massnahmen nachbessern, um die Ziele des Minderheitsantrags Girod zu erreichen. Der Antrag der Minderheit Vogler ist gemäss Berechnungen des BAFU ziemlich genau kompatibel mit den Massnahmen, wie sie vom Ständerat definiert worden sind. Der Antrag der Kommissionsmehrheit geht bezüglich der Inlandzielvorgabe hinter die Massnahmen des Ständerates zurück.

Ich empfehle Ihnen im Namen der Kommission, hier keine Differenz zum Beschluss des Ständerates zu schaffen und den Anträgen der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

Einige Worte zu Artikel 7a, zum Bereich der Anlagen mit hohen Treibhausgasemissionen: Der Ständerat hat sich sehr intensiv mit diesem Thema befasst und in Artikel 17b und Artikel 17c das Instrument der Klimaverträglichkeitsprüfung eingefügt. Ich kann vorwegnehmen, dass Ihre Kommission dieses Instrument wieder herausgekippt hat. Man erachtete es als zu unklar und als kaum umsetzbar. Man hatte insbesondere Angst, dass plötzlich Projekte und Stellen zusätzliche Abgaben leisten müssten, welche fernab eines sinnvollen Abgabekreises liegen würden. Man dachte beispielsweise an eine Gemeinde, die für den Bau einer Erschliessungsstrasse eine Abgabe leisten müsste.

Statt dieser Klimaverträglichkeitsprüfung hat die Kommission das Postulat auf den Weg geschickt, das nach dem CO₂-Gesetz auf der Tagesordnung figuriert und das wir zur Annahme empfehlen.

Was also in diesem Bereich bleibt, ist mit Artikel 7a der Verweis auf das Umweltschutzgesetz; dieser wird



insofern präzisiert, als von der Verminderungsverpflichtung nach dem Stand der Technik diejenigen Anlagen ausgenommen werden, die dem Emissionshandelssystem unterliegen. Die Minderheit Jauslin möchte auch diese Bestimmung streichen; dieser Antrag unterlag in der Kommission mit Stichentscheid des Präsidenten. Zum Gebäudebereich, zu den Artikeln 8 und 9 und den Übergangsbestimmungen bei Artikel 59d: Der Ständerat hat den Entwurf des Bundesrates gründlich überarbeitet. Er möchte, dass ab 2023 bei einem Heizungsersatz höchstens noch 20 Kilogramm CO₂ pro Quadratmeter Energiebezugsfläche aus fossilen Brennstoffen kommen darf – dies bei einem Heizungsersatz, das sei nochmals betont. Eine Pflicht zum Heizungsersatz – dies an die Adresse von Frau Rüegger – ist im Gesetz nirgends beschrieben. Da haben Sie in Ihrem Votum die Wahrheit schon ein bisschen überdehnt.

Dieser Wert, der vom Ständerat vorgeschrieben wurde, soll zusätzlich alle fünf Jahre um 5 Kilogramm gesenkt werden. Neubauten dürfen, wie das auch der Bundesrat beantragt, gar keine CO₂-Emissionen mehr verursachen. Entscheidend beim Konzept des Ständerates: Beide Vorgaben sind unabhängig von der Erreichung irgendwelcher Zielvorgaben, sie gelten ab 2023 unbedingt.

Diese unbedingte Erfüllung hat bereits im Ständerat zu Konflikten mit den Kantonen geführt. Wir haben deshalb in der Kommission nochmals das Gespräch mit der Energiedirektorenkonferenz gesucht. Das Resultat ist, dass die im Ständerat eingebrachte Ausnahmeklausel, wonach sich Kantone mit strengeren Vorschriften befreien können, im Übergangsartikel 59d präzisiert wird. In den Kantonen, die bis zum Inkrafttreten des Gesetzes das Modul F der kantonalen Mustervorschriften, der Muken 2014, übernommen haben, gilt die Anforderung erst ab 2026. Damit werden diejenigen Kantone geschützt, die eigentlich die Guten waren, die in Treu und Glauben ihre Gesetze revidiert und dieses Modul gerade verabschiedet haben oder sich in diesem Prozess befinden. Die Kantone haben signalisiert, dass sie mit dieser Lösung einverstanden sind. Die Brücke zu den verfassungsmässig zuständigen Kantonen ist also gebaut, und zwar rein auf konzeptioneller Ebene, nicht durch die Sprechung zusätzlicher Subventionen, wie dies vorhin von Herrn Wasserfallen suggeriert wurde.

Die Minderheit Wasserfallen Christian möchte diese Bestimmung aufheben und durch eine Kann-Formulierung zur Einführung eines zu definierenden Gebäudestandards ersetzen. Der entsprechende Antrag wurde in der Kommission mit 14 zu 11 Stimmen abgelehnt.

Grossen Jürg (GL, BE): Ich lege meine Interessen offen: Ich bin Präsident der Konferenz der Gebäudetechnikverbände und im Vorstand von Swisscleantech.

Sehr geehrter Herr Kommissionssprecher, ich habe eine Frage: In Artikel 39 Absatz 3a, den wir dann später noch behandeln, wurde eine Aufzählung, die im Moment die Gebäudehülle und die Gesamtanierungen betrifft, eingefügt. Neu wurde dort auch die Gebäudetechnik aufgenommen. In diesem Block behandeln wir Artikel 9 Absatz 2ter. Dort ist die Gebäudetechnik nicht aufgeführt. Kann man davon ausgehen, dass diese aber mitgemeint ist?

Müller-Alternatt Stefan (M-CEB, SO), für die Kommission: Davon kann man ausgehen, weil im von Ihnen angesprochenen Artikel 9 Absatz 2ter das Wort "insbesondere" vorkommt. Wenn man "insbesondere" schreibt, sind auch Sachen gemeint, die dort nicht explizit geschrieben stehen. Die Gebäudetechnik kann dann natürlich trotzdem dazugehören.

Nordmann Roger (S, VD), pour la commission: A l'article 1, la majorité de la commission vous invite à suivre le Conseil des Etats et à rejeter la proposition de la minorité lmark, en particulier parce que, dans la version du Conseil des Etats, les objectifs sont définis de façon plus précise et qu'il est mentionné que les flux financiers doivent être compatibles avec ces objectifs, ce qui sera utile pour l'article 47a.

L'article 3, relatif aux objectifs de réduction, représente un aspect fondamental. Je ne reviens pas en détail sur tous les chiffres que mon collègue, rapporteur de langue allemande, a exposés tout à l'heure, mais vous indique ce qu'implique la proposition de la majorité. Elle implique que le Conseil fédéral choisisse la vitesse de réduction des émissions, entre 1 et 3 pour cent par année. Cela s'explique ainsi: avec la vitesse de réduction la plus lente, il faudrait passer d'environ 20 pour cent de réduction à environ 30 pour cent, à l'intérieur du pays; avec la vitesse de réduction la plus rapide, il faudrait passer de 20 pour cent de réduction à 50 pour cent en dix ans, soit une réduction de 30 pour cent, équivalente à 3 pour cent par année.

La minorité Girod, elle, propose d'augmenter l'ambition globale, en visant 60 pour cent de réduction par rapport à 1990, en prévoyant qu'un tiers de ces réductions pourrait être fait à l'étranger, autrement dit que deux tiers devraient être réalisés en Suisse. Deux tiers de 60 pour cent, cela représente une réduction de 40 pour cent. Si vous acceptiez la proposition de la minorité Girod, il faudrait retravailler la loi, parce que les mesures proposées ne permettent pas d'atteindre l'objectif fixé par la minorité Girod. Pour que le projet reste un tout cohérent, il faudrait le revoir en profondeur. C'est la raison pour laquelle la commission n'a pas soutenu la proposition



défendue par la minorité Girod.

La minorité Egger Mike, au contraire, se situe à l'autre pôle, et propose de ne viser que 40 pour cent de réduction, indépendamment du fait qu'elle soit réalisée en Suisse ou à l'étranger. Le premier inconvénient, évidemment, est que cette proposition ne respecte pas nos engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat – une réduction de 50 pour cent. Deuxièmement, cette proposition nous permettrait théoriquement d'augmenter nos émissions en Suisse en achetant encore plus de réductions à l'étranger, ce qui serait totalement absurde.

Je profite de cette proposition de la minorité Egger Mike pour rappeler le problème des réductions réalisées à l'étranger. Si, au lieu de réduire notre consommation de pétrole en Suisse,

AB 2020 N 806 / BO 2020 N 806

nous voulons réduire cette consommation à l'étranger, cela signifie que chaque année en Suisse, vous devez continuer à acheter votre baril de pétrole et que, pour chaque baril de pétrole que vous brûlez ensuite en Suisse, vous devez acheter chaque année une attestation internationale de réduction d'émission qui correspond à environ une demi-tonne de CO₂ – parce que quand on brûle un baril de pétrole, cela émet environ une demi-tonne de CO₂. Mais cela, vous devez le faire chaque année, vous avez donc une double peine si vous ne misez que sur les réductions à l'étranger, parce que vous devez payer le prix de l'énergie fossile et le prix de l'attestation.

La commission vous propose très clairement de rejeter la proposition de la minorité Egger Mike.

La proposition défendue par la minorité Vogler, qui avait été traitée par la commission dans son ancienne composition, prévoit que seulement un quart de la réduction de 50 pour cent des émissions de CO₂ puisse se faire à l'étranger. C'est 12,5 pour cent au plus à l'étranger et au minimum 37,5 pour cent à l'intérieur de la Suisse. Cela signifie qu'avec la proposition de la minorité Vogler, la vitesse de réduction des émissions se situerait entre moins 1,7 pour cent et moins 3 pour cent par année. Moins 1,7 pour cent par année, c'est un peu moins vite que ces dernières années, et moins 3 pour cent, c'est plus vite.

A noter que, contrairement à la proposition de la minorité Girod, celle de la minorité Vogler est compatible avec le contenu de la loi. C'est-à-dire que les mesures qui sont comprises dans la version du Conseil des Etats et que nous avons un peu retravaillées nous permettent justement d'arriver à une réduction de 37 pour cent. Cela correspondrait à la proposition de la minorité Vogler et il ne serait donc pas nécessaire de revenir sur les articles concernant les mesures.

J'aimerais maintenant aborder la proposition Prezioso, dont l'auteure n'est malheureusement pas dans la salle. C'est dommage! Il s'agit d'une proposition hyperradicale qui demande d'arriver à zéro émission de CO₂ en 2030. Franchement, on n'en a pas discuté en commission, mais je peux imaginer comment elle aurait été accueillie. Je peux en tout cas vous donner mon avis: même si nous avions un régime dictatorial, extrêmement autoritaire, dont le seul objectif serait la réduction des émissions de CO₂, je ne sais pas si on y arriverait. Franchement, si on me demandait de faire un plan pour arriver à zéro émission de CO₂ en 2030, je ne sais pas comment je ferais du point de vue technique. Même avec les pleins pouvoirs.

Cette proposition nous confronte donc aux limites de la réalité. Ici, on n'est pas dans le verbe, mais dans l'action. On est en train de prendre des mesures concrètes et c'est précisément parce que c'est difficile qu'il ne faut pas non plus tomber dans l'excès. Parce que l'excès devient insignifiant et, au fond, quand on dit qu'on veut arriver à zéro en 2030, on sait que ce n'est pas possible, qu'on n'y arrivera en aucun cas. Même si tout le monde était d'accord, on se heurterait à des limites physiques. C'est pour cela que la loi choisit un chemin qui est moyennement ambitieux – certains trouvent qu'il aurait dû être plus ambitieux, d'autres qu'il aurait dû être un peu moins ambitieux –, mais on ne peut pas être juste dans la déclaration verbale. Je pense que cela n'a pas tellement de sens.

Un mot encore sur la proposition von Siebenthal concernant l'article 5. J'imagine que si la commission l'avait reçue, elle aurait soutenu cette proposition individuelle. Comme l'a dit la présidente de la Confédération, il s'agit d'une clarification. Effectivement, les sols peuvent absorber et fixer du CO₂. C'est un aspect important et M. von Siebenthal a raison de le souligner. D'ailleurs c'était déjà un peu la position de la commission, mais cette proposition est mieux formulée.

J'attire toutefois votre attention sur un fait: c'est "one shot". On peut augmenter jusqu'à un certain point le CO₂ fixé dans le sol, mais on ne peut pas, sur cinquante ans, compenser toutes nos émissions en fixant du CO₂ dans le sol. Ce n'est pas réaliste. Mais enfin, c'est une contribution utile et j'imagine que la commission aurait voté pour la proposition von Siebenthal.

A l'article 6, il est important de rejeter la minorité Wasserfallen Christian et d'être un peu rigoureux quant à la qualité des réductions des émissions réalisées à l'étranger. On va vraisemblablement acheter des réductions



d'émissions à l'étranger. En effet, tous admettent qu'une part de la réduction des émissions sera réalisée à l'étranger, sauf la proposition individuelle Prezioso. Comme c'est ainsi qu'on va procéder, il est très important que, pour chaque franc dépensé, on ait une vraie contre-valeur; acheter des réductions d'émissions dont la qualité est insuffisante, c'est jeter de l'argent par la fenêtre. Il faut donc rejeter la minorité Wasserfallen Christian.

L'article 7a a été clairement expliqué par la présidente de la Confédération et par mon collègue rapporteur, je ne vais donc rien ajouter.

L'article 8 me paraît relativement clair.

J'aimerais par contre dire quelques mots quant à l'article 9, parce que c'est un article très important, M. Roduit l'a évoqué tout à l'heure. Le Conseil des Etats avait modifié en profondeur le concept du Conseil fédéral. A l'origine, le Conseil fédéral proposait que si les objectifs de l'article 8 n'étaient pas atteints en 2026 et 2027, alors il fallait une limitation extrêmement sévère des émissions de CO₂ des bâtiments en cas de remplacement du chauffage à 4 et 6 kilogrammes d'émissions de CO₂ issues de combustibles fossiles par mètre carré. Ces normes auraient été introduites, au plus tôt, en 2029, parce qu'il aurait fallu constater en 2028 le dépassement qui a eu lieu en 2026 et en 2027. L'approche proposée par le Conseil fédéral avait deux inconvénients.

Premièrement, elle misait très fortement sur le CO₂ mais négligeait l'efficacité de l'enveloppe. Il y avait le risque de gaspiller massivement des énergies renouvelables pour la production de chaleur: au lieu d'avoir une stratégie cohérente d'assainissement qui inclut l'enveloppe et le chauffage, on se serait uniquement focalisé sur le chauffage.

Deuxièmement, d'ici 2029, il ne se serait rien passé, et beaucoup de gens auraient remplacé leur chauffage à combustible fossile par un nouveau chauffage à combustible fossile. C'est donc à juste titre que le Conseil des Etats a retravaillé en profondeur cet article. Il a décidé d'introduire inconditionnellement, à partir de 2023, une exigence de 20 kilogrammes d'émissions de CO₂ issues de combustibles fossiles par mètre carré en cas de remplacement du chauffage. Cette valeur sera abaissée de 5 kilogrammes tous les cinq ans. L'entrée en vigueur de ces normes serait donc plus rapide et l'exigence moins sévère; l'exigence serait progressivement durcie.

Suite à la critique émise par les cantons, le Conseil des Etats a prévu que les cantons qui disposent d'une réglementation équivalente pourraient être dispensés de cette exigence. La formulation d'équivalence est floue, elle aurait pu donner lieu à de nombreux litiges. Notre commission a donc entamé un dialogue avec la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie pour comprendre quelles étaient leurs craintes.

Cela nous a permis d'élaborer une nouvelle solution pour la transition. Dans les cantons qui auraient adopté le module F du Modèle de prescriptions énergétiques des cantons au moment de l'entrée en vigueur du projet que nous examinons aujourd'hui, l'exigence des 20 kilogrammes par mètre carré ne vaudrait qu'à partir de 2026. De la sorte, nous protégeons la bonne foi des cantons qui sont actuellement au milieu de leur processus décisionnel.

Si la commission faisait cet ajout – c'est très important –, les cantons nous ont dit qu'ils soutiendraient ce dispositif et que c'était pour eux le point essentiel. Cela a fait l'objet d'une discussion approfondie. La position des cantons est entre celle de M. Christian Wasserfallen et celle de M. Roduit. Pour ce qui relève des bâtiments, les cantons ont une sorte de "co-souveraineté". Comme ils tiennent à leur souveraineté dans ce domaine, ils ne veulent pas tout céder, mais ils estiment cependant justifié qu'un cadre légal fédéral règle l'essentiel en termes d'émissions de CO₂ – le climat étant plutôt une compétence fédérale.

Donc, les cantons ont accepté de faire un bout du chemin, ce que regrette M. Wasserfallen, mais ils ne sont peut-être pas allés aussi loin que ce que voulait M. Roduit. L'avantage, c'est qu'on aurait une règle claire, uniforme dans toute la Suisse, qui s'appliquerait rapidement à partir de 2023. Voilà ce qu'il y avait à dire sur ce sujet.

AB 2020 N 807 / BO 2020 N 807

Je vous remercie donc de suivre la majorité de la commission.

Art. 1

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

... vermindert werden. Dieses Gesetz bezweckt, einen Beitrag zu leisten ...

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Antrag der Minderheit

(Imark, Egger Mike, Knecht, Müri, Page, Ruppen, Tuena, Wobmann)

Abs. 1 Bst. a

a. den menschlich verursachten Anstieg der durchschnittlichen Erdtemperatur deutlich unter 2 Grad Celsius zu halten und Anstrengungen zu unternehmen, um den menschlich verursachten Temperaturanstieg auf 1,5 Grad Celsius über dem vorindustriellen Niveau zu begrenzen;

Art. 1

Proposition de la majorité

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

(la modification ne concerne que le texte allemand)

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Imark, Egger Mike, Knecht, Müri, Page, Ruppen, Tuena, Wobmann)

Al. 1 let. a

a. à ce que la hausse moyenne de la température mondiale résultant de l'activité humaine soit maintenue sensiblement en dessous de 2 degrés Celsius par rapport au niveau préindustriel et à ce que des efforts soient entrepris pour limiter cette hausse résultant de l'activité humaine à 1,5 degrés Celsius par rapport au niveau préindustriel;

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20506)

Für den Antrag der Mehrheit ... 143 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 55 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 2

Antrag der Kommission

...

a. fossile Brennstoffe: ... die zur Erzeugung von Wärme, Kälte oder Licht ...

...

fbis. Senkenleistung: International anrechenbare Bilanz über die Treibhausgasemissionen und die CO₂-Aufnahme in Kohlenstoffspeichern;

...

Art. 2

Proposition de la commission

...

a. ... pour la production de chaleur, de froid ou d'éclairage ...

...

fbis. Capacité des puits de carbone: bilan imputable au plan international entre les émissions de gaz à effet de serre et l'absorption de CO₂ par les réservoirs de carbone;

...

Angenommen – Adopté

Art. 3

Antrag der Mehrheit

Abs. 1, 2, 2bis, 3, 4, 6, 7

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 5

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Antrag der Minderheit

(Egger Mike, Imark, Knecht, Müri, Page, Rösti, Ruppen, Tuena, Wobmann)

Abs. 1

... höchstens 60 Prozent der Treibhausgasemissionen im Jahr 1990 betragen. (Rest streichen)

Abs. 2

Die Verminderung der Treibhausgasemissionen nach Absatz 1 soll im Jahr 2030 mit im Inland und Ausland durchgeführten Massnahmen erfolgen. (Rest streichen)

Abs. 2bis

Streichen

Antrag der Minderheit

(Vogler, Bäumle, Girod, Jans, Müller-Altermatt, Nordmann, Nussbaumer, Reynard, Semadeni, Thorens Goumaz)

Abs. 2

Die Verminderung der Treibhausgasemissionen nach Absatz 1 soll zu mindestens drei Vierteln mit im Inland durchgeführten Massnahmen erfolgen. (Rest streichen)

Antrag der Minderheit

(Girod, Bäumle, Jans, Nussbaumer, Reynard, Semadeni, Thorens Goumaz)

Abs. 1

... höchstens 40 Prozent der Treibhausgasemissionen im Jahr 1990 betragen ... um mindestens 40 Prozent ...

Abs. 2

... soll im Jahr 2030 zu mindestens 66 Prozent mit im Inland durchgeführten Massnahmen erfolgen. Im Durchschnitt der Jahre 2021 bis 2030 sollen die Treibhausgasemissionen im Inland um mindestens 30 Prozent gegenüber 1990 vermindert werden.

Antrag der Minderheit

(Bäumle, Girod, Jans, Müller-Altermatt, Nordmann, Nussbaumer, Reynard, Semadeni, Thorens Goumaz, Vogler)

Abs. 5

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Prezioso

Abs. 1

Die Treibhausgasemissionen in der Schweiz müssen ab 2032 vollständig durch CO₂-Senken in der Schweiz ohne aktive Kompensationstechnologien kompensiert werden.

Abs. 2

Von 2022 bis 2026 beträgt die jährliche Reduktion der Treibhausgasemissionen mindestens 13 Prozent gegenüber 2018. Von 2026 bis 2032 beträgt die jährliche Reduktion mindestens 8 Prozent gegenüber 2018.

Abs. 4

Die Gesamtmenge der Treibhausgasemissionen berechnet sich nach Massgabe der in der Schweiz ausgestossenen Treibhausgase.

Abs. 8

Der Bund finanziert ohne Gegenleistung Programme zur Verminderung von Treibhausgasen und zur passiven CO₂-Abscheidung im Ausland, insbesondere in den Ländern, die unter dem Klimawandel leiden.

Art. 3

Proposition de la majorité

Al. 1, 2, 2bis, 3, 4, 6, 7

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 5

Adhérer au projet du Conseil fédéral



Proposition de la minorité

(Egger Mike, Imark, Knecht, Muri, Page, Rösti, Ruppen, Tuena, Wobmann)

Al. 1

... de serre s'élèveront à 60 pour cent au plus de celles émises en 1990. (Biffer le reste)

AB 2020 N 808 / BO 2020 N 808

Al. 2

En 2030, la réduction des émissions de gaz à effet de serre prévue à l'alinéa 1 doit être réalisée par des mesures prises en Suisse et à l'étranger. (Biffer le reste)

Al. 2bis

Biffer

Proposition de la minorité

(Vogler, Bäumle, Girod, Jans, Müller-Altermatt, Nordmann, Nussbaumer, Reynard, Semadeni, Thorens Goumaz)

Al. 2

Au moins les trois quarts de la réduction des émissions de gaz à effet de serre prévue à l'alinéa 1 doivent être réalisés par des mesures prises en Suisse. (Biffer le reste)

Proposition de la minorité

(Girod, Bäumle, Jans, Nussbaumer, Reynard, Semadeni, Thorens Goumaz)

Al. 1

En 2030, les émissions de gaz à effet de serre s'élèveront à 40 pour cent au plus de celles émises en 1990. Entre 2021 et 2030, les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites d'au moins 40 pour cent en moyenne par rapport à 1990.

Al. 2

En 2030, au moins 66 pour cent de la réduction des émissions de gaz à effet de serre prévue à l'alinéa 1 doit être réalisée par des mesures prises en Suisse. Entre 2021 et 2030, les émissions de gaz à effet de serre en Suisse doivent être réduites d'au moins 30 pour cent en moyenne par rapport à 1990.

Proposition de la minorité

(Bäumle, Girod, Jans, Müller-Altermatt, Nordmann, Nussbaumer, Reynard, Semadeni, Thorens Goumaz, Vogler)

Al. 5

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Prezioso

Al. 1

Les émissions de gaz à effet de serre en Suisse doivent être compensées entièrement dès 2032, par des puits de carbone en Suisse, sans technologies actives de compensation.

Al. 2

De 2022 à 2026, la réduction annuelle des émissions de gaz à effet de serre est d'au moins 13 pour cent par rapport à 2018. De 2026 à 2032, la réduction annuelle est d'au moins 8 pour cent par rapport à 2018.

Al. 4

La quantité totale des émissions de gaz à effet de serre est calculée sur la base des rejets de ces gaz en Suisse.

Al. 8

La Confédération finance sans contrepartie des plans de diminution des émissions de gaz à effet de serre et de captation passive du CO₂ à l'étranger, en priorité dans des pays victimes du réchauffement climatique.

Développement par écrit

Alinéas 1, 2 et 4: Les objectifs de réduction doivent mieux prendre en compte la gravité de la crise climatique dans laquelle les pays industrialisés ont entraîné la planète. Ces pays, dont la Suisse fait partie, doivent prendre des mesures volontaristes afin de limiter autant que possible les effets dévastateurs de cette crise. Et ces mesures doivent être prises en Suisse: permettre de réduire artificiellement nos émissions à travers des actions réalisées à l'étranger ne fait que déplacer le problème et retarder une résolution globale de la crise. Les modifications proposées des alinéas 1, 2 et 4 de cet article visent à apporter une réponse à la hauteur



des défis que pose la crise climatique. Il faut agir aussi vite que possible, avec tous les moyens nécessaires afin d'y parvenir.

Alinéa 8: Les pays riches, dont la Suisse fait partie, ont une lourde responsabilité dans la crise climatique. De leur côté, les pays pauvres, qui ont une responsabilité très limitée dans cette crise, se retrouvent au premier rang de ses victimes. L'article proposé constitue un premier pas vers une reconnaissance et une réparation de cette injustice. De plus, la crise climatique exige une réponse globale. Fixer des objectifs ambitieux au niveau national est positif, mais cela doit obligatoirement s'articuler avec des objectifs internationaux tout aussi ambitieux ainsi qu'avec une participation volontariste à leur réalisation.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): A l'article 3 alinéas 1 et 2, la situation est un peu complexe. Nous allons tout d'abord voter sur l'alinéa 1, puis sur l'alinéa 2, avant de nous prononcer sur la minorité Girod, qui constitue un concept et concerne les alinéas 1 et 2.

Abs. 1 – Al. 1

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20511)

Für den Antrag der Mehrheit ... 143 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 55 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Abs. 2 – Al. 2

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20507)

Für den Antrag der Minderheit Vogler ... 111 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 86 Stimmen

(1 Enthaltung)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20508)

Für den Antrag der Minderheit Vogler ... 137 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit Egger Mike ... 56 Stimmen

(5 Enthaltungen)

Abs. 1, 2 – Al. 1, 2

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous pouvons maintenant voter sur la proposition de la minorité Girod, qui sera opposée au résultat des votes précédents, c'est-à-dire à la proposition de la majorité à l'alinéa 1 et à la proposition de la minorité Vogler à l'alinéa 2. Ensuite, nous voterons sur la proposition Prezioso.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20509)

Für den Antrag der Mehrheit/Minderheit Vogler ... 126 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit Girod ... 72 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20510)

Für den Antrag der Mehrheit/Minderheit Vogler ... 155 Stimmen

Für den Antrag Prezioso ... 29 Stimmen

(14 Enthaltungen)



Abs. 2bis – Al. 2bis

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20512)

Für den Antrag der Mehrheit ... 143 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 55 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Abs. 4 – Al. 4

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20513)

Für den Antrag der Mehrheit ... 155 Stimmen

Für den Antrag Prezioso ... 34 Stimmen

(9 Enthaltungen)

AB 2020 N 809 / BO 2020 N 809

Abs. 5 – Al. 5

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20514)

Für den Antrag der Minderheit ... 111 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 87 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Abs. 8 – Al. 8

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20515)

Für den Antrag Prezioso ... 39 Stimmen

Dagegen ... 145 Stimmen

(14 Enthaltungen)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Art. 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 5

Antrag der Mehrheit

Abs. 1, 1bis, 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 1ter

... insbesondere im Wald, in Böden (biologische Sequestrierung) sowie in Holzprodukten.

Antrag der Minderheit

(Jans, Genecand, Nussbaumer, Semadeni)

Abs. 1ter

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Antrag von Siebenthal**Abs. 1ter*

Als Emissionsverminderungen gelten auch Erhöhungen der Senkenleistungen, insbesondere im Wald und in Böden (biologische Sequestrierung) sowie in Holzprodukten.

Schriftliche Begründung

Im Schweizer Wald und mit Schweizer Holz lassen sich verschiedene Senkenleistungen erzielen. Mit der beantragten Ergänzung können alle Optionen für die schweizerische Wald- und Holzwirtschaft offengehalten werden. Der beste Weg wäre es, den Schweizer Wald, ausserhalb der Vorrangfunktionen, nachhaltig und kontinuierlich zu pflegen. So wird der grösste Holzzuwachs erzielt und am meisten CO₂ im Holz gebunden; beim Wachsen entzieht ein Kubikmeter Holz der Luft knapp eine Tonne CO₂. Das geerntete Holz ist dann dem sinnvollsten Zweck zuzuführen. So wird mit der Substitution der grösstmögliche zusätzliche Minderungseffekt erzielt. Erdölbasierte Materialien werden durch holzbasierte chemische Materialien sowie Holzbaustoffe ersetzt und fossile Energieträger werden durch Holz ersetzt. Ein derart gepflegter Wald dient nicht nur der Klimapolitik, sondern auch der Biodiversitäts- sowie der Energiepolitik, und die Wirtschaft kann mit einem der wenigen inländischen Rohstoffe versorgt werden. Die Konferenz für Wald, Wildtiere und Landschaft unterstützt die beschriebene Neuausrichtung der Schweizer Wald- und Holzwirtschaft ebenfalls.

Art. 5*Proposition de la majorité**Al. 1, 1bis, 2*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 1ter

... en particulier dans la forêt, dans les sols (séquestration biologique), ainsi que dans les produits en bois.

Proposition de la minorité

(Jans, Genecand, Nussbaumer, Semadeni)

Al. 1ter

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Proposition von Siebenthal**Al. 1ter*

Sont également considérées comme des réductions d'émissions les augmentations des capacités des puits de carbone, en particulier dans la forêt et dans les sols (séquestration biologique), ainsi que dans les produits en bois.

Abs. 1ter – Al. 1ter

La présidente (Moret Isabelle, présidente): La proposition de la minorité Jans a été retirée.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20516)

Für den Antrag von Siebenthal ... 177 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 20 Stimmen

(1 Enthaltung)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Art. 6*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Wasserfallen Christian, Egger Mike, Imark, Knecht, Müri, Page, Ruppen, Schilliger, Tuena, Wobmann)

Abs. 1

Im Ausland erzielte Emissionsverminderungen müssen die international oder multilateral festgelegten Anfor-



derungen erfüllen, damit die für die Verminderungen ausgestellten internationalen Bescheinigungen in der Schweiz berücksichtigt werden, wobei der Bundesrat die Kongruenz insbesondere mit Artikel 6 des Übereinkommens von Paris wahrte.

Abs. 3

Der Bundesrat stellt sicher, dass völkerrechtliche, bilaterale oder multilaterale Vereinbarungen zur gegenseitigen Anerkennung von internationalen Bescheinigungen in ausreichendem Umfang abgeschlossen werden, damit der Bedarf für Kompensationen im Ausland abgedeckt werden kann.

Art. 6

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Wasserfallen Christian, Egger Mike, Imark, Knecht, Muri, Page, Ruppen, Schilliger, Tuena, Wobmann)

Al. 1

Les réductions d'émissions réalisées à l'étranger doivent répondre aux exigences internationales ou multilatérales pour que les attestations internationales correspondantes soient prises en considération en Suisse; le Conseil fédéral garantit la cohérence avec, en particulier, l'article 6 de l'Accord de Paris sur le climat.

Al. 3

Le Conseil fédéral garantit que des accords internationaux, bilatéraux ou multilatéraux sur la reconnaissance mutuelle des attestations internationales soient conclus de manière suffisante pour permettre de couvrir les besoins en matière de compensation à l'étranger.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20519)

Für den Antrag der Mehrheit ... 135 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 60 Stimmen

(2 Enthaltungen)

AB 2020 N 810 / BO 2020 N 810

Art. 7

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 7a

Antrag der Mehrheit

Titel

Verminderung nach dem Stand der Technik

Abs. 1

Wer Anlagen nach Artikel 7 Absatz 7 des Umweltschutzgesetzes vom 7. Oktober 1983, die beim Betrieb eine bestimmte Mindestmenge an Treibhausgasemissionen verursachen, neu errichten oder wesentlich ändern will, sorgt dafür, dass die durch diese Anlagen verursachten Treibhausgasemissionen so weit begrenzt werden, als dies technisch und betrieblich möglich und wirtschaftlich tragbar ist.

Abs. 2

Ausgenommen sind Anlagen, deren Betreiber am Emissionshandelssystem teilnehmen. Der Bundesrat kann weitere Ausnahmen vorsehen.

Abs. 3

Der Bundesrat legt die Mindestmenge nach Absatz 1 fest.



Antrag der Minderheit

(Jauslin, Bourgeois, Bulliard, Egger Mike, Imark, Paganini, Page, Röstli, Rüegger, Ruppen, Vincenz, Wobmann)
Streichen

Art. 7a

Proposition de la majorité

Titre

Réduction selon l'état de la technique

Al. 1

Quiconque souhaite construire ou modifier de manière importante des installations au sens de l'article 7 alinéa 7, de la loi du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement qui génèrent une certaine quantité minimale de gaz à effet de serre veille à ce que les gaz à effet de serre générés par ces installations soient limités dans la mesure que le permettent l'état de la technique et les conditions d'exploitation et pour autant que cela soit économiquement supportable.

Al. 2

Sont exceptées les installations dont les exploitants participent au système d'échange de quotas d'émission. Le Conseil fédéral peut prévoir d'autres exceptions.

Al. 3

Le Conseil fédéral fixe la quantité minimale prévue à l'alinéa 1.

Proposition de la minorité

(Jauslin, Bourgeois, Bulliard, Egger Mike, Imark, Paganini, Page, Röstli, Rüegger, Ruppen, Vincenz, Wobmann)
Biffer

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Le vote vaut également pour l'article 44 alinéa 1bis.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20520)

Für den Antrag der Mehrheit ... 103 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 92 Stimmen

(1 Enthaltung)

Art. 8

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Imark, Egger Mike, Knecht, Müri, Page, Röstli, Ruppen, Tuena, Wobmann)

Abs. 1

... ausgestossen werden, im Jahr 2030 um 50 Prozent gegenüber 1990 vermindert werden. Sie erlassen dafür ...

Antrag Prezioso

Abs. 1

Die Kantone sorgen dafür, dass die CO₂-Emissionen aus fossilen Brennstoffen, die von der Gesamtheit der Gebäude in der Schweiz ausgestossen werden, bis 2027 um 80 Prozent gegenüber 1990 vermindert werden. Sie erlassen dafür Gebäudestandards für Neubauten und für bestehende Bauten. Die zur Erreichung dieser Ziele durchgeführten Arbeiten dürfen nicht auf die Mieten abgewälzt werden.

Art. 8

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats



Proposition de la minorité

(Imark, Egger Mike, Knecht, Muri, Page, Rösti, Ruppen, Tuena, Wobmann)

Al. 1

... en Suisse, soient réduites en 2030 de 50 pour cent par rapport à 1990. Ils édictent à cet effet ...

Proposition Prezioso

Al. 1

D'ici 2027, les cantons veillent à ce que les émissions de CO₂ issues de combustibles fossiles, générées par la totalité des bâtiments en Suisse, soient réduites de 80 pour cent par rapport à 1990. Ils édictent à cet effet des normes applicables aux nouveaux bâtiments et aux bâtiments existants. Les travaux réalisés afin d'atteindre cet objectif ne peuvent pas être répercutés sur les loyers.

Développement par écrit

Les objectifs de réduction doivent mieux prendre en compte la gravité de la crise climatique dans laquelle les pays industrialisés ont entraîné la planète. Ces pays, dont la Suisse fait partie, doivent prendre des mesures volontaristes afin de limiter autant que possible les effets dévastateurs de cette crise. La modification proposée de l'alinéa 1 de cet article vise à apporter une réponse à la hauteur des défis que pose la crise climatique. Il faut agir aussi vite que possible, avec tous les moyens nécessaires afin d'y parvenir.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20521)

Für den Antrag der Mehrheit ... 140 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 56 Stimmen

(1 Enthaltung)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20522)

Für den Antrag der Mehrheit ... 158 Stimmen

Für den Antrag Prezioso ... 26 Stimmen

(13 Enthaltungen)

Art. 9

Antrag der Mehrheit

Titel

CO₂-Grenzwerte

Abs. 1, 2, 2bis

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2ter

... angerechnet werden. Der Anteil kann bis auf 100 Prozent erhöht werden, wenn gleichzeitig Massnahmen bezüglich Effizienz nachgewiesen werden. Als Effizienzmassnahmen gelten insbesondere energetische Gebäudehüllen- oder Gesamtanierungen.

Abs. 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 4

Streichen

AB 2020 N 811 / BO 2020 N 811

Antrag der Minderheit

(Wasserfallen Christian, Egger Mike, Imark, Knecht, Muri, Page, Rösti, Ruppen, Schilliger, Tuena, Wobmann)

Titel

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 1

Stellt der Bundesrat frühestens Ende 2025 fest, dass die Gesamtheit der Gebäude in der Schweiz voraussichtlich nicht die erhebliche Reduktion von CO₂-Emissionen erreichen kann, kann er der Bundesversammlung die Einführung eines Gebäudestandards beantragen.

Abs. 2, 2bis, 2ter, 3

Streichen



Antrag Prezioso

Abs. 1

Stellt der Bundesrat fest, dass das Durchschnittsziel nach Artikel 8 Absatz 1 verfehlt wurde, so:

- a. müssen bestehende Wohn-, Gewerbe- und Dienstleistungsbauten ihre Wärmeerzeugungsanlage für Heizung und Warmwasser ersetzen, damit diese keine CO₂-Emissionen aus fossilen Brennstoffen verursacht;
- b. dürfen Neubauten durch ihre Wärmeerzeugungsanlage für Heizung und Warmwasser keine CO₂-Emissionen aus fossilen Brennstoffen verursachen.

Abs. 3

Bauten nach Absatz 1 müssen die Anforderungen nicht einhalten, wenn dies aus technischen Gründen oder aufgrund des Schutzes überwiegender öffentlicher Interessen angezeigt ist.

Art. 9

Proposition de la majorité

Titre

Valeurs limites de CO₂

Al. 1, 2, 2bis

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2ter

... les objectifs fixés à l'alinéa 1 lettre a. Cette part peut être augmentée jusqu'à 100 pour cent si la preuve est donnée que des mesures visant à améliorer l'efficacité sont prises en parallèle. Sont notamment considérées comme telles les assainissements énergétiques d'enveloppes de bâtiments ou les assainissements globaux.

Al. 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 4

Biffer

Proposition de la minorité

(Wasserfallen Christian, Egger Mike, Imark, Knecht, Muri, Page, Rösti, Ruppen, Schilliger, Tuena, Wobmann)

Titre

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 1

Si le Conseil fédéral constate, au plus tôt à la fin 2025, que l'ensemble des bâtiments sis en Suisse ne pourront pas remplir les exigences fixées en matière de réduction des émissions de CO₂, il peut proposer à l'Assemblée fédérale que des normes soient édictées à cet effet.

Al. 2, 2bis, 2ter, 3

Biffer

Proposition Prezioso

Al. 1

Si le Conseil fédéral constate que l'objectif moyen visé à l'article 8 alinéa 1, n'a pas été atteint, les exigences suivantes s'appliquent:

- a. les bâtiments tertiaires, industriels ou d'habitations existants doivent remplacer l'installation de production de chaleur pour le chauffage et l'eau chaude afin qu'elle ne génère pas d'émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles;
- b. les nouveaux bâtiments ne doivent pas générer d'émissions de CO₂ issues de combustibles fossiles liées à leur installation de production de chaleur pour le chauffage et l'eau chaude.

Al. 3

Les exigences fixées à l'alinéa 1 ne s'appliquent pas lorsque cela se justifie pour des raisons techniques ou pour protéger des intérêts publics prépondérants.

Art. 59d

Antrag der Mehrheit

Titel

Technische Massnahmen zur Verminderung der CO₂-Emissionen bei Gebäuden

*Text*

In Kantonen, welche bis zum Inkrafttreten dieses Gesetzes Teil F des Basismoduls der Mustervorschriften der Kantone im Energiebereich vom 9. Januar 2015 oder eine strengere Regelung in Bezug auf den Anteil erneuerbarer Energie beim Heizungsersatz in Kraft gesetzt haben, gelten die Vorschriften nach Artikel 9 Absätze 1 bis 2ter ab dem Jahr 2026.

Antrag der Minderheit

(Wasserfallen Christian, Egger Mike, Imark, Knecht, Muri, Page, Rösti, Ruppen, Schilliger, Tuena, Wobmann)
Streichen

Art. 59d*Proposition de la majorité**Titre*

Mesures techniques de réduction des émissions de CO₂ pour les bâtiments

Texte

Les prescriptions visées à l'article 9 alinéas 1 à 2ter, s'appliquent à partir de 2026 aux cantons qui, d'ici à l'entrée en vigueur de la présente loi, ont mis en oeuvre la section F du module de base du Modèle de prescriptions énergétiques des cantons du 9 janvier 2015 ou une réglementation plus stricte concernant la part d'énergie renouvelable lors du remplacement d'un chauffage.

Proposition de la minorité

(Wasserfallen Christian, Egger Mike, Imark, Knecht, Muri, Page, Rösti, Ruppen, Schilliger, Tuena, Wobmann)
Biffer

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20523)

Für den Antrag der Mehrheit ... 190 Stimmen

Für den Antrag Prezioso ... 4 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 17.071/20524)

Für den Antrag der Mehrheit ... 132 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 57 Stimmen

(1 Enthaltung)

Block 2 – Bloc 2

Jauslin Matthias Samuel (RL, AG): In Block 2 habe ich eine Minderheit zu Artikel 10 Absatz 4. Ich beantrage Ihnen hier, dieser Minderheit zu folgen.

In diesem Kapitel geht es um Zielwerte für die Jahre 2021 bis 2024 für die CO₂-Emissionen von Personewagen, Lieferwagen und leichten Sattelschleppern sowie von schweren Fahrzeugen. Mit meiner Minderheit möchte ich erreichen, dass der Bundesrat bei der Zielwertvorgabe vor allem die Entwicklung der CO₂-Emissionen von Neuwagen und die topografischen Verhältnisse in unserem Land beobachtet und entsprechend berücksichtigt. Es geht dabei auch darum, inwieweit sich die Verbrennungsmotoren in den nächsten Jahren entwickeln werden. Der Verbrennungsmotor ist die wohl am weitesten verbreitete Antriebsart bei den Fahrzeugen, daher sind diese Weiterentwicklung und die dazu bestehende Möglichkeit von grossem Interesse. Dabei darf nicht ausgeblendet werden, dass neben fossilen Treibstoffen bei solchen Fahrzeugen auch immer mehr biogene oder synthetische Treibstoffe Anwendung finden. In welchem Ausmass sich dies bei

AB 2020 N 812 / BO 2020 N 812

der CO₂-Emission in Gramm pro Kilometer auswirkt, wird die Zukunft zeigen.

Meine Minderheit erachtet es als wichtig, dass der Bundesrat unter Berücksichtigung der EU-Regelung weitere geeignete Massnahmen treffen kann, um beim Vollzug dieses Kapitels auf die Eigenheit der Schweiz Rücksicht zu nehmen. So ist neben der anwendbaren Messmethode auch der tatsächliche Fahrbetrieb mit einzubeziehen. Schon allein aufgrund der tatsächlichen, vorherrschenden topografischen Verhältnisse und des damit



verbundenen vermehrt notwendigen Einsatzes von allradbetriebenen Fahrzeugen ist dies ein wesentlicher Aspekt.

Ich bitte Sie, hier dem Bundesrat vorzugeben, dass er nicht ausschliesslich auf einem theoretischen Wert von 95 Gramm CO₂ pro Kilometer beharren soll. Es ist zwingend, dass die erhöhte Anforderung an Fahrzeugen im Betrieb auf Schweizer Strassen und die Entwicklung der Verbrennungsmotoren in die Festlegung der Zielwerte mit einfließen und der Bundesrat diese anpassen kann. Eine solche Anpassung der Zielsetzung ist mit dem Antrag der Mehrheit der Kommission leider nicht möglich.

Unterstützen Sie daher bitte die Minderheit Jauslin.

Wobmann Walter (V, SO): Kollege Jauslin hat eigentlich schon einige meiner Argumente dargelegt. Ich kann es somit auch etwas kürzer machen. Meine Minderheiten betreffen die Artikel 10a und 11.

Zu Artikel 10a Absätze 1 bis 3: Hier geht es um Zielwerte bis 2025. Dort verlange ich, dass die Formulierung "in der EU" durch "Schweizer Fahrzeugflotte" ersetzt wird, denn die EU hat eine andere Fahrzeugflotte als die Schweiz. Es wird in der EU auch der Durchschnitt aller EU-Staaten berechnet. Da gibt es grosse Unterschiede. Ich denke daran, dass Schweden einen ähnlichen CO₂-Ausstoss bei den Fahrzeugen wie die Schweiz hat. Die südlichen Länder hingegen mit vielen kleinen Fahrzeugen haben einen bedeutend kleineren Ausstoss als die Schweiz. In der Schweiz haben wir Berge, wir haben viele 4x4-Fahrzeuge, eine starke Motorisierung, mehr Gewicht, und somit ist natürlich der Wert auch höher als in südlichen Ländern. Die Nicht-EU-Mitglieder Norwegen und Island werden ja auch in den Durchschnitt aller EU-Staaten eingerechnet. Somit könnte man das auch problemlos mit der Schweiz tun. Dies wäre möglich.

Der weitere Punkt bei diesem Artikel 10a betrifft die Absenkungsziele für 2025 und 2030. Auch hier müssen wir auf die Werte der Schweizer Fahrzeugflotte Rücksicht nehmen und auch diese entsprechend berücksichtigen. Die Ausgangswerte der EU werden, wie gesagt, deutlich tiefer ausfallen aus den Gründen, die ich schon dargelegt habe. Eine Festlegung auf EU-Niveau stellt eine Verschärfung, eine klare Verschärfung der Zielvorgaben für die Schweiz dar. Es gibt mehr Abgaben für die Leute. Die Fahrzeuge werden also teurer usw.

Zu Artikel 11 Absätze 1 und 2: Es geht hier um Zwischenziele, also Erleichterungen und Ausnahmen. Ich bitte Sie, Absatz 1 zu streichen. Die Hersteller von Fahrzeugen müssen sich auf eine sichere Gesetzgebung für die kommenden Jahre verlassen können und auch genügend Zeit haben, die entsprechenden Technologien zu entwickeln und erfolgreich auf den Markt zu bringen. Die Entwicklungszyklen sind lang, zu lang, um innerhalb einer Fünfjahresperiode auf die Vorgabe von Zwischenzielen zu reagieren. Ausserdem – das möchte ich klar betonen – werden in der Schweiz keine Fahrzeuge entwickelt und produziert.

Artikel 11 Absatz 2 betrifft Erleichterungen. Da bitte ich Sie, dem Bundesrat zu folgen, nicht dem Ständerat und der Kommissionsmehrheit. Die Schweiz hat, wie bereits erwähnt, eine andere Fahrzeugflotte als die EU. Das ist der zentrale Unterschied. Darum hat sich der Bundesrat in der Vergangenheit für entsprechende Erleichterungen entschieden, wie zum Beispiel die Ausklammerung von wenigen Fahrzeugen einer bestimmten Flotte oder auch eine Mehrfachberechnung von hocheffizienten Fahrzeugen. Würde das nun abgeschafft, wäre es nicht nur falsch, sondern auch unfair, weil dadurch in der Schweiz bei den Fahrzeugen und auch für die KMU und die Konsumenten vieles unnötig und ohne Nutzen verteuert würde. Es braucht hier also dringend eine Rechtssicherheit.

Ich bitte Sie darum, diese Minderheitsanträge anzunehmen.

Klopfenstein Broggini Delphine (G, GE): L'Office fédéral de l'environnement indiquait, dans un récent communiqué, que la Suisse manquera son objectif national en matière d'émissions de CO₂ et que le secteur des transports était le plus mauvais élève, ou presque, et cela au moment même où l'on apprenait qu'en Suisse toujours, une voiture sur deux vendues en 2018 était une quatre-quatre. De ce fait, la Suisse possède le taux de quatre-quatre le plus élevé de toute l'Europe! Ainsi, aucun canton de Suisse ne respecte la limite de 130 grammes de CO₂ par kilomètre fixée en 2015.

En parallèle, dans cette même loi, à l'article 10a, la majorité de la commission a trouvé judicieux d'avoir en Suisse un régime spécial concernant les valeurs cibles pour les poids lourds. La majorité exige que le Conseil fédéral fixe des objectifs en matière d'émissions de CO₂ des poids lourds plus généreux en Suisse que ceux de l'Union européenne. C'est un comble! La Suisse se rend par là complice du contournement des objectifs de l'Union européenne en matière d'émissions de CO₂ des poids lourds. Un comble toujours alors que nous nous alignons sur l'Union européenne pour la réglementation des voitures de tourisme! Pourquoi faire une exception pour les camions?

Actuellement, l'objectif de parc de camions n'est valable que pour certains modèles de camions. L'Union européenne prévoit de soumettre davantage de modèles de camions et aussi d'autobus à l'objectif de parc en



2022.

Si les objectifs en matière de grammes de CO₂ émis par la flotte de camions en Suisse sont plus faibles que ceux de l'Union européenne, cela créera naturellement une incitation perverse pour les entreprises étrangères de transport routier qui traversent la Suisse, à mettre des camions en circulation en Suisse plutôt que dans l'Union européenne. Cela permettra ainsi aux véhicules dont les émissions de CO₂ sont particulièrement élevées de ne pas payer de sanctions dans l'Union européenne, ou de payer les sanctions les plus faibles possible.

Les importateurs de véhicules comptent beaucoup sur les différentes incitations financières pour choisir où placer les véhicules sur le marché. La coexistence de régimes différents crée des disparités, ce qui explique – et on le voit régulièrement dans la rue – que les voitures de location, par exemple, sont munies d'une plaque d'immatriculation du canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures. En effet, ce canton pratique des taxes très basses en ce qui concerne les véhicules à moteur.

Ma proposition de minorité, qui vise à renoncer à l'article 10a alinéa 5bis, revient au fond tout simplement à se limiter à la décision du Conseil des Etats – ce n'est donc pas une nouveauté – et permet non seulement à la Suisse de s'aligner sur l'Union européenne en matière d'objectifs de réduction d'émissions de CO₂ pour les camions, mais également d'économiser 1 million de tonnes de CO₂ d'ici à 2035. Qui, dans notre conseil, a envie de voir circuler en Suisse les camions interdits en Europe car trop polluants? Voulons-nous accueillir les vieilles poubelles de l'Europe? Surtout que 63 pour cent du transport de marchandises en Suisse passe par la route, c'est-à-dire en camion, avec une hausse marquée l'année passée. L'effet de ce trafic de camions est lourd de conséquences pour l'ensemble du pays, des conséquences touchant autant les régions de plaine et leurs agglomérations que la profondeur des glaciers. Il faut donc agir sur les deux volets: d'une part, évidemment, limiter et réduire les émissions de CO₂ des camions; d'autre part, travailler, de façon générale, sur le transfert du transport des marchandises de la route vers le rail.

Je vous encourage vivement à soutenir cette minorité en positionnant la Suisse sur la juste ligne suivie par l'Union européenne, et à nous doter des mêmes règles du jeu pour les camions et pour les voitures de tourisme; cela tombe sous le sens.

Girod Bastien (G, ZH): In diesem Block geht es um den Klimaschutz auf der Strasse. Es geht um zwei zentrale

AB 2020 N 813 / BO 2020 N 813

Instrumente, einerseits um die Förderung der Effizienz von Neuwagen und andererseits um die Kompensationspflicht für Treibstoffe. Das ist eine Weiterentwicklung des Klimarappens, einer freiwilligen Massnahme der Wirtschaft; diese Kompensationspflicht soll weiterentwickelt werden.

Mit diesen zwei Massnahmen gelingt es – das ist repräsentativ für dieses Gesetz –, sowohl die CO₂-Emissionen deutlich zu senken als auch die Energiekosten für die Haushalte zu senken, sodass die Haushalte dann unter dem Strich mit dieser Revision 2030 netto mehr Geld in der Kasse haben. Es gelingt auch, Arbeitsplätze zu schaffen, indem wir Klimaschutzprojekte in der Schweiz voranbringen.

Mit den Minderheitsanträgen, die ich vertrete, nämlich zu Artikel 10b – den von Frau Thorens Goumaz übernommenen Antrag –, zu Artikel 11 Absatz 1 und zu Artikel 27 Absatz 2 Buchstabe b, geht es darum, diese sinnvollen Massnahmen noch weiter zu verstärken. Einerseits geht es darum, dass man bei der Neuwageneffizienz noch mehr herausholen kann; man kann hier den Verbrauch noch mehr reduzieren. Andererseits geht es darum, dass man noch mehr bei Projekten im Inland machen kann, womit man auch lokale Verbesserungen für das Gewerbe herbeiführen kann, aber auch Verbesserungen bezüglich Innovation und bezüglich der Langfristigkeit unseres Klimaschutzes.

Ich habe gesagt, dass die Haushalte mit diesen Massnahmen profitieren werden, und ich möchte das ganz konkret aufzeigen: Nehmen wir einen Haushalt, der pro Jahr 1000 Liter Benzin verbraucht. Das führt – je nach Benzinpreis – zu Benzinkosten von 1400 bis 1900 Franken pro Jahr. Mit dem Antrag der Mehrheit wird hier bis Ende 2030 eine Reduktion des Verbrauchs um die Hälfte erreicht; der Benzinverbrauch und damit auch die Benzinkosten werden also um die Hälfte reduziert. Damit werden in einem solchen Haushalt 800 Franken eingespart. Wenn Sie den Antrag meiner Minderheit unterstützen, dann wird sogar noch mehr eingespart; dann haben wir einen höheren Faktor, dann werden über 1000 Franken pro Haushalt und Jahr eingespart, indem diese einfach weniger Geld für Benzin aus dem Ausland ausgeben.

Das andere Instrument ist die Weiterentwicklung des Klimarappens. Hier geht es nicht etwa um eine Lenkungsabgabe: Es geht um die Finanzierung des Klimaschutzes. Es ist eine Auflage, damit ein gewisser Anteil der Emissionen des Benzins, des Diesels kompensiert wird. Das wird erreicht mit Projekten im Inland wie der Förderung von Fernwärmenetzen, der Förderung von Biogas in der Landwirtschaft, der Kontrolle des Reifendrucks



bei Fahrzeugen, damit diese effizienter sind, also mit zahlreichen sinnvollen Massnahmen.

Mit solchen Massnahmen werden die Emissionen im Inland reduziert, aber es werden auch sinnvolle Projekte im Ausland finanziert und unterstützt. Ich beantrage Ihnen, dass wir auch im Inland mehr Massnahmen ergreifen und die Emissionen im Inland reduzieren. Hier geht der Einzelantrag Bregy mit der Limitierung auf 10 Rappen statt 12 Rappen in die falsche Richtung. Damit könnten wir weniger Massnahmen im Inland finanzieren.

Diese sind nun mal teurer, aber sie bringen auch mehr Vorteile. Sie bringen Vorteile für das lokale Gewerbe, sie bringen Vorteile bezüglich Innovationen, und es ist auch ein langfristiger Klimaschutz; wenn man einmal in der Schweiz reduziert, muss man es nicht immer wiederholen. Daher wäre es hier sinnvoller, mehr zu investieren. Wenn Sie es dann auf den Haushalt aufrechnen, sind es im Vergleich mit den Einsparungen, die wir mit der Fahrzeugeffizienz erreichen, kleine Beträge. Die 1000 Liter reduzieren sich ja dann auf 500 Liter pro Jahr, und wenn man das mit diesen 12 Rappen multipliziert – wenn wir das Maximum nehmen –, dann sind das gerade einmal 60 Franken pro Jahr, netto bleiben immer noch 700 Franken pro Haushalt. Selbst wenn man die ehrgeizigere Variante nimmt, bei welcher man im Sinne der Minderheit Thorens Goumaz bis auf 20 Gramm pro Kilometer reduziert, also um den Faktor fünf, gibt man pro Haushalt immer noch etwa 1000 Franken weniger aus, weil man einfach die Energiekosten reduzieren kann.

Ich bitte Sie deshalb, die entsprechenden Minderheiten zu unterstützen und damit dem Klima, aber auch den Haushalten und dem Gewerbe zu helfen.

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr
La séance est levée à 13 h 00

AB 2020 N 814 / BO 2020 N 814